

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12888 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 6 LUNDI 7 JUILLET 1986

Révolte des gueux au Liban

EXPRIMANT la volonté patiente et tenace qu'a la Syrie de faire prévaloir ses vues au Liban, une compagnie des Forces spéciales de l'armée de Damas s'est déployée, vendredi 4 juillet, à Beyrouth-Ouest, secteur musulman de la ville.

C'est la première fois depuis l'été 1982 que la Syrie prend ainsi le risque d'exposer quelques deux cents de ses soldats d'élite dans une partie de la capitale où règne l'anarchie et où les milices musulmanes ne cessent de s'entre-déchirer. En troilles barils de rose, fusil-mitrailleur ou lance-roquettes à l'épaule, ils vont appuyer les huit cents soldats de l'armée libanaise arrivés cette semaine à Beyrouth-Ouest, conformément au « plan de sécurité » adopté à la mi-juin à Damas.

L'objectif est clair : substituer un semblant d'ordre au « régime des milices » afin de refaire l'unité du camp musulman, sans laquelle toute tentative de solution négociée - sous l'égide de Damas bien sûr - avec la partie chrétienne est condamnée d'emblée.

L'ORDRE syrien s'imposera-t-il à Beyrouth-Ouest ? L'expérience des innombrables « pacifications » qui n'ont duré que l'espace de quelques semaines impose la plus extrême prudence. Car la Syrie demeure très vulnérable à Beyrouth-Ouest, du fait du renforcement accordé depuis plusieurs mois de la présence des partisans de M. Yasser Arafat dans les camps palestiniens.

Tant que le président syrien, M. Hafez el Assad, n'aura pas pris le dessus dans la partie de bras de fer qui l'oppose depuis des années au chef de l'OPL, ce dernier pourra tenter de saboter tout succès syrien au Liban. La « guerre des camps » - qui connaît un répit - n'est qu'un des épisodes de ce duel Assad-Arafat, même si elle est menée par les miliciens du mouvement chiite Amal, lesquels - au-delà de l'alliance avec Damas - ont leurs propres raisons de s'opposer à la reconstruction d'un pouvoir palestinien autonome à Beyrouth.

LES Libanais viennent d'exprimer avec éclat leur exaspération unanime après onze années d'une guerre civile qui a ravagé leur pays. Ce mouvement s'est traduit jeudi par une grève générale massivement suivie dans un camp comme dans l'autre, consensus rarissime entre chrétiens et musulmans.

La grève, lancée par la Confédération générale des travailleurs du Liban, avait d'abord pour objet de dénoncer la dégradation de l'économie nationale : pénurie d'électricité, d'essence, voire de pain ou autres denrées de base ; hausse vertigineuse des prix - ils ont augmenté de plus de 68 % depuis le début de l'année - et baisse de près de 50 % de la livre libanaise en six mois par rapport aux principales devises. La paupérisation ne connaît pas de ligne de démarcation.

Les banderoles brandies par les manifestants de tous bords sommaient les « seigneurs de la guerre » de « vendre leurs armes pour acheter du pain et des médicaments ». Cette révolte des gueux ne peut, hélas ! trouver dans l'immédiat de traduction politique. Mais elle montre que le chaos libanais devient de plus en plus intolérable. A Beyrouth-Ouest, la tentative syrienne de pacification intervient donc à un moment propice.

(Lire page 5 le reportage de FRANÇOISE CHIPAUX.)

Bavure policière à Paris

L'inspection générale des services enquête sur la mort d'un jeune homme tué par un CRS



Un jeune homme âgé de vingt-huit ans a été tué par un policier pendant la nuit du vendredi 4 au samedi 5 juillet, à Paris.

Passager d'une 2 CV, la victime avait pris la fuite, à pied, dans le quartier de la rue Mogador (9^e arrondissement), après que la voiture, à bord de laquelle

il se trouvait et qui roulait en sens interdit, eut heurté une automobile arrivant en sens inverse. Selon plusieurs témoignages, le policier - un CRS - a tiré alors que le jeune homme se trouvait à terre. Le policier, au contraire, affirme qu'il se sentait menacé.

(Lire nos informations page 16.)

Un plan pour l'emploi

Le gouvernement veut relancer les TUC créer des activités locales et « blanchir » le travail noir

Grâce aux diverses mesures de traitement social, 400 000 chômeurs potentiels avaient été soustraits, en 1985, des listes de l'ANPE. En additionnant l'effet prévisible de chaque dispositif, pour 1986, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, n'obtient pas le même résultat. Il le sait déjà : l'effet sera inférieur de 120 000 à ce que son prédécesseur avait réussi à établir.

Tous les programmes perdent de leur efficacité avec le temps. Les TUC « patinent » ou régressent. Les stages pour les jeunes ne bénéficieront qu'à 50 000 personnes, contre 120 000 actuellement. Les stages pour les chômeurs de longue durée plafonneront à 40 000, alors qu'ils avaient profité à 75 000 personnes. Et ainsi de suite. Même le plan d'urgence en faveur des jeunes, sur lequel reposent tous les espoirs du gouvernement, rapporterait peu. D'ici à la fin de l'année, 10 000 personnes seulement seraient concernées pour ce qui est des embauches exonérées de charges sociales.

Comme on le constate depuis deux mois, le risque est grand,

désormais, de voir les chiffres du chômage augmenter au rythme mensuel de 25 000 ou 30 000.

Aussi travaille-t-on beaucoup en ce moment au ministère des affaires sociales et de l'emploi, sur des formules nouvelles. Manifestement, un plan pour l'emploi se prépare pour une échéance proche. Que pourrait-il contenir entre les innovations, les replaçages des dispositions existantes, les corrections légères et les projets à long terme ?

Côté innovations, il y aurait deux propositions. Dans le droit fil de ce que M. Pierre Méhaignerie (UDF) a pu mettre en place en Ile-et-Vilaine, ou en s'inspirant encore de l'expérience menée par M. Christian Pierret (PS) à Saint-Dié (Vosges), on lancerait sur une grande échelle des PIL (programmes d'intérêt local), pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de vingt-cinq ans et déjà indemnisés, soit au titre de l'allocation de fin de droits, soit de l'allocation spéciale de solidarité.

ALAIN LEBEAUE.
(Lire la suite page 13.)

Le chef de l'Etat attendu lundi en URSS

M. Mitterrand entre New-York et Moscou

M. Mitterrand, qui a eu, vendredi à New-York, un déjeuner de travail avec le président Reagan, repartira lundi pour Moscou, où il doit s'entretenir à trois reprises avec M. Gorbatchev. Les relations Est-Ouest seront au centre de ces discussions, mais M. Mitterrand n'est porteur d'aucun message de M. Reagan.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Les organisateurs des festivités qui marquent le centenaire de la statue de la Liberté n'auraient pas pu rêver, vendredi 4 juillet, d'un temps plus idéal : un beau soleil d'été a brillé sur New-York en ce Jour de l'Indépendance américaine, garantissant les meilleures conditions au défilé dans la baie des plus grands voiliers du monde. Conduite par le bateau-école

Eagle représentant les Etats-Unis, la parade à laquelle a participé le trois-mâts le *Belém*, malgré quelques problèmes techniques de dernière minute, a offert à des milliers de personnes un spectacle rare et d'une grande beauté.

Les moins attentifs n'ont pas été le président Reagan et son hôte, M. Mitterrand. Accompagnés de leurs épouses, les deux chefs d'Etat se sont retirés dès le début de la revue sous une tente ouverte sur le port, échappant ainsi aux ardeurs de Phœbus. Malgré les protestations que sa présence avait suscitées au Congrès, le navire chilien *Esmeralda*, le plus beau des vingt et un bâtiments présents, était là, et des applaudissements nourris ont même salué son passage. L'*Esmeralda* aurait servi de centre de torture au début de la dictature du général Pinochet.

La partie franco-américaine de ces festivités s'est conclue par un

déjeuner de travail à l'amirauté sur Governors Island. Du côté français, MM. Raymond et Girard, ministres respectivement des affaires étrangères et de la défense, ont participé à cette rencontre, et, du côté américain, le secrétaire d'Etat, M. Shultz (et non le vice-président Bush, comme indiqué vendredi par erreur), et le secrétaire à la défense, M. Weinberger, assistaient à M. Reagan.

Pour autant qu'on puisse en juger, la conversation a porté essentiellement sur les rapports Est-Ouest. Après les dernières propositions soviétiques en matière de désarmement présentées à la mi-juin à Genève, le président américain paraît persuadé qu'il existe désormais un intérêt plus clair que jamais des deux Super-Puissances à une réduction des armes stratégiques. Il a toutefois déploré l'impossibilité de vérifier l'application des précédents traités signés avec l'Union sovié-

que, laissant entendre que celle-ci n'hésitait pas à les violer. L'initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles ») a précisément pour objet, aurait-il souligné, de pallier les inconvénients résultant de cette situation.

Rappelant le rôle joué par la France dans la décision d'installer des fusées Pershing pour faire face à la menace des SS-20 soviétiques en Europe, M. Mitterrand aurait insisté sur le nécessaire équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Cela l'aurait amené à s'inquiéter des risques de dérapage qu'entraînerait le non-respect par les Etats-Unis du traité de SALT 2, comme M. Reagan en a fait planer la menace, et, plus gravement encore, du traité ABM limitant les systèmes antimissiles.

MANUEL LUCBERT.
(Lire la suite page 3.)

Le voyage du pape en Colombie

Coup de semonce de Jean-Paul II

Dix-huit ans après Paul VI, venu pour l'Assemblée générale des évêques d'Amérique latine, Jean-Paul II devait arriver, le samedi 5 juillet à Medellin, grande cité industrielle au centre du pays. Il devait de nouveau y visiter des quartiers populaires, avant de se rendre, le dimanche 6, dans la cité martyre d'Armero, pour l'étape la plus étonnante de son voyage en Colombie.

POPAYAN
de notre envoyé spécial

En bousculant, le 4 juillet, une mécanique qui se voulait trop bien huilée, Jean-Paul II a soudain donné à son voyage en Colombie une teneur que ses derniers discours, d'un ton plutôt paternaliste, n'avaient pu laisser prévoir. Les quelque soixante-dix journalistes qui le suivent attendaient une quatrième journée haute en couleurs, après

une certaine grisaille qui a marqué le début du séjour à Bogota.

Au programme de ce vendredi, trois étapes : Tumaco, une grosse bourgade somnolente au bord du Pacifique, à l'extrême sud du pays ; Popayan, la noble cité coloniale du Sud ; et, enfin, Cali, troisième ville de Colombie avec plus d'un million d'habitants, métropole industrielle paralysée dans son élan par la crise économique du milieu des années 70. Trois images contrastées du pays : Tumaco avec une population en quasi-totalité noire, descendant d'esclaves et s'adonnant aujourd'hui à la pêche et à une agriculture assez rudimentaire ; Popayan, aristocratique chef-lieu de la région du Cauca, qui compte le plus important pourcentage de populations andines indigènes de toute la Colombie. Cali, enfin, avec son mélange classique dans le tiers-monde, de modernisme débridé et de marginalisation sociale.

Le petit « picotement » de la journée venait de la redécouverte

d'une antique prophétie selon laquelle à Popayan, après un tremblement de terre survenu un jeudi saint, un pape se rendrait en visite et, là, verrait « son cœur exploser ». Or Popayan a été en partie détruite par un tremblement de terre le jeudi saint de 1983. L'ombre de l'attentat, qui plane toujours quelque peu depuis le 13 mai 1981, sur les déplacements de Jean-Paul II, s'en trouvait évidemment épaissie.

Au programme du pape dans la capitale du Cauca, deux rencontres avec la population étaient prévues. La première eut lieu sur la grand-place de la ville. La foule s'était rassemblée pour assister à l'entrée du pèlerin dans la cathédrale, un édifice fermé au public depuis, précisément, le tremblement de terre qui fit s'effondrer la voûte et provoqua la mort d'une cinquantaine de personnes venues assister à la première messe du 31 mars 1983.

JEAN-PIERRE CLERIC.
(Lire la suite page 3.)

M. Chadli malade

Le président algérien est « souffrant depuis quelques jours » et un « repos complet de deux semaines » lui a été prescrit, a annoncé samedi 5 juillet un communiqué officiel. La radio, de son côté diffuse un programme musical ininterrompu.

Carrefour du développement

Un avis de recherches pour M. Yves Chaler.

PAGE 7

Le « sorcier » extradé

José Lopez Rega, éminence grise des Peron, a été renvoyé par les Etats-Unis en Argentine.

PAGE 3

Le maïs de la discorde

Défendu par M. Guillaume, l'accord euro-américain est critiqué par MM. Chaban-Delmas et François-Poncet.

PAGE 13

Premier vol du Rafale

Un succès pour le futur avion de combat français.

PAGE 8

Le sommaire complet se trouve page 16

L'Éducation

DOSSIER PRATIQUE

LES COURS DE RATRAPAGE POUR L'ÉTÉ

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1986
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE DÉBAT SUR LES ÉTRANGERS
Le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, a été « choqué » par les déclarations de M. Pasqua.

Boussouf et M. Doubin répondent

Les députés Boussouf et M. Doubin ont répondu aux propositions du PS.

EXPRETTABLE
soldes d'été
13 29.430

TOT OU TARD
on couche avec
TRÉCA

LIQUIDATION AU CNRS
Cet événement exceptionnel...
COURS DES ADMISSIBLES
Le CNRS, INSERM 107

DU 12 JUILLET INCLUS

L'APPLE IIe
L'APPLE IIe est le...
APPLE IIe
L'APPLE IIe est le...
APPLE IIe
L'APPLE IIe est le...
APPLE IIe
L'APPLE IIe est le...

Dates

Il y a soixante-quinze ans, le « coup d'Agadir »

La France et l'Allemagne au bord de la guerre pour le Maroc

RENDEZ-VOUS

Lundi 7 juillet. — URSS : Visite du président Mitterrand (jusqu'au 10).
Strasbourg : Session du Parlement européen.
Bruxelles : conseil des ministres européens de l'économie.
Vienne : Conférence de l'ONU sur la Namibie.
Hannover : Première session de l'Université euro-arabe.
Mardi 8 juillet. — Strasbourg : Le secrétaire général de l'ONU visite le siège du Conseil de l'Europe.
Vienne : Investiture de Kurt Waldheim comme président de la République.
Rome : Visite du président brésilien M. Sarney.
Mercredi 9 juillet. — Bonn : Entretien entre le secrétaire général de l'ONU et le chancelier Kohl.
Luxembourg : Discours du président portugais, M. Soares, devant le Parlement européen.
Jeu 10 juillet. — Tchad : Visite du ministre de la coopération, M. Aurillac, dans le Sud.
Grèce : Visite du premier ministre chinois.
Turquie : Visite du premier ministre du Pakistan.
Vienne : Discours de clôture de la conférence sur la Namibie.
Vendredi 11 juillet. — Visite à Paris du président des Comores, M. Abdallah.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier-Milay (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beauvillier, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouta,

Rédacteur en chef :

Daniel Vernez,

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications n° 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 982 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 389 F

II - SUISSE, TURQUIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal

(ou virement) voudront bien joindre ce

chèque à leur demande.

Changements d'adresse : diffuser

provisoirement (deux semaines au plus) ; les

abonnés sont tenus de fournir leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi

à toute correspondance.

Veuillez nous faire parvenir

tous les virements par chèque

d'abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Abonné, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie,

PARTIE quelques semaines plus tôt de sa base du Cameroun, la canonnière allemande *Panther* arrive le 1^{er} juillet 1911 devant le port sud-marocain d'Agadir, y débarquant aussitôt un contingent symbolique.

L'affaire peut paraître bénigne. Agadir est, à l'époque, un port de moindre importance, à peu près complètement fermé au commerce européen, et la *Panther*, un petit navire de 1000 tonnes, doté en tout et pour tout de deux pièces d'artillerie de 105 et d'un équipage de cent vingt hommes. Pourtant, il ne s'agit pas d'une escale de routine, et les chancelleries européennes savent très vite à quoi s'en tenir. En effet, le jour même de son arrivée à Agadir, la présence de la *Panther* dans les eaux sud-marocaines est notifiée aux gouvernements des puissances garantes de l'acte d'Algésiras (1) par la remise d'un mémorandum qui précise les raisons de la démarche allemande et donne à celle-ci le sens d'une démonstration de force.

Officiellement, il s'agit d'assurer la protection des sujets allemands présents dans la région contre une éventuelle agression des tribus, « à la suite d'événements qui se sont produits dans d'autres parties du Maroc ». La *Panther*, que doit rejoindre quelques jours plus tard le croiseur *Berlin*, parti le 28 juin de Kiel, restera au mouillage en rade d'Agadir aussi longtemps que l'ordre et le calme n'auront pas été rétablis dans l'Empire chérifien. En réalité, la puissance visée est, de toute évidence, la France, qui a fait occuper Fes au mois de mai par le général Moineau et a établi son protectorat de fait sur une partie importante du territoire marocain. Le « coup d'Agadir » ouvre donc entre Berlin et Paris une crise grave, souvent considérée comme le prélude de la guerre de 1914.

En 1905 déjà, les deux puissances se sont livrées à propos du Maroc à une partie de bras de fer dont les enjeux dépassaient de beaucoup le cadre de ce pays convoité, en proie à une véritable anarchie « féodale ».

Une épreuve de force

Désireuse d'étendre sa domination à l'ensemble du Maghreb et poussée dans cette voie par les hommes du « parti colonial », la France s'est appliquée au cours des années précédentes à obtenir l'adhésion des puissances méditerranéennes à ses projets d'expansion dans l'Empire chérifien. Successivement l'Italie en 1900, en échange du désintéressement français en Tripolitaine, la Grande-Bretagne en 1904, puis l'Espagne — également en 1904 et contre promesse secrète de cessions territoriales au nord et à l'extrême sud du pays — ont donné leur accord au gouvernement français. Fort de ces appuis diplomatiques, il est engagé dans une politique d'intervention au Maroc visant à y établir son protectorat. Quant au gouvernement de Berlin, Delcassé n'a pas jugé utile de lui demander son aval, l'Allemagne n'étant pas « puissance méditerranéenne » et n'ayant à ses yeux que des intérêts mineurs dans l'Empire chérifien. Les responsables de la Wilhelmstrasse sont, bien entendu, d'un avis différent. Ayant hautement proclamé sa volonté de mener une « politique mondiale », l'Allemagne peut-elle accepter que la question marocaine soit réglée sans qu'elle soit le moins du monde consultée ?

Ce sont ces considérations de prestige, en même temps que le désir de saisir au vol une occasion de perturber la toute récente Entente cordiale franco-anglaise, qui incitent Berlin à agir, le souci des intérêts économiques du Reich servant surtout de prétexte à son intervention. Officiellement, c'est pour empêcher les Français de réaliser leurs « desseins agressifs » que le chancelier von Bülow agit. L'empereur se rendit à Tanger en mars 1905. Se présentant comme le défenseur de la souveraineté marocaine, Guillaume II y prononce des paroles vigoureuses dont le contenu, passablement déformé par la presse, provoque une vive tension entre la France et l'Allemagne.

La menace de guerre et le « bluff » allemand contraignent Delcassé à la démission et amènent le président du conseil Rouvier à accepter que le sort de l'Etat chérifien soit réglé par une conférence internationale. Réunie à Algésiras en janvier 1906, celle-ci ne donne toutefois à l'Allemagne — pratiquement isolée pendant toute la durée de la rencontre — que des satisfactions mineures. Certes, la France doit provisoirement renoncer à établir son protectorat sur le Maroc, mais l'acte final de la conférence lui reconnaît une situation privilégiée dans ce pays, et la première phase du conflit se solde donc pour elle par un net avantage sur sa rivale.

L'acte d'Algésiras ne prévoit rien dans le cas de troubles intervenant à l'intérieur du Maroc. Or, à partir de 1907, les désordres prennent dans l'Empire un caractère endémique, offrant aux militaires d'innombrables prétextes d'intervention. Inquiète de cette progression à petits pas, l'Allemagne comprend vite qu'elle ne pourra empêcher indéfiniment l'implantation de la France et qu'il lui faut être utile de se servir des droits qu'elle prétend posséder au Maroc. Aussi adopte-t-elle à la

fin de 1908 une attitude nouvelle, Guillaume II se déclarant disposé — pour obtenir de la France une plus grande souplesse dans le conflit balkanique — à « en finir avec ces frictions ». L'accord conclu entre les deux pays en février 1909 reconnaît à la France une situation prépondérante au Maroc, en échange de quoi celle-ci admet de partager avec l'Allemagne un certain nombre d'avantages économiques.

Que ce « condominium » aux contours mal définis ait pu servir de prétexte à un rapprochement franco-allemand, comme l'avait imaginé le ministre des affaires étrangères Fichon, ne relève pas nécessairement du domaine de l'illusion a posteriori. Des travaux récents, en particulier ceux de Jean-Claude Allain, biographe de Caillaux et historien minutieux de l'affaire marocaine, montrent que l'échec de la convention de 1909, monté en épingle dans les deux pays par une historiographie fortement imprégnée de nationalisme, est largement mythique (2). En fait, le changement de cap de la diplomatie allemande répond à bien des égards à celui de la France.

Amorçé depuis plusieurs mois, le tournant de la politique marocaine de Paris devient manifeste au printemps 1911 lorsque la décision est prise de faire marcher sur Fes les troupes du général Moineau, à la suite d'une rébellion contre le nouveau sultan Moulay-Hafid et dans le but affiché de protéger la vie des colons euro-

pas faire obstacle à l'initiative de Paris. Il finit néanmoins par se rallier à la solution intermédiaire que propose le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Kiderlen-Wächter. Pour celui-ci, il faut accepter d'abandonner à la France la totalité du Maroc, à condition d'obtenir d'elle de substantielles compensations. Bien entendu, il faut pour cela exercer une forte pression en prenant par exemple une hypothèque sur le Sud marocain. La décision d'envoyer la *Panther* devant Agadir s'inscrit dans cette stratégie de la tension calculée.

Avant que Berlin ne s'engage dans une épreuve de force périlleuse avec la France, l'idée d'une compensation accordée à l'Allemagne en échange de son désintéressement au Maroc a bel et bien été évoquée. Le ministre des finances Joseph Caillaux y est favorable, de même que l'ambassadeur à Berlin Jules Cambon, qui a eu sur ce point des conversations avec Kiderlen. Mais les choses en sont restées là, et à Paris on espère bien faire l'économie d'un tronc serré en prenant les Allemands de vitesse. Le « coup d'Agadir » ramène brusquement les Français aux réalités du jeu international.

Quelle va être leur réaction ? Envoyer à son tour un navire de guerre dans le Sud marocain et riposter à l'épreuve de force par la force ? Nombre de responsables militaires et certains hommes politiques, tel le ministre des affaires étrangères de

Quels que soient les sentiments pacifistes de Caillaux, il ne peut souscrire aux exigences maximalistes de l'Allemagne. Sur ce point, le cabinet est unanime et, dès le 17 juillet, les Allemands sont avisés que la France n'accepte pas la cession de toute sa colonie d'Afrique centrale. La rupture paraît imminente. Mais le Kaiser et son entourage se montrent moins agressifs que les hommes de la Wilhelmstrasse. Les Français repoussent du gouvernement britannique un appui décisif. Le pacifique Lloyd George, chancelier de l'Echiquier, se risque même à déclarer dans un discours public que « la formule de la paix à tout prix est indigne d'un grand pays », et les escadres anglaises sont mises en état d'alerte.

Un règlement par troc

Après quelques jours d'une vive tension, Kiderlen doit se résoudre à modérer ses exigences. Les négociations reprennent donc entre Paris et Berlin, à deux niveaux, officiel et secret. Elles sont très difficiles. En soit, elles se trouvent de nouveau interrompues du fait des exigences allemandes, et la France envisage même un moment d'avoir recours aux armes. Mais, interrogé par le président du conseil, le ministre de la guerre fait savoir que l'état de désorganisation dans lequel se trouve le haut commandement et la faiblesse de la France en artillerie lourde rendraient très aléatoire l'issue d'un conflit. Les négociations françaises doivent, en conséquence, se montrer un peu plus généreuses envers l'Allemagne, en offrant notamment des concessions économiques au Maroc. Berlin se voit, de son côté, incité à plus de souplesse par le déclenchement d'une panique boursière que Caillaux, technicien des finances de haut vol, prétendra par la suite avoir provoquée de toutes pièces.

Finalement, un accord est conclu entre les deux puissances le 4 novembre 1911. L'Allemagne s'engage à ne pas « entraver l'action de la France au Maroc » et accepte à l'avance l'établissement du protectorat français sur ce pays. En échange, elle reçoit une partie importante du Congo français, avec accès à l'Atlantique et contre cession à la France — ce troc très inégal permettant à celle-ci de ne pas avoir l'air de céder à un chantage — d'un petit territoire, le « boc de canard », situé au sud du lac Tchad. Le risque de guerre est provisoirement écarté mais, à deux reprises au moins, on a frôlé la catastrophe.

La partie jouée au bord du gouffre par Kiderlen-Wächter s'achève par un gain substantiel obtenu par l'impérialisme allemand aux dépens d'un rival dont, il faut le rappeler, le comportement aventureux et peu respectueux des engagements internationaux n'a pas été d'un poids négligeable dans les premiers développements de la crise. Si celle-ci n'a pas dégénéré en guerre européenne — dans une large mesure grâce au sang-froid et à l'habileté de Caillaux — elle a incontestablement laissé des traces, inaugurant une période de raidissement et de course aux armements qui trouvera son aboutissement, trois ans plus tard, dans le déclenchement du premier conflit mondial.

PIERRE MILZA,

professeur à l'Institut d'études politiques, directeur du Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle.

(1) L'acte final de la conférence d'Algésiras, qui avait élaboré en 1905 un règlement d'ensemble de la question marocaine, avait été paraphé par les représentants de onze puissances européennes et par ceux des Etats-Unis et du Maroc.
(2) J.-C. Allain, *Joseph Caillaux, 1^{er} Le diable victorieux, 1863-1914*, Paris, Imprimerie nationale, 1978 ; 2) *L'Oracle, 1914-1944*, id., 1981. J.-C. Allain, *Agadir, 1911*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976.



« Le poing de fer de Guillaume II » (cartoon de l'époque).

peins bloqués dans la ville. De cette décision du 22 avril 1911, par laquelle la France s'engage dans l'engrenage aventureux de la conquête militaire, nous savons qu'elle a été prise par une équipe extrêmement restreinte où figurent, en l'absence du chef de l'Etat et d'une bonne partie des membres du cabinet, les deux ministres intéressés — Cruppi aux affaires étrangères et Bertaux à la guerre — et le président du conseil Monis, qui entérine la décision plus qu'il ne l'a créée, en accord avec les militaires et avec certains diplomates influents.

Il existe alors un « groupe dirigeant marocain », proche des centres de commande et dont les membres — une vingtaine de personnes environ — concourent à forger la politique marocaine de la France. Il rassemble un certain nombre de diplomates et d'hommes d'affaires, la liaison entre les deux catégories étant assurée par Gaston Guio, ministre plénipotentiaire en disponibilité, dont le rôle est capital. Mais, au sein même de cette équipe, s'affrontent deux conceptions de l'impérialisme : une tendance à la progression par la négociation et l'entente internationale, qui a la faveur des « financiers », et une tendance plus dure qui, soutenue par certains industriels et par les militaires, conduit le nouvel hôte du Quai d'Orsay, Cruppi, à l'épreuve de force.

La marche sur Fes, achevée le 21 mai, outrepassait singulièrement les droits attribués à la France par l'acte d'Algésiras. Elle permet donc à l'Allemagne de rouvrir le dossier du Maroc au nom de la violation du *status quo*. Dans quelle perspective ? Pour les milieux pangermanistes, l'intervention française doit fournir au Reich l'occasion de prendre pied au Maroc, et leur position s'exerce directement dans le sens de l'épreuve de force.

Guillaume II considère au contraire que son pays doit rester dans une expectative prudente, tandis que la France s'épuise, militairement et financièrement, dans une aventure outre-mer qui peut déclencher contre elle une véritable « guerre sans frontière ». Si elle devait ainsi dégarnir sa frontière de l'Est, « ce ne serait pas du tout, estime le Kaiser, un malheur pour l'Allemagne », et il recommande de n'y

Seules, inclinent en ce sens mais ce n'est l'avis ni du ministre de la marine Delcassé ni surtout de Caillaux, devenu le jour même du « coup d'Agadir » président du conseil. Comme le lui conseille le gouvernement britannique, celui-ci se montre décidé à poursuivre la négociation, et de fait les pourparlers reprennent en juillet. Toutefois, lorsque Kiderlen est interrogé par Cambon sur le prix réclamé par l'Allemagne pour que la France soit libre d'agir au Maroc, c'est la totalité du Congo français qu'exige le chef de la Wilhelmstrasse, décidé à pousser jusqu'au bout l'épreuve de force engagée le 1^{er} juillet en agitant au besoin la menace de guerre.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

NOTRE-DAME DE RONCHAMP • NOUVELLES VARIÉTÉS!

En vente chez votre marchand de journaux

هناك امه الاصل

La guerre pour le Maroc

Quand que vont les choses...
Le Maroc a déclaré la guerre à l'Algérie le 17 juillet. Le Maroc a déclaré la guerre à l'Algérie le 17 juillet. Le Maroc a déclaré la guerre à l'Algérie le 17 juillet.

Un règlement par trêve

Après quatre mois de tractations judiciaires, les Etats-Unis ont extradé vers son pays d'origine celui qui fut, de 1973 à 1975, l'émigré grise et l'âme damnée du dernier gouvernement de Peron, José Lopez Rega, dont le passage a marqué le début de la période la plus noire de l'histoire argentine.

ARGENTINE : ancienne éminence grise de Peron

José Lopez Rega, le « sorcier », a été extradé par les Etats-Unis

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Après quatre mois de tractations judiciaires, les Etats-Unis ont extradé vers son pays d'origine celui qui fut, de 1973 à 1975, l'émigré grise et l'âme damnée du dernier gouvernement de Peron, José Lopez Rega, dont le passage a marqué le début de la période la plus noire de l'histoire argentine.

CHILI : après deux jours de grève générale

Les « poblaciones » de Santiago enterrent leurs morts

Santiago du Chili (AFP, Reuter, AP). — « Le dilemme auquel doit faire face le Chili est l'ordre ou le chaos », a déclaré vendredi 4 juillet, à Santiago, le général Pinochet, au lendemain de la grève générale et nationale de quarante-huit heures organisée par l'Assemblée civile et qui a pris fin jeudi. Le bilan officiel de deux jours de manifestations et de violences est de sept morts, une cinquantaine de blessés et six cents arrestations. « Il semble que l'on veuille appliquer ici le modèle du Nicaragua », a ajouté le général Pinochet, au cours d'une conférence de presse, mais il s'est refusé à commenter les manifestations.

COLOMBIE : coup de semonce de Jean-Paul II

« Parlez ! », dit le pape à un Indien censuré par l'Eglise locale

(Suite de la première page.)
Ce fut une cérémonie brève et poignante, étrange aussi : l'homme de blanc vêtu chemina parmi une forêt d'écailles pour arriver dans le chœur à ciel ouvert où, disposés autour d'une belle statue d'un Christ au tombeau, attendaient un prêtre et trente choristes — les hommes en smoking et les femmes en longue robe rouge. Tandis que s'élevaient, poignants, les accents d'un motet, le pape, à genoux, s'abîmait en une longue méditation.

La catastrophe d'Armero

Le 13 novembre 1985, vers 23 heures, une énorme coulée de boue dévalant du volcan Nevado del Ruiz engloutissait la ville colombienne d'Armero, située à 50 kilomètres à l'est du cratère.

Le 13 novembre 1985, vers 23 heures, une énorme coulée de boue dévalant du volcan Nevado del Ruiz engloutissait la ville colombienne d'Armero, située à 50 kilomètres à l'est du cratère. Sur les quelque 28 000 habitants de la localité, 23 000 trouvaient la mort dans la catastrophe. De l'autre côté du volcan, le même jour, 1 000 autres personnes disparaissaient dans les mêmes conditions à Chinchina.

M. Mitterrand entre New-York et Moscou

(Suite de la première page.)

Les présidents français et américain seraient tombés d'accord pour estimer que le problème primordial auquel fait face M. Gorbatchev est celui du niveau de vie de la population soviétique, et que la nécessité dans laquelle il se trouverait d'améliorer les choses en ce domaine pourrait avoir des effets positifs sur l'attitude de l'URSS dans les questions du désarmement. M. Mitterrand, qui sera lundi 7 juillet à Moscou, a profité de l'occasion pour dire à M. Reagan quelle était, selon lui, la mentalité de l'équipe actuelle au pouvoir en URSS.

M. Reagan est « optimiste » sur la perspective d'un sommet avec M. Gorbatchev

M. Reagan souhaite toujours rencontrer M. Gorbatchev avant la fin de l'année et compte redire cet espoir au dirigeant soviétique dans une lettre qu'il lui fera parvenir dans les prochains jours, ont fait savoir vendredi 4 juillet des responsables de la Maison Blanche. Cette lettre ne sera pas encore toutefois la réponse américaine aux nouvelles propositions déposées le 11 juin par les négociateurs soviétiques à Genève à propos des armements stratégiques, propositions qui font l'objet d'un examen approfondi à Washington. Dans un entretien accordé au journal USA Today, M. Reagan déclare que sa correspondance avec M. Gorbatchev « a ouvert de nouvelles portes qui ne rendent optimiste sur la perspective d'avoir, non seulement un sommet, mais un sommet au cours duquel nous pourrions parvenir à un accord ».

La fête nationale américaine a été l'occasion d'échange de messages entre Moscou et Washington. Celui qui présidait du Soviet suprême a fait parvenir à M. Reagan une lettre dans laquelle il a demandé de « se joindre à nos efforts pour créer un système global de sécurité » et insiste sur la nécessité d'« actions pratiques » dans le sens du désarmement. De son côté M. Hartman, ambassadeur des Etats-Unis à Mos-

Le monde des philatélistes

Il y a une semaine que l'on a vu les philatélistes du monde entier se réunir à Paris pour la vente aux enchères de la collection de M. de Gaulle. Les ventes ont été très réussies, les lots ont été vendus à des prix élevés.

NOTRE DAME

ONCHAMP DE NOUVELLES

VARIÉTÉS

Le monde des philatélistes...
Il y a une semaine que l'on a vu les philatélistes du monde entier se réunir à Paris pour la vente aux enchères de la collection de M. de Gaulle.

Le monde

ÉCONOMIE

Le monde des philatélistes...
Il y a une semaine que l'on a vu les philatélistes du monde entier se réunir à Paris pour la vente aux enchères de la collection de M. de Gaulle.

Le monde

ÉCONOMIE

Le monde des philatélistes...
Il y a une semaine que l'on a vu les philatélistes du monde entier se réunir à Paris pour la vente aux enchères de la collection de M. de Gaulle.

Le monde

ÉCONOMIE

Le monde des philatélistes...
Il y a une semaine que l'on a vu les philatélistes du monde entier se réunir à Paris pour la vente aux enchères de la collection de M. de Gaulle.

Le monde

ÉCONOMIE

Etranger

LIBAN : la vie quotidienne à Beyrouth-Ouest

Au soleil de l'anarchie...

l'autorité est proportionnelle au nombre d'hommes qu'il peut rassembler autour de lui est contraint de se débrouiller par lui-même. Les roquettes des magasins, les enlèvements avec rançon — même les enfants ne sont plus épargnés, — les vols, les braquages de banques, deviennent ainsi les moyens naturels de se procurer de l'argent. L'impunité dont jouissent tous les miliciens, qui trouvent toujours plus

tourbillon de rumeurs où sont les prisons des uns et des autres, les responsabilités dans les enlèvements et les fautes de troubles. L'aventure survenue à l'ambassadeur d'Autriche, sommée de payer une lourde somme par le propre service de sécurité mis à sa disposition par Amal, a fait le tour de la ville. Du coup, l'ambassade d'Autriche a fermé ses portes. Les représentations occidentales à Beyrouth-Ouest

pour partir soit vers l'Est, soit à l'étranger quand leurs moyens le leur permettent. « De toute façon, affirme un professeur, examinateur du baccalauréat, nos élèves n'ont plus la possibilité de poursuivre ici des études supérieures de qualité. » L'université américaine de Beyrouth (AUB), jadis fleuron de l'enseignement supérieur au Proche-Orient, n'est plus que l'ombre d'elle-même. La plupart des professeurs qui sont partis n'ont pas été remplacés, et les menaces des milices pour faire admettre leurs candidats tiennent souvent lieu d'examen d'entrée. « Les examens sont au bout des Kalachnikov », confie un étudiant. Un autre déplore la baisse de qualification qui discrédite l'AUB. Mais n'est-ce pas dans cette même enceinte que, en mars dernier, cheik Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah, fustigeait la culture occidentale et ses méfaits ?

Particulièrement visés par une islamisation rampante, les chrétiens quittent de plus en plus Beyrouth-Ouest. Ils étaient deux cent mille environ au début de la guerre et ne seraient plus aujourd'hui que trente mille. Les trappes de la guerre ont beaucoup soulevé l'objet, les enlèvements — plusieurs centaines, — les intimidations, la confessionnalisation extrême de Beyrouth-Ouest, après celle de Beyrouth-Est, créent un malaise grandissant dans une communauté qui était restée souvent sur place faute d'argent, mais aussi par choix politique. « Notre sentiment d'insécurité est viscéral, explique Myriam. Trop d'exemples, autour de nous, viennent confirmer nos craintes. » Certes, les lieux de culte sont ouverts à Beyrouth-Ouest et les offices régulièrement célébrés. Mais nous devons adopter un « profil bas ». Les rumeurs largement répandues par les médias de l'Est qui cherchent à faire revenir leurs frères dans le réduit chrétien contribuent certes au malaise, mais les faits sur le terrain leur donnent trop souvent raison. « Les quatre médecins spécialistes que nous avions l'habitude de consulter, dit une jeune mère de famille, sont tous partis depuis le début de l'année. L'un avait fait l'objet de trois tentatives d'enlèvement, les autres n'ont pas attendu qu'on ex-

cute les menaces qu'ils avaient reçues. » Certes, il n'y a pas de campagne orchestrée pour le départ des chrétiens, mais trop souvent les incidents s'acharment étrangement sur eux : le propriétaire veut récupérer l'appartement, le loyer quadruple, la voiture saute...

La quarantaine des pestiférés

Vice-président de l'Assemblée nationale, M. Moumri Abou Fadel, Grec orthodoxe vivant à Beyrouth-Ouest, s'en prend avec vigueur aux chrétiens qui partent. « Ceux qui ont peur sont des lâches ! » Excess de langage révélateur. A vouloir tout prouver... « Je n'ai pas encore envisagé de partir, avec Myriam, mais je me surprends, dans la rue, à appeler très fort mes deux fils de prénoms musulmans. »

Comment ne pas craindre de s'attacher chrétien quant au cœur de Hama, quartier commercial de Beyrouth-Ouest, les drapeaux iraniens et les portraits géants de l'imam Khomeiny ornent les permanences des Hezbollah ? Ce sentiment de n'être plus chez soi, les sommités le ressentent avec rancœur, comme une usurpation. Leur impuissance militaire les contraint à de vaines gesticulations politiques. Tout en refusant un retour à l'ordre palestinien d'avant 1982, ils rêvent même que les fedayins fassent une brève sortie hors de leurs camps pour « nettoyer » la ville. Abandonnés d'une nation arabe qui se soucie comme d'une guigne de Beyrouth-Ouest, beaucoup regardent aujourd'hui vers Paris avec le secret espoir de voir renaitre un jour le pacte marono-sunnite conclu en 1943 sous les auspices de la France.

On est pourtant loin de cette réconciliation. La plupart des étrangers quittent Beyrouth-Ouest pour les vacances. De grands journaux vont passer la ligne vers l'Est chrétien. Cheikh au corps, l'espoir subsiste chez beaucoup de ceux qui s'accrochent encore. Beyrouth-Ouest évite-t-elle la quarantaine des pestiférés ?

FRANÇOISE CHIPAUX.



FRANCHINI.

route du Fath. Jamais Damas ni même les régimes arabes ne nous pardonneront notre « héroïsme. »

L'impunité des miliciens

Livré aux milices, aux objectifs de parrains peu scrupuleux aux intérêts souvent contradictoires, Beyrouth-Ouest survit, plutôt mal que bien. Les rapt, confessionnels, politiques ou crapuleux, les assassinats, les règlements de comptes, se multiplient. « Les milices n'ont plus, explique un bon observateur, les moyens de payer leurs obligés. Chaque chef de quartier dont

ou moins une couverture politique à leurs méfaits, encourage une anarchie que tous les responsables dénoncent et qui vient de susciter une grave sans précédent.

Le nouveau « plan de sécurité » a été conclu d'autant plus vite à Damas que la venue en mission de bons offices d'un émissaire iranien à Beyrouth-Ouest y avait été peu appréciée. Il ne semble pourtant pas avoir plus de chances que les précédents d'être un tant soit peu appliqué.

L'immense majorité des Beyrouthins, toutes confessions confondues, rêvent de paix, mais ceux qui décident ne sont pas prêts à en payer le prix. Nul n'ignore dans ce

se comptent désormais sur les doigts d'une main. Pour prendre le cas de l'ambassade de France, plus aucun diplomate n'y réside en permanence. Les écoles, universités, hôpitaux, naguère réputés, sont dans une situation précaire. A l'hôpital américain, le départ d'une soixantaine de médecins a abouti à la fermeture de plusieurs services d'examens. Dans les écoles, plus encore que l'exode des étrangers, celui des professeurs chrétiens qui traversaient encore chaque jour la ligne de démarcation va être durement ressenti.

Beaucoup de chrétiens attendaient la fin de l'année scolaire

TANZANIE : une randonnée de Zanzibar au lac Tanganyika

Trois naïfs sur les traces de Stanley

simple lettre de recommandation. Cette auguste maison ne s'était-elle pas gaussée, au siècle dernier, du récit d'un missionnaire allemand qui avait vu, près de l'équateur, une montagne couverte de neige : « Et pourtant, le Kilimanjaro existe bel et bien », ironise George Tardios. Impossible d'intéresser quiconque au parrainage d'une expédition qui apparaissait, aux yeux du profane, comme vouée à l'échec. Résultat de cet appel de fonds : une paire de chaussures. Cette équipe de « deux dingues » dut se résigner à passer par les services d'une banque qui, avec la caution d'une compagnie d'assurances, consentit à leur avancer 4000 livres.

En route vers la Tanzanie, avec halte prolongée au Kenya pour recueillir auprès des Samburus d'utiles conseils pratiques sur la vie nomade. En juin 1983, George Tardios et son équipe débarquent à Dar-es-Salaam. Six mois sur place ne seront pas de trop pour leur permettre de régler les moindres détails de leur expédition : cours intensifs de swahili, recherches de documents cartographiques, dressage de quatre lamas à moitié sauvages au dur métier de bêtes de somme.

« Mendiants officiels »

D'Edward Sokoine, alors premier ministre, qui le reçoit chaleureusement, George Tardios obtient une autorisation de port d'armes, l'assistance de deux gardes de sécurité, l'approvisionnement gratuit, en cours de route, dans les magasins d'Etat. Les autorités régionales sont, en outre, invitées à délivrer à ces voyageurs peu ordinaires un document écrit qui leur servira, lorsque les fonds viendront à manquer, de « certificat officiel de mendicité ».

Les trois randonneurs livrent le pied de Zanzibar le 6 février 1984, et de Bagamoyo, l'ancien port d'embarquement des esclaves, le 21 mars suivant. Les mêmes jours que Stanley, à cent treize ans d'écart. Lui mit sept mois pour rejoindre Ujiji, eux deux ans et douze jours. Lui, la plupart du

temps, voyagea à cheval ou bien dans un hamac, sur la route, à l'époque très fréquentée de l'ivoire, du sel et des esclaves. Eux couvrirent une distance totale de 2 415 kilomètres. Soucieux « jusqu'à l'obsession » de « coller » aux pas de l'explorateur britannique, ils s'écarteront délibérément des sentiers battus.

Bon nombre de villages que Stanley avait traversés ont aujourd'hui disparu de la carte, et les chemins qu'il avait empruntés sont retournés à l'état sauvage. A chaque étape, il leur fallait donc minutieusement préparer la suivante en s'aidant du compte rendu de voyage, souvent peu fiable, de l'illustrateur explorateur et des témoignages recueillis auprès des autochtones qui les tenaient eux-mêmes d'un père ou d'un aïeul. « Nous n'avons pas marché, au total, plus de vingt minutes sur une vraie route, raconte George Tardios. Nous avons dû débroussailler au coupe-coupe environ le tiers du parcours. La végétation était parfois si touffue que nous faisions moins de 1 kilomètre à l'heure. »

Comme ils cheminaient, le plus souvent, hors des zones habitées, force leur avait été d'emporter un très complet nécessaire de voyage, si bien que les lamas croquaient un peu sous la charge. Il fallait, à chaque étape, dresser les tentes près d'un point d'eau car, pour rester en forme, ces « porteurs » avaient besoin d'une grande rasade quotidienne : 15 litres chacun. Que d'aventures connaîtront ces pauvres bêtes ! « Livingston » sera heurté par un train, « Stanley » sauvagement attaqué par des hyènes, « Speke » frappé par la maladie du sommeil et « Burton » mystérieusement empoisonné.

George et les siens, eux aussi, en auront leur lot de mauvaises expériences qui les conduiront « presque au bord des larmes ». Bien obligés de trouver leur route au milieu de myriades d'insectes, de moustiques et de mouches tsé-tsé. De lions mangeurs d'hommes, parfois. Couverts de piqûres, d'égratignures, les yeux fiévreux et l'estomac en capilotade : ce fut, pour ces randonneurs, « une bataille de tous les instants contre les éléments hostiles » que les possédait à renoncer à leur



ROUIL.

folle entreprise. Comble de malheur, un feu de brousse réduisit à néant leur maigre avoir et les condamna à se rééquiper complètement. Résultat : cinq mois à piétiner à Dodoma.

Le 18 février dernier, ils touchent, enfin, au but. Sans enthousiasme. A leur égard, la population

d'Ujiji se montre curieuse plutôt qu'amicale. « Nous n'avons rien senti, disent-ils. A la différence de Stanley, nous, nous n'allions à la rencontre de personne. » On les autorise à s'installer dans le musée (vide) bâti à l'emplacement où Stanley et Livingston se serrèrent la main. Même pas l'émotion d'occuper un lieu historique : « La

vieille maison a été démolie, le lac a reculé d'environ 300 mètres, et le mangrove a été arraché. » Plus grand-chose, donc, à quoi se raccrocher...

Une dernière obligation avant de regagner leurs pénates : placer « Speke », « Stanley » et « Livingston », envers lesquels ils avaient contracté une dette de reconnaissance dans une « bonne maison », pour le restant de leurs jours. Pour ce faire, les trois randonneurs n'ont pas hésité à renouer avec la terre. Ils se sont d'abord tournés vers l'association britannique, bien sûr, qui s'est donnée pour mission de veiller au bien-être des âmes à travers le monde : l'International Donkey Protection Fund. Ils ont même écrit à Margaret Thatcher, au duc d'Edimbourg, président du World Wildlife Fund, et à Brigitte Bardot, en qualité d'ambasadrice des animaux...

De cette interminable promenade à travers la Tanzanie profonde, ils n'ont pas gardé très bon souvenir. Leur revirement en mémoire des tas de scènes dont ils ont été les témoins : le procès de trois femmes accusées d'être des sorcières et, séance tenante, bannies à vie de leur village ; la justice expéditive, à coups de flèches, des Sungu-Sungu, défenseurs spontanés d'un certain ordre ; le braconnage des éléphants et la contrebande de l'ivoire vers le Burundi voisin. « Nous avons pu constater par nous-mêmes dans quel mépris la vie est tenue et à quel point l'aide internationale est gaspillée », souligne George Tardios.

Fallait-il monter pareille expédition pour se rendre compte, à son terme, que la vieille Angleterre avait quand même du bon ? « Aujourd'hui, nous apprécions ce que nous avons laissé derrière nous, en Europe, avant les trois marches. Nous sommes devenus plus sages, plus cyniques aussi. » Repartir, pourquoi pas ? Mais cette fois-là, pour le seul plaisir de l'aventure vraie, sans plus jamais s'attendre à rencontrer de « bons sauvages », car, George Tardios en a maintenant la conviction, « ça n'existe pas ».

JACQUES DE BARRIN.

A TRAVERS LE MONDE

La guerre du Golfe

L'Iran assure avoir écrasé les contre-attaques irakiennes

Les forces armées irakiennes ont subi une lourde défaite au sud-ouest du pays, au sud-ouest de Bagdad, le 3 juillet, une « grève contre la guerre ». La chute de la livre menace le pays de clochardisation. On voit bien à Beyrouth-Ouest que les fractures sont inguérissables...

Pour la première fois unanime, le Liban a fait, le 3 juillet, une « grève contre la guerre ». La chute de la livre menace le pays de clochardisation. On voit bien à Beyrouth-Ouest que les fractures sont inguérissables...

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Autour des deux piscines, pas une chaise longue n'est libre et les maillots haut de gamme n'ont rien à envier à ceux de la Côte d'Azur. Les serveurs s'activent, whisky, champagne ou jus de fruits sur leurs plateaux. Le bruit des obus qui s'abattent sur le camp palestinien de Chatila, à moins d'un kilomètre de là, ne fait sursauter personne. De temps à autre, le sifflement d'une balle perdue déplace toutefois quelques baigneurs. Le soleil tape dur et la mer est d'un bleu. Tout le long de la côte qui longe Beyrouth-Ouest, quelques établissements privés assurent à leurs clients les joies de la mer et de la baignade. Ils ne sont pas toujours épargnés par la guerre toute proche mais offrent la seule possibilité d'évasion à Beyrouth-Ouest, une vaste jungle aux frontières de plus en plus hermétiques.

L'Est et la montagne toute proche sont inaccessibles à la plupart des habitants. Ne pénétre pas qui veut en secteur chrétien. De toute façon, le passage est souvent impraticable en raison des combats sporadiques le long de la ligne de démarcation. L'aéroport est d'accès dangereux. Au prix qu'il faut atteindre les devises étrangères, le voyage devient un luxe. « Quand je rentre à Beyrouth-Ouest, avec une jeune femme fortunée, je sais que mes seules distractions seront la lecture, quelques rares visites, la vidéo quand l'électricité fonctionne (mais les groupes électrogènes sont légion). Si on ne veut pas se couper complètement du monde, il faut aller régulièrement à l'étranger. » Pourtant, Moazzan ne songe pas à partir. Dans la merveilleuse villa qu'elle vient de repasser au cœur de Beyrouth-Ouest, les objets précieux sont à leur place, comme les por-

Chypre

Le Nord ferme ses frontières

Le Nord de Chypre a fermé ses frontières avec le Sud, le 3 juillet, en raison de la situation de tension dans la région.

Le Nord de Chypre a fermé ses frontières avec le Sud, le 3 juillet, en raison de la situation de tension dans la région.

Nicaragua

Expulsion du vice-président de la conférence épiscopale

Le vice-président de la conférence épiscopale a été expulsé du Nicaragua, le 3 juillet, en raison de sa participation à une conférence à l'étranger.

Philippines

Manifestation anti-américaine

Une manifestation anti-américaine a eu lieu à Manille, le 3 juillet, en raison de la présence de troupes américaines.

Politique

Le débat sur la communication au Sénat

L'opposition dénonce les inégalités entre chaînes publiques et privées

En adoptant, le vendredi 4 juillet, les articles 12 à 17, le Sénat a progressé sans peine dans l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication. On en est toujours au chapitre 1 du titre I^{er}, et il s'agit encore des pouvoirs accordés à la Commission nationale de la communication et des libertés. Toute la journée, le débat n'est occupé que par la différence de statut entre chaînes publiques et privées au regard de la loi. Le texte du gouvernement donne en effet à la CNCL le pouvoir de réglementer les télévisions publiques sur le chapitre du pluralisme de la publicité ou des campagnes électorales. Pour les chaînes privées, le cadre réglementaire est renvoyé aux cahiers des charges accompagnant les autorisations.

L'opposition, pour sa part, n'admet pas que tous les opérateurs ne soient pas soumis aux mêmes contraintes inscrites dans la loi. « Deux poids, deux mesures », s'indigne M. Franck Sérusclat (PS Rhône). « Cette logique inégalitaire est le fil rouge de tout le projet », renchérit M. Pierre Gambon (PC, Essonne).

Socialistes et communistes ont ainsi mené bataille toute la matinée, à coups d'amendements, sur le pluralisme. En vain : pour M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, la seule garantie du pluralisme réside dans « la concurrence entre secteur privé et secteur public ». M. Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle) profite néanmoins de

l'occasion pour dénoncer la reprise de l'Union, de Reims par M. Philippe Hersant, annonceur la semaine par le groupe socialiste de la commission pour la transparence et le pluralisme, et pour déplorer que le projet ne limite pas les concentrations multimédias.

Accalmie en début d'après-midi sur la réglementation publicitaire : soutenu par les socialistes, un amendement de la commission spéciale tend, dans ce domaine, les pouvoirs de la CNCL aux chaînes privées et instaure la possibilité d'un contrôle a priori des spots malgré les « réserves » du gouvernement. Seuls les communistes s'opposent à cet amendement qui dépeuple la Régie française de publicité de ses prérogatives déontologiques.

Rare unanimité de la Haute Assemblée pour ajouter, sur proposition socialiste, un article sur la protection de l'enfance et de l'adolescence : la CNCL veillera à ce que la télévision mentionne les interdictions de films aux moins de treize ans ou aux moins de dix-huit ans.

La guerre de tranchées reprend avec l'article 14 sur l'organisation des campagnes électorales. L'opposition souhaite que les opérateurs privés soient soumis à l'obligation de programmer des émissions spéciales soumises au contrôle de la CNCL. « La liberté de communication », affirme M. Dreyfus-Schmidt, « c'est qu'il y ait égalité de chances entre tous les candidats ». L'amendement que fait adopter la commission spéciale ne va pas aussi loin : il distin-

gue les règles imposées aux chaînes publiques des recommandations adressées par la CNCL aux télévisions privées.

L'article 15 sur la concurrence ne pouvait qu'envenimer le débat. Cette idée maîtresse de la philosophie libérale est traitée en un article lapidaire qui donne à la CNCL un pouvoir de recommandation au gouvernement. Les communistes parviennent à faire inscrire dans le texte du projet de loi que la CNCL ne peut pas recommander au gouvernement. Les amendements parviennent à faire inscrire dans le texte du projet de loi que la CNCL ne peut pas recommander au gouvernement.

Le ministre de la culture et de la communication ne lui accordera pas un débat qu'il estime épuisé par la discussion générale. Agacé par la guérilla des amendements qui dure depuis quarante-cinq heures sur quinze articles, M. François Létord s'en prend vivement au député socialiste et annonce qu'il utilisera « le moment venu toutes les armes constitutionnelles dont le gouvernement a la disposition ».

Les sénateurs se séparent samedi à 1 heure après avoir donné à la CNCL le droit de « suggérer » (et non plus de « proposer ») au gouvernement des modifications législatives. Il reste encore quatre-vingt-dix articles et quelque mille cinq cents amendements à examiner.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Comment en finir ?

Quelque quarante-cinq heures de débats... et dix-sept articles examinés sur les sept qui composent le projet de loi « relatif à la liberté de la communication » : voilà un premier bilan quantitatif. Quant au volet « qualitatif », il se résume à l'adoption par la majorité sénatoriale des « grands principes » et à l'institution de la commission nationale de la communication et des libertés appelée à remplacer la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, née de la loi de 1982. Le Sénat, lui, a d'ores et déjà reconnu certaines missions : les autres que le projet prévoit de lui confier n'ont pas encore été étudiées.

Ces premiers résultats ne seraient pas négligeables si n'était pas pris en compte le temps qu'il aura fallu pour y parvenir. C'est ce facteur « temps » qui préoccupe et le gouvernement et sa majorité.

L'un et l'autre recherchent les moyens d'accélérer l'examen du texte. Le gouvernement, n'ayant la possibilité du recours au 49-3 que devant l'Assemblée nationale, ne dispose guère, au Sénat, que de deux armes : le vote bloqué (ce qui limite les scrutins mais ne supprime pas la présentation des amendements) et la suppression de l'examen des amendements non soumis préalablement à la commission. Sur ce dernier point, les difficultés se croissent : la commission spéciale a elle-même déposé des amendements au texte du gouvernement. Sur cette base, socialistes et communistes ont eux-mêmes rédigé des amende-

ments que la commission spéciale a examinés. Mais dans la mesure où ladite commission réécrit certains de ses amendements, la gauche souhaite alors sous-amender le texte de la commission. Cette dernière peut alors refuser d'en débattre en arguant qu'elle les a déjà étudiés sous forme d'amendements. Du coup, en séance publique, ces sous-amendements peuvent être déclarés irrecevables au prétexte qu'ils n'auraient pas été soumis à la commission... Une telle lecture du règlement (donnée par M. Etienne Dailly) inquiète, pour ne pas dire pousse, les sénateurs de gauche.

S'ajoute comme moyen de faire plus vite le système de la priorité : demandée sur l'amendement de la commission, son adoption entraîne de facto la mise à l'écart des autres amendements déposés sur le même sujet.

L'utilisation de ces armes ne pourrait toutefois raccourcir considérablement la discussion, ne serait-ce que parce qu'elle provoque ou provoquerait des montées de fièvre se traduisant par la multiplication des incidents de séance et des rappels au règlement dans l'hémicycle.

La commission spéciale, qui se réunit ce samedi 5 juillet, devrait tenter de supprimer quelques articles jugés non indispensables dans le texte du gouvernement et de regrouper certaines dispositions.

Quant à l'hypothèse de scinder le texte en deux parties dont une serait examinée ultérieurement, elle se révèle d'autant plus difficile que le projet ne s'y prête pas du tout.

Qualité perdue peut-elle être retrouvée ?

Septembre 1980. — M. Georges Benedetti, socialiste, est suppléant de M. Edgar Tailhades réélu sénateur.

Mars 1981. — M. Georges Benedetti est élu député du Gard. S'applique alors à lui, l'article LO 138 du code électoral qui dispose que « toute personne ayant la qualité de remplaçant d'un député ou d'un sénateur perd cette qualité si elle est élue député ».

Mars 1986. — M. Benedetti ne sollicite pas le renouvellement de son mandat de député et il conduit la liste socialiste pour les régionales.

Juin 1986. — Edgar Tailhades meurt dans la nuit du 22 au 23 juin. M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, fait connaître au président du Sénat que M. Benedetti remplace le sénateur décédé en application de l'article LO 319 du code électoral, qui prévoit que « les sénateurs élus au scrutin majoritaire, dont le siège devient vacant pour cause de décès, d'acceptation de fonctions de membre du gouver-

nement ou de membre du Conseil constitutionnel ou de prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire confiée par le gouvernement, sont remplacés par les personnes élues en même temps qu'eux à cet effet ».

Le 1^{er} juillet, M. Jean-Claude Martinez, député du Front national, qui s'était déjà insurgé au début de la session parlementaire contre l'entrée en fonctions des suppléants de députés entrés au gouvernement, reproche de la même façon au ministre de l'intérieur de décider de la composition du Sénat. Il pose la question : « La suppléance serait-elle une belle au bois dormant que Pasqua, le prince charmant viendrait réveiller ? »

La difficulté juridique ainsi soulevée est d'autant plus réelle que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat se sont jusqu'à présent refusés à intervenir dans des situations analogues.

A. Ch.

Point de vue

Le rôle du Conseil constitutionnel

La parole à la défense

par JEAN FOYER (*)

Le contrôle de la constitutionnalité des lois est de toutes les innovations du texte de 1958 celle qui a connu le plus remarquable développement. Les réducteurs de la Constitution l'ont introduit d'une manière érudite. Le Conseil constitutionnel ne pouvait être saisi que par les quatre plus hautes autorités de l'Etat : président de la République, premier ministre, présidents de chacune des deux Chambres du Parlement. En pratique, la saisine n'était guère imaginable que de la part du président du Sénat lorsque le gouvernement avait fait jouer le droit de dernier mot de l'Assemblée nationale. Lorsque le Conseil était saisi, il ne pouvait apprécier la conformité de la loi avec les dispositions des articles 1 à 92 de la Constitution. Or, pour l'essentiel, la Constitution définit des compétences et pose des règles de procédure dont l'application prête d'autant moins à la controverse que l'interprétation des articles 34 et 39 ne peut être portée devant le Conseil qu'après le vote de la loi dans les termes de l'article 41.

Seuls l'article 2, qui pose le principe d'égalité, l'article 84, qui pose celui de l'indépendance de la justice, l'article 66, qui affirme que nul ne peut être arbitrairement détenu, et l'article 72, affirmant le principe de libre administration des collectivités territoriales, pouvaient constituer des pierres d'attente pour une vérification de la conformité des lois avec des règles matérielles ayant valeur constitutionnelle.

On s'explique dès lors que l'ordonnance organique du 7 novembre 1958 sur le Conseil constitutionnel, œuvre de collaboration entre François Luchaire et moi, n'ait pas autrement précisé la procédure que le Conseil devait suivre pour les déclarations de conformité à la Constitution.

Tout a changé le 18 juillet 1971. Saisi par le président du Sénat, qui n'avait avancé aucun moyen précis d'inconstitutionnalité, le Conseil constitutionnel a rendu une décision considérant comme allant de soi son pouvoir de vérifier la conformité de la loi aux articles 174 des principes définis par la Déclaration de 1789 et le préambule de la Constitution de 1946. Ce qui contredisait les déclarations formelles avancées par M. Janot devant le comité constitutionnel consultatif (1).

Après avoir fait la fine bouche devant l'innovation, l'opposition d' alors commença de faire un grand usage de cette faculté. Les oppositions successives, après 1981 et 1986, ont continué. Pour toutes les lois importantes, la saisine du Conseil constitutionnel tend à devenir une des phases normales de la procédure législative.

De plus en plus, les recours des députés et des sénateurs ont pris continuellement les caractères du pourvoi en cassation. Ils formulent et développent des moyens d'inconstitutionnalité, ce qui laisse entrevoir le pouvoir que se reconstruit le Conseil d'en relever lui-même d'office.

Dès lors se pose un problème que l'initiative du président du Conseil constitutionnel a proposé de résoudre d'une manière qui était maladroite, mais qui devrait recevoir une solution. Il serait normal que soit organisée la défense de la loi déférée au Conseil, et il serait nécessaire que le principe de contradiction soit mieux respecté qu'il ne l'est.

Les présidents des deux Assemblées ont eu raison de dénier au rapporteur la qualité pour défendre ce principe. La mission du rapporteur est d'exposer et de soutenir les conclusions de la commission qui l'a désigné. Il n'est pas rare que l'Assemblée ou le Sénat votent des dispositions différentes de celles souhaitées par la commission.

En réalité, il y a bien déjà dans les textes une sorte d'appel à la contradiction, donc à la défense, en vertu de l'article 18, alinéa 2, de l'ordonnance organique. Le président de la République, le premier ministre et les présidents des Assemblées sont avisés des recours. Les présidents des Chambres en informent leurs collègues. Les constitutionnalistes analysent les dispositions comme habitant les destinataires de l'avis, immédiats ou médiateurs, à produire les observations du Conseil constitutionnel. Les députés socialistes ont usé de cette faculté à propos de la loi de nationalisation en 1982. Au surplus, le texte des recours est publié au Journal officiel depuis la présidence de M. Daniel Meyer.

En pratique, c'est le secrétaire général du gouvernement — bien que, ostensiblement, il s'en défende — qui produit les observations en défense. Mais, en dehors des membres du Conseil, personne ne connaît ces observations.

Le caractère de plus en plus juridictionnel pris par la procédure de déclaration de conformité exige qu'en la matière le principe le plus fondamental de toutes procédures, c'est-à-dire le principe de contradiction, soit exactement imposé et respecté.

Rien ne serait plus simple que d'impartir un délai aux destinataires de l'avis de l'article 18 — délai plus ou moins long selon que le gouvernement a déclaré ou n'a pas déclaré l'urgence — pour produire des observations qui feraient l'objet des mêmes avis et publications que le recours lui-même. Ces avis et publications ouvriraient tant aux auteurs de la saisine qu'aux autres destinataires de l'article 18 un bref délai pour répliquer.

Ainsi s'achèverait, grâce à la collaboration de tous, une construction dont l'édification aura constitué un grand progrès du droit public des Français.

(1) M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, était secrétaire général du comité constitutionnel consultatif.

(*) Député RPR de Maine-et-Loire, ancien garde des sceaux.

M. Chirac et M. Lamassoure d'accord avec les neuf « sages »

« Le Conseil constitutionnel a toujours raison. » Ce postulat de la vie politique française se vérifie une fois encore, après sa décision d'annuler deux des dispositions du collectif budgétaire. Ceux qui en apparaissent comme les principales « victimes » approuvent bruyamment la décision des neuf « sages », juges de la constitutionnalité.

En l'absence de M. Valéry Giscard d'Estaing, un de ses proches, M. Alain Lamassoure, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, qui fut, avec l'ancien président de la République, l'origine de l'amendement réduisant les délais pendant lesquels l'administration fiscale peut vérifier les comptes des contribuables, s'est réjoui, vendredi 4 juillet, que le Conseil ait « validé » ce principe.

Constatant que « la règle » consistait la possibilité d'un régime de contrôle simplifié pour les revenus déclarés par des tiers, à condition que celui-ci ne se limite pas aux titulaires de revenus composés exclusivement de salaires, traitements, et pensions », M. Lamassoure a annoncé que, lors de la discussion de la loi des finances pour 1987, il ferait une nouvelle proposition d'amendement tenant compte de cette décision afin « d'alléger les formalités de contrôle fiscal qui pèsent encore inutilement sur les salariés ».

Le maire de Paris a une position analogue pour ce qui le concerne. M. Jacques Chirac, au cours d'une conférence de presse, vendredi 4 juillet, à l'Hôtel de Ville de Paris, a déclaré que, comme le Conseil constitutionnel, il estimait que la

disposition supprimant le contrôle de la chambre régionale des comptes sur certaines dépenses de fonctionnement de la Ville de Paris et du conseil régional d'Ile-de-France « n'avait pas l'évidence sa place dans le collectif ». Mais il a ajouté : « Si l'en avait été averti, elle n'y aurait pas figuré... ».

La communication interne n'est apparemment pas parfaite entre l'Hôtel Matignon et l'Hôtel de Ville ! En effet, cette disposition fut, certes, introduite par un amendement parlementaire, mais ses pères en furent M.M. Pierre-Christian Taubert et Dominique Padoa, tous deux sénateurs de Paris, le second étant même adjoint au maire de la capitale. Mieux encore, leur texte fut fermement défendu par M. Alain Juppé qui cumule les responsabilités de ministre délégué aux finances et d'adjoint au maire de Paris pour les finances. N'en aurait-il pas averti alors son double « patron » ?

De toute façon le maire-premier ministre n'est en désaccord que sur la forme avec ses collaborateurs. Il estime que la mairie de Paris et le Conseil régional d'Ile-de-France revendiquent légitimement un droit qui n'est accordé qu'à l'Assemblée nationale et au Sénat, séparation des pouvoirs oblige : « Il faudra, a-t-il donc ajouté, faire voter un texte législatif adapté, mais cela n'a pas un caractère d'urgence ». Paris a bien du mal à accepter d'être traité comme toutes les autres villes de France !

Th. B.

Les dissensions du Front national

M. Le Pen moins malheureux que Jésus !

CANNES
De notre correspondant régional

Comme l'ont montré les questions qu'il lui ont été posées, vendredi 4 juillet, au cours d'un dîner-débat à Cannes, les électeurs de M. Jean-Marie Le Pen jugent avec inquiétude les événements politiques qui ont suivi le scrutin du 16 mars. Les « traitres » au parti ? « J'espère », a déclaré M. Le Pen, que le remords les ramènera dans la voie du respect de leur engagement. Les électeurs peuvent les y aider en leur écrivant ou en allant leur dire dans leurs réunions ce qu'ils pensent de leur attitude.

Le président du Front national a établi un distinguo entre le cas de M. Bruno Chauvierre, un « vrai traître », lui, « qui s'est conduit de manière malhonnête », et celui de M. Yvon Briant, secrétaire général adjoint du CNIP, « un jeune homme intelligent qui a voulu aller plus vite que la musique ». « Ceux qui espèrent, parce que nous sommes à quatre députés de la dissolution, que je ne ferai pas appliquer strictement la discipline se sont trompés », a souligné le président du FN. Les électeurs savent que pour avoir une bonne assise sur ses skis, on ne se penche pas du côté de la montagne, mais du contraire du côté du précipice.

La stratégie d'ouverture du Front national ? « Avec des militants sincères, fidèles, honnêtes, on pouvait assurer de façon honorable et digne la garde du drapeau et celle des

tombeaux de nos morts, mais pas pour conquérir le pouvoir. (...) car, pour cela, il faut rallier de plus en plus de gens, avec les risques que cela comporte d'être trahi. Permettez-moi de dire en souriant, a ajouté M. Le Pen, que, si nous avons perdu un homme ou deux sur trente-cinq, ou trente-six, Jésus lui-même en perdait un sur treize, et il avait de meilleures sources de renseignements que moi. Cela était nécessaire pour l'accomplissement des écritures ».

Interrogé sur le fait de savoir si son parti aurait encore un groupe parlementaire après le rétablissement du scrutin majoritaire, M. Le Pen a affirmé : « M. Chirac aurait dû consulter son histoire politique et parlementaire. Il se serait aperçu que, par une espèce de justice immanente, ceux qui manipulent la loi électorale la violent généralement en leur faveur. Quand l'UDF se rendra compte que le RPR vise à la phagocytose, on verra sans doute une situation électorale différente ».

A propos de l'élection cantonale partielle de La Ciotat, M. Le Pen a expliqué que le candidat du FN s'était retiré pour ne pas assurer la victoire du candidat communiste. « Mais, a-t-il poursuivi, je n'ai pas suffisamment l'âme évangélique pour demander aux électeurs de voter pour le candidat RPR, qui nous a fait battre en mars 1985. Je les ai laissés libres de leur choix. Cela dit, je leur donne rendez-vous aux élections municipales. Je pense que le prochain maire de La Ciotat sera un Front national ».

Au sujet d'éventuelles élections législatives anticipées, M. Le Pen répond que M. Mitterrand déclinait la réponse à cette question : « Il peut modifier le calendrier, mais je ne crois pas que l'homme qui s'est donné comme le modèle de la force tranquille agisse dans ce sens. Je ne serais pas autrement étonné que par son comportement il espère peut-être se voir attribuer le prix Nobel... ».

GUY PORTE.

La réaction de M. Maledu. — Le président du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), M. Philippe Maledu, a estimé, le vendredi 4 juillet, après l'exclusion de M. Yvon Briant du groupe parlementaire du Front national, que les « allégations » des minoritaires de son parti regroupés à l'intérieur d'un « Comité de liaison des indépendants », autour de son ancien secrétaire général, M. Michel Junot, adjoint au maire de Paris, en ont plus ni justification ni fondement. Ces contestataires avaient, en effet, accusé M. Briant de « trahison » pour M. Le Pen. « Le bureau du CNIP est parfaitement homogène autour de la Constitution d'ensemble à l'échelle et de la notion de soutien critique au gouvernement adopté unanimement par le comité directeur », a souligné l'ancien ministre. Dans ces conditions, la poursuite de l'activité de cette tendance fractionniste devra être déléguée devant le prochain comité directeur.

Un nouveau secrétaire du RPR en Guadeloupe. — M. Daniel Beaubrun, quarante-quatre ans, proche de M^{me} Lucette Michaux-Chevy, secrétaire d'Etat à la francophonie, a été nommé, jeudi 3 juillet, secrétaire départemental du RPR en Guadeloupe, en remplacement de M. Raymond Guilford, qui avait assuré l'intérim depuis la démission de M. José Moustache, ancien président du conseil régional.

M. Beaubrun, qui appartient depuis l'âge de dix-huit ans au mouvement gaulliste, est conseiller général du deuxième canton de Basse-Terre, conseiller régional, et conseiller municipal de la ville de Basse-Terre depuis mars 1983. Commentant sa nomination, il a affirmé vendredi que les décisions prises par le RPR « même si elles ne sont pas approuvées à l'unanimité » devraient être suivies par tous les membres du mouvement. Cette mise en garde fait suite aux nombreuses dissensions survenues parmi les militants locaux depuis deux ans. — (Contrasp.)

Le 14 juillet de M. Pons. — Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, se rendra, du 12 au 18 juillet, à l'occasion de la fête nationale, en Guyane et dans les deux départements antillais. Il présidera notamment les cérémonies du 14 juillet à Fort-de-France (Martinique). « Par sa présence dans un département d'outre-mer, le jour de la fête nationale, indique son cabinet, le ministre entend souligner la place éminente qu'occupe l'outre-mer français dans la politique du premier ministre et de son gouvernement ».

Le Conseil constitutionnel role à la défense

Le Conseil constitutionnel a rendu son avis sur la loi relative à la défense. Ce texte, qui vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République, a été adopté par 12 voix contre 10. Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République. Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République.

Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République. Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République.

M. Chirac et M. Lamassoure d'accord avec les neuf « sages »

M. Chirac et M. Lamassoure ont été d'accord avec les neuf « sages » du Conseil constitutionnel. Ce texte, qui vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République, a été adopté par 12 voix contre 10. Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République.

M. Chirac et M. Lamassoure ont été d'accord avec les neuf « sages » du Conseil constitutionnel. Ce texte, qui vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République, a été adopté par 12 voix contre 10. Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République.

que Jésus !

Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République. Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République.

Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République. Le Conseil a souligné l'importance de la défense de la République et a souligné que la loi vise à renforcer le rôle de la justice dans la défense de la République.

Virginie, cinq ans, violée et noyée dans la soirée du 26 juin

La Suze-sur-Sarthe, village secret face au plus inavouable des crimes

LA SUZE-SUR-SARTHE
De notre envoyé spécial

C'est un gros village cerné par l'eau. Un bon gros village secret, décliné par les eaux vives de la Sarthe et discrètement masqué par l'eau morte de mille mares — un mélange d'eaux claires et gaies qui jouent sur le sable, d'eaux sombres et plates qui stagnent sur l'argile.

Le voyageur qui vient du Mans et emprunte la départementale 23 découvre d'abord la lumière : la Sarthe glisse sous un beau pont de pierre, frôle une ancienne manœuvre de caoutchouc, fêles des maisons aux toits d'ardoises. Puis vient l'ombre, ces dizaines de points d'eau comme autant de taches. Eaux troubles des abreuvoirs, eaux ternes des fontaines, eaux vives des mares. Un damier d'îlots qui a échappé jusqu'à présent, à tout relevé topographique et que plusieurs dizaines de gendarmes arpègent aujourd'hui méticuleusement éperuvées en mains, afin d'y prélever des échantillons de leurs eaux.

Si l'on en croit les enquêteurs, l'élucidation de l'énigme posée par la mort de la petite Virginie, cinq ans, retrouvée morte et violée voilée dix jours, est à ce prix : l'expertise vigilante, renouvelée, des différents eaux de ce réseau hydrographique particulièrement complexe. Car, dans ce pays de pêcheurs mous, le corps de la fillette a été découvert, le 25 juin, les poumons gorgés d'eau, les vêtements trempés. Un corps dissimulé dans une remorque amarrée pour la pêche sur son père, ou plutôt un corps tassé, martyrisé une dernière fois pour le faire tenir dans une petite boîte en contreplaqué solidement fixée à l'arrière remorque. Une sauvagerie comme un fait lancé aux parents. Une « vengeance de pêche », murmurent certains. Comme si l'on pouvait violenter et noyer une gamine à la manière dont certains suppriment les chats, sans remords, avec flegme.

C'était le jour de la demi-finale France-RFA. Les hommes qui travaillent aux usines Valéo et Galaxy, à la filière du bois, avaient des soucis de supporters. M^{me} Josiane Couturier, la mère de Virginie, avait

repris l'enfant chez sa nourrice en rentrant de son travail. Il était 17 heures et la petite jouait seule, comme souvent, au pied de l'immeuble de trois étages habité par ses parents. Une résidence HLM plutôt souriante : deux immeubles en tout et pour tout, trente-deux appartements, un bac à sable et des bouts de pelouse. Au-delà, des pavillons.

rendus dans une cité HLM identique, à 300 mètres de là, au domicile d'une femme, bronzée depuis deux ans avec les Couturiers, mais surtout avec l'un de leurs meilleurs amis, grand pêcheur lui aussi, qui fut son compagnon. Rien.

Vers minuit, le maire rassemble tout son monde, suggère que les volontaires s'organisent avec des tor-

Plusieurs dizaines de gendarmes
enquêtent méticuleusement
tandis que l'ombre de Grégory Villemain
plane sur ce pays de pêcheurs

L'air était lourd. On allumait les télévisions. On attendait Platini, Tigres, Girard et les autres. Vers 19 h 30, M^{me} Couturier s'insurgeait de son enfant, appelée, alerte son mari. Virginie a disparu. Le temps de courir chez la nourrice, à deux pas, de visiter les caves, d'interroger quelques voisins, c'est l'angoisse et le début d'une battue improvisée. Tandis qu'une partie de la Suze-sur-Sarthe encaisse mal devant son petit écran la défaite des Bleus, plus de deux cents personnes fuissent par se mobiliser et courir dans tous les sens. Il y a à la mairie, M. Louis Guerin, des membres du conseil municipal, les pompiers, les gendarmes, un maître-chien, des parents et des gosses à vélo.

Dans la honte de la remorque

Cinquante fois, les uns et les autres tournent autour de la remorque des Couturiers, la moitié d'une carcasse de 4 L astucieusement bricolée et repeinte avec un vert vif. Comme d'habitude, elle est rangée, sur le parking, à 30 mètres, en face de l'entrée de l'immeuble. Chacun appuie sur la poignée de la porte arrière verrouillée et insiste pas. Mais personne ne songe à soulever le couvercle de la honte en contreplaqué fixée derrière, qui fait face à une haie de thuyas.

Les heures filent. La nuit finit par tomber. Les recherches se sont élargies. Les pompiers se sont même

ches de cinquante mètres en cinquante mètres. La petite cité HLM retrouve un peu de son calme. C'est alors qu'une personne pense brusquement à vérifier la honte de la remorque. Il est environ minuit trente.

« Ça causait pas »

Le lendemain 26 juin, la Suze se frotte les yeux, les jambes lourdes et les lèvres cousues. C'est jour de marché, mais « ça causait pas », résume le maire. Ça « ragote » plutôt. On se murmure des histoires de rivalités de pêche et cela se manque pas. Sur 3 700 habitants, la Suze compte sept cents pêcheurs en carte. On se récite des histoires de mépris et de haine supposées ou réelles. On se rappelle le code de bonne conduite : le vrai pêcheur ne se vante pas. On alors, gare aux « véreux », ceux qui se vantent de faire moins bonne pêche que bravo et vous traitent vite fait de « braco » (bracconier).

Bref, la Suze perd la boule : elle pleure la petite Virginie, pleure les parents, mais reproche en douce au père, M. Alain Couturier, un ouvrier horticulteur, d'être trop bon pêcheur et de partager son plaisir avec une bande de copains, comme pour oublier que le plus inavouable des crimes s'est produit chez elle par une belle soirée d'été, les fenêtres ouvertes et la tête à Mexico.

Mais faut-il le croire ? Peut-on imaginer que dans la Suze, pourtant aux aguets, personne n'ait rien remarqué ? Le maire, le 30 juin, a

personnellement invité par tract tous les habitants à « sortir de leur réserve » et « valser toute peur ». A son tour, le père de Virginie, par l'intermédiaire de son beau-frère, a demandé, vendredi 4 juillet, que ceux qui pourraient savoir parlent... Les gendarmes écouteront.

Ils étaient soixante-cinq au départ. Ils sont maintenant quarante. Leurs petites voitures bleues sont partout. On les voit tourner autour des mares, près des rivières, dans les caves. On les voit par deux, studieux, attentifs, engranger des dizaines de procès-verbaux d'adduction, environ deux cent quarante à ce jour. Le syndrome Grégory a frappé. La Suze n'est pas la Volaine, Virginie n'est pas Grégory Villemain, mais la gendarmerie veut visiblement réussir à La Suze l'enquête qu'elle a naufragée à Lépanges.

D'où sa prudence, d'où les moyens déployés, d'où « un contrôle systématique par discipline intellectuelle » de chaque brique d'information, d'où des expertises et des contre-expertises d'échantillons d'eau. Les gendarmes ne veulent rien négliger et ne négligent apparemment rien. Ils ont filmé les observations et s'efforcent d'en tirer des renseignements. Ils ont saisi les carnets à souche de la société de pêche de la Suze. Ils ont établi la liste des personnes qui ont participé aux recherches de Virginie. Ils ont entendu et entendent encore quelques cinquante dévants sexuels de la Suze — pas moins — qui ont fait l'objet de procédures policières ou judiciaires dans le passé. Promis, juré, ils ne font pas d'impasse, n'écartent aucune hypothèse.

Simplement, tous semblent convaincus de se lancer dans une longue enquête. Magistrats et gendarmes attendent pas le résultat des expertises demandées avant fin juillet. Au cœur du bourg, la gendarmerie campe à la mairie, à deux pas d'un vieux château menaçant ruine, possession présumée de Gilles de Retz, maréchal de France, croqueur d'enfants. Voilà bien longtemps que la population a surnommé cette bâtisse le « château de Barbe-Bleue ».

LAURENT GRELSAMER.

Carrefour du développement

Avis de recherches pour M. Yves Chaliar

M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de l'ex-ministre de la coopération M. Christian Nucci et qui dirigeait l'association Carrefour du développement, vient de faire l'objet d'un avis de recherches.

Cet avis de recherches a été émis par la direction centrale de la police judiciaire dont la section financière s'est vu confier la commission rogatoire d'enquête par M. Jean-Pierre Michan, le magistrat chargé du dossier. Cet avis, qui n'a aucune valeur coercitive, n'est destiné qu'aux policiers du territoire français ; en fait, M. Michan, qui n'a pas toujours délégué de mandat d'amener à l'encontre de M. Chaliar, préfère laisser les policiers continuer leur enquête pour étoffer le dossier de l'accusation.

De son côté, M. Martial Dazat, administrateur provisoire de Carrefour du développement depuis le 6 mai dernier, a déposé le bilan de cette association, vendredi 4 juillet, au tribunal de grande instance de Paris, afin que soit reconnu son état de cessation de paiements.

M. Dazat a déclaré au terme de l'audience — à huis clos — que les fonds de l'association ne permettaient plus de payer les salaires des vingt et un employés et que le dépôt de bilan avait été provoqué par le refus, le 26 juin dernier, de tout licenciement économique par la direction départementale du travail. La décision du tribunal sera connue le 11 juillet prochain.

Un démenti de M^{me} Bahissou

M^{me} Marie-Danièle Bahissou, inculpée de « complicité d'abus de confiance » dans l'affaire du Carrefour du développement, dément avoir détourné des sommes d'argent en provenance de la Promotion française ou de la SCI le Domaine d'Orléans ou encore de Carrefour du développement.

Dans une déclaration transmise au Monde par son avocat, M^{me} Gilles Huvelin, M^{me} Bahissou « souhaite que l'instruction pénale suive le

plus rapidement possible pour permettre de déterminer les responsabilités réelles de chacun ». Elle ajoute qu'elle a obtenu le 1^{er} juillet la désignation d'un administrateur judiciaire « pour assurer la sauvegarde du patrimoine de la SCI et de la Promotion française, afin que le gage des créanciers soit préservé ». M^{me} Bahissou précise enfin qu'elle n'a « jamais eu accès aux comptes » des organisations précitées.

TÉMOIGNAGE

« Laissez-nous faire notre boulot, sale con ! »

M. Paul Otchakovsky, Lausanne, éditeur à Paris, nous a fait parvenir le témoignage suivant, dont il a adressé copie au maire et au préfet de police de la capitale :

« Jeudi soir, 3 juillet 1986, vers 23 heures, au coin de la rue du Moulin-Vert et de la rue Hippolyte-Maindron (14^e arrondissement), trois individus sortis d'une Renault bleu foncé, immatriculée 482 DMT 75, s'en prennent à un passant, un jeune passant, le caillennais, le jettent à terre, le rouent de coups, le menottent, continuent à le frapper.

Alertés par les cris de la victime (cris de douleur autant que de protestation, et appels à la police), les riverains, les passants, les commerçants (il fait si chaud, ce 3 juillet 1986), croyant à une agression, cherchent à intervenir. Malheureusement, la police... ne répond pas au téléphone. Les pompiers, oui. En attendant leur arrivée, protestations, demandes d'explications. Voici quelques-unes des réponses obtenues (à ce moment l'homme est déjà à terre, totalement immobilisé) : « Font chier ces cons ! » « Laissez-nous faire notre boulot, sale con ! » Mais surtout, alors que rien ne le justifie, ni dans l'attitude des passants ni dans

celle, et pour cause, de l'homme maintenu à terre, l'un des trois individus sort un pistolet et en menace à la ronde, en les visant ostensiblement tour à tour, les témoins de la scène.

Seule l'intervention des pompiers permettra finalement de comprendre que, malgré leur comportement de gangsters, il s'agit de policiers en civil. Le 14^e arrondissement est un quartier plutôt tranquille. Cet été 1986, dans les quartiers plutôt tranquilles ont lieu de surprenants déploiements de force. Par exemple, le samedi après-midi, rue d'Alsace, dans la très dangereuse cohue des acheteurs de vêtements solides, des rondes de CRS en « rangs » (on n'ose à peine croire qu'il s'agit de se faire voir des électeurs uniquement).

A propos, qu'est-il advenu du jeune homme interpellé le jeudi soir 3 juillet 1986, vers 23 heures, au coin des rues du Moulin-Vert et Hippolyte-Maindron, et enligné dans une Renault bleu foncé, immatriculée 482 DMT 75 ? Ce jeune homme qui aurait, dit-on, seulement refusé, comme la loi ne lui interdit pas encore, de présenter ses papiers d'identité.

L'événement remarquable, les témoins de tels incidents n'en connaissent jamais l'issue...

Dans le Vaucluse

Un gendarme auxiliaire tué par des malfaiteurs lors d'une opération consécutive à un hold-up

Un important dispositif de gendarmerie, avec notamment un hélicoptère, a été mis en place dans la soirée du vendredi 4 juillet, pour tenter de localiser trois des quatre malfaiteurs qui ont tué, près de Bollène (Vaucluse), un gendarme auxiliaire et blessé un de ses collègues.

Les trois bandits, qui avaient participé à un hold-up à Pierrelatte (Drôme), ont tiré à plusieurs reprises sur des patrouilles de gendarmerie lancées à leur poursuite, tuant Sylvain Bagel, vingt et un ans, gendarme auxiliaire — incorporé depuis trois jours, il effectuait son service militaire — et blessant Jean-Pierre Robin, lui aussi gendarme auxiliaire.

Vers 15 heures, quatre hommes masqués et armés d'un pistolet-mitrailleur, d'un revolver et d'un pistolet de gros calibre, s'étaient attaqués à la Banque populaire de Pierrelatte. Pour faciliter leur fuite, ils avaient pris en otage le directeur de la banque, M. Michel Renard, qui a été libéré à Bollène.

Le signal d'alarme ayant fonctionné, une patrouille de la police nationale arrive devant la banque au moment où les gendarmes sortent de

l'établissement. Aussitôt, ces derniers font usage de leurs armes, tandis que les gendarmes ripostent. L'un des malfaiteurs, Denis Canova, est légèrement blessé. Les trois autres agresseurs prennent la fuite à bord de deux voitures. Sur la commune de Bollène, ils sont repérés par une patrouille participative « plus épouvantée » mis en place après le hold-up.

Deux gendarmes tentent donc de les intercepter, faisant les sommations d'usage : une nouvelle fusillade éclate. Au même moment, un fourgon Traffic du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie d'Orange, arrive sur les lieux. Trois gendarmes qui en descendent sont pris sous le feu des tirailleurs. Sylvain Bagel — qui n'est pas armé — touché à la tête, meurt sur le coup. Son camarade, effectuant comme lui son service national dans la gendarmerie, Jean-Pierre Robin, est atteint d'une balle au tibia, l'autre dans le ventre. Tandis que les malfaiteurs repartent à bord d'une voiture dérobée à une automobiliste prise en otage durant quelques kilomètres, Denis Canova, lui, se couche sur le sol. Il est arrêté et placé en garde à vue dans les locaux de la gendarmerie de Bollène.

Le « reconnaissance » de M. Jacques Chirac. — M. Chirac a exprimé, vendredi, « sa reconnaissance pour l'œuvre accomplie » à M. Guy Fougier, après la démission du préfet de police. « Le préfet a estimé devoir donner sa démission, c'est son appréciation et sa responsabilité », a ajouté le maire de Paris,

qui répondait à une question au cours de sa conférence de presse mensuelle à l'Hôtel-de-Ville. « Il ne fait de doute pour personne que M. Fougier sera en mesure d'exercer d'autres responsabilités importantes, dans un délai aussi bref que possible », a conclu M. Chirac.

Avant la discussion du projet de loi sur les étrangers

Des jeunes de solidarité avec les « grévistes » de Lyon

Des jeunes de solidarité avec les deux grévistes de la faim de Lyon, Djida Tazdait et Nasser Zaïr, devaient avoir lieu, les samedi 5 et dimanche 6 juillet, dans plusieurs villes de France. A Bordeaux, une quinzaine de personnes avaient commencé, dès vendredi, ce jeûne sur le parvis de l'église Sainte-Croix. Ces actions surviennent à quelques jours du débat prévu à l'Assemblée nationale, le mercredi 9 juillet, sur le projet de loi du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, relatif aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

A leur vingtième jour de grève, les deux jeunes Arabes lyonnais tiennent la fin de leur action à la prise en compte, pendant le débat parlementaire, d'amendements permettant le maintien de garanties judiciaires pour les étrangers. « Nous ne nous faisons pas trop d'illusions », déclarent-ils le vendredi 4 juillet à Lyon, et nous ne voulons pas forcer le jeu parlementaire. Nos propositions doivent pouvoir inspirer ceux qui voteront les amendements.

Les responsables religieux qui avaient soutenu, dès le début de leur grève de la faim, les deux jeunes Lyonnais, se font plus discrets. Le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, a laissé son rôle de « médiateur » à M^{me} Janine Louis, sous-

préfet, chargée dans la région des relations avec les migrants : « J'espère, dit-il, que les contacts entre les jeunes et le gouvernement aboutiront au plus vite ».

Le principe d'un « jeûne ecuménique » soutenu par les catholiques, les réformés et les musulmans de Lyon, a également été abandonné. A l'initiative de ce projet, le Père Delorme, prêtre lyonnais, qui jeûne lui-même depuis le 16 juin, a dit : « Même si les résultats sont maigres sur le plan législatif, nous avons déjà montré que les jeunes peuvent faire quelque chose ».

Quant à M. Charles Pasqua, il a annoncé, le 4 juillet, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, qu'il s'entretiendrait avec les autorités religieuses de France, ainsi qu'avec les ambassadeurs des pays du Maghreb et de l'Afrique noire, afin de leur présenter son projet de loi.

Le débat parlementaire sera précédé par plusieurs manifestations de protestation : un rassemblement pour les libertés, « contre les projets sécuritaires et anti-immigrés du gouvernement » aura lieu le lundi 7 juillet au Trocadéro, à l'initiative du Syndicat des avocats de France. Une délégation, représentant une centaine de partis de gauche, associations, syndicats et mouvements antiracistes, conduits par la Ligue des Droits de l'Homme se rendra également, le mardi 8 juillet, devant l'Assemblée nationale.

La filière d'héroïne pakistano-tamoule

Le tribunal d'Evry a prononcé vingt-neuf peines de prison

La sixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance d'Evry, présidée par M. Jean-Louis Douel, a prononcé vendredi 4 juillet, vingt-neuf peines de prison allant de un an avec sursis à quinze ans ferme, dans l'affaire de la filière pakistano-tamoule examinée depuis mardi.

Hussein Gustafis, quarante-quatre ans, reconnu coupable d'importation d'héroïne, a été condamné à quinze ans de prison ferme, ainsi qu'à 1 200 000 francs d'amende. Mohamed Hussain, l'épiciériste pakistanois parisien chez lequel

le trafic se déroulait, a été condamné à dix années de prison ferme et à un million de francs d'amende. Sheezad, vingt-huit ans, reconnu, lui aussi, coupable d'importation et de trafic, a été condamné à douze ans de prison ferme et 300 000 francs d'amende.

Pour importation également, Rizwan Ellahi a été condamné à huit années de prison ferme et Ahmad Nisar à sept ans de prison ferme, tandis que pour le seul trafic, Abdul et Zubair Butt ont été condamnés, chacun, à la même peine de sept ans de prison ferme.

Voulez-vous vraiment réussir ? L'ECADE vous y aidera.

Regardez autour de vous. Derrière la quasi-totalité des grandes carrières de management, il y a au moins une grande école de gestion. Voici pourquoi.

Purce qu'il n'y a pas de miracle ! Réussir demande de la volonté, du travail, des efforts, de la chance et aussi, une solide formation de base.

Cette formation, vous pouvez l'acquérir à l'ECADE, en participant à la prochaine session du programme Administration de l'Entreprise.

En 9 mois d'études et de travaux intensifs, à plein temps, animés exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils, Administration de l'Entreprise vous apportera cette base essentielle de votre réussite professionnelle : une formation concrète, pratique, moderne,

couvrant tous les aspects actuels de la vie réelle des entreprises.

Pour en savoir plus, remplissez et retournez le coupon ci-dessous.

Vous recevrez gratuitement et sans engagement une brochure d'information sur l'ECADE et sur le programme Administration de l'Entreprise.

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. 021/221 511

Veuillez me faire parvenir sans engagement une documentation sur le programme Administration de l'Entreprise, à l'adresse suivante :

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom/Prénom _____

Adresse (Rue, no) _____

No postal/Localité _____

Pays _____

Age _____ Niveau d'études _____

Société

Quatre-vingt-douzième prototype mis au point par Dassault

Premier vol de l'avion Rafale

En présence de M. Serge Dassault, le fils de son constructeur, décédé, l'avion Rafale a effectué, vendredi 4 juillet, en fin d'après-midi, depuis la base d'Istres (Bouches-du-Rhône), son premier vol aux commandes du chef-pilote d'essais de la société Dassault-Breguet. Au cours de ce vol qui a duré une heure, le Rafale a atteint l'altitude de 10 000 mètres et la vitesse de Mach 1,3 (soit 1 400 kilomètres à l'heure environ). Selon la société, ce premier vol du Rafale a été pleinement réussi.

C'est en juin 1983 que M. Charles Hernu, alors ministre de la défense, a pris la décision de faire construire, par la société Dassault-Breguet, un avion expérimental, dénommé ACX, qui devait devenir le « démonstrateur » Rafale. Quatre-vingt-douzième prototype mis au point par cette société depuis son existence, le Rafale est destiné à préparer les avions de combat opérationnels qui serviront, après 1996, dans l'armée de l'air française et l'aéronavale. Dans sa configuration actuelle, le Rafale se présente comme un monoplace supersonique qui pèse à vide 9,5 tonnes et qui est propulsé par deux réacteurs F-404 General Electric.

La formule aérodynamique du Rafale comporte une aile delta de grand allongement (47 mètres carrés de surface), associée à un empennage « frontal » appelé « canard », et des entrées d'air semi-ventrales d'une conception entièrement nouvelle. Pour alléger l'appareil, les constructeurs ont utilisé de nouveaux matériaux, telles la fibre de carbone ou la fibre de kevlar, qui composent le quart de la masse de la structure. A cela

s'ajoute l'emploi, pour la première fois, d'un alliage d'aluminium au lithium qui permet des gains très importants de densité et de résistance mécanique.

Pour répondre aux besoins des clients, le Rafale donnera naissance ultérieurement au Rafale-B, qui sera plus petit et plus léger encore. La surface de vol sera ramenée à 44 mètres carrés et la masse à vide prévue est de 8,5 tonnes. Le Rafale-B, dans sa version opérationnelle, sera propulsé par deux réacteurs M-88 de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), qui développent, chacun, une poussée de 7,5 tonnes (au lieu de 7,2 tonnes pour les réacteurs américains). Outre ses canons, le Rafale-B devra pouvoir emporter une masse totale d'armements de l'ordre de 7 tonnes (bombes, roquettes, missiles). Dans l'armée de l'air française, le Rafale-B devra prendre la suite du Jaguar actuel et, dans la marine, il remplacera les Etendard et les Crusader des porte-avions.

On sait que la France avait proposé son « démonstrateur » Rafale à la Grande-Bretagne, à l'Italie, à l'Allemagne fédérale et à l'Espagne pour concevoir, en commun, un avion de combat européen. Les quatre pays en question ont préféré retenir un autre modèle d'avion, très différent dans son dessin et principalement mis au point par la société britannique British Aerospace (BAe). Cet appareil a toujours pas effectué son premier vol. La France a ouvert des conversations avec, notamment, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark pour examiner à quelles conditions ces quatre pays coopéreraient avec elle à la définition d'un avion, plus léger que le précédent, dérivé du Rafale-B.

Leonid Kizim et Vladimir Soloviev, les deux cosmonautes soviétiques, ont à nouveau décollé. Ils ont quitté jeudi 26 juin la « vieille » station Salout-7, en orbite depuis plus de quatre ans, pour rejoindre la nouvelle station Mir, dans laquelle ils avaient séjourné au début de leur actuelle mission.

Partis de Baikonour le 13 mars à bord du vaisseau Soyuz-T-15, les cosmonautes se sont installés dans Mir le 15 mars. Cette station nouvelle diffuse de Salout-7 par la présence de six sas d'amarrage au lieu de deux et par un aménagement intérieur renouvelé — les cosmonautes y disposent de cabines individuelles. Elle est conçue comme le module central d'une station, sur lequel viendraient se raccorder des laboratoires spécialisés. Elle bénéficie d'une communication permanente avec le sol, soit par liaison directe, soit par l'intermédiaire du satellite Cosmos-1700 (Loutch) que les Soviétiques ont placé en orbite géostationnaire au mois d'octobre dernier. C'est à bord de cette station

Les expériences soviétiques dans l'espace

D'une station à l'autre

Mir qu'un cosmonaute français — ce pourrait être à nouveau Jean-Loup Chrétien — devrait séjourner de quatre à six semaines dans deux ans, avec un programme de travail prévoyant une sortie dans l'espace.

Le 19 mars, un cargo Progress-25 s'amarrera sur Mir, apportant aux cosmonautes divers équipements, ainsi que des ergols, des vivres et de l'eau. Les cosmonautes déchargent le Progress, largué le 20 avril. Il est rapidement remplacé par un Progress-26, amarré le 27 avril. Nouveau déchargement. Puis, l'aménagement de la station terminée, les cosmonautes la quittent le 5 mai pour rejoindre Salout-7 sur laquelle est accroché le module laboratoire Cosmos-1686.

Intense activité

A bord de cette station, ils mènent un programme expérimental qui les conduit à sortir à deux reprises dans le vide, pour récupérer des appareils expérimentaux placés

à l'extérieur de Salout-7 — en particulier une expérience française d'étude des poussières de la comète de Halley. Mais surtout pour construire une grande charpente haute de douze mètres, au bout de laquelle une plate-forme porte des appareils. La raison majeure de cette activité semble avoir été la mise au point de techniques d'assemblage.

Durant cette période, la station Mir a de la visite. Un nouveau type de vaisseau, le Soyuz-TM, y accoste le 23 mai. Comme c'est l'usage quand il s'agit de tester un vaisseau nouveau, le Soyuz-TM est vide et s'amarrera automatiquement sur une station inhabitée. Ce vaisseau serait plus manœuvrable que ses prédécesseurs et pourrait atteindre n'importe lequel des six sas d'amarrage. Le Soyuz-TM repart le 30 mai vers le sol.

Le 22 juin, le Progress-26 se détache de Mir et retombe se consumer dans l'atmosphère. Les Soviétiques annoncent que « le déchargement du cargo, le transfert du combustible, le pompage de l'eau potable »

ont été accomplis, et si la première opération date de la présence des cosmonautes à bord de Mir, il semble bien que les deux autres aient été faites en mode automatique, après leur départ. Et quatre jours après leur départ, Kizim et Soloviev quittent Salout-7, toujours à bord de Soyuz-T-15, et se réinstallent dans Mir.

Les Soviétiques font donc actuellement preuve d'une activité spatiale intense, comme s'ils voulaient souligner le contraste avec l'Occident, où les principaux véhicules — navettes spatiales, lanceurs américains Titan et Delta, lanceur européen Ariane — sont actuellement immobilisés à la suite d'accidents. Ils viennent même de s'offrir le luxe d'inviter un Britannique à participer à une mission spatiale. Un astronaute britannique aurait dû participer cet été à une mission américaine, mais l'accident de Challenger et l'interruption des vols de navettes a fait repousser cette mission à une date indéterminée mais lointaine.

MAURICE ARVONNY.

Villeurbanne : premières analyses rassurantes après l'alerte au pyralène

De notre correspondant régional

Lyon. — Les premières analyses effectuées après le double incendie du transformateur EDF de Villeurbanne sont rassurantes. Quatre cent quatre-vingt quinze personnes se sont présentées à l'hôpital Edouard-Herriot pour y subir des contrôles et « aucun cas clinique anormal n'a été relevé » indique un communiqué officiel, publié vendredi 4 juillet dans la soirée, par la « cellule de vigilance et de coordination » créée par le préfet de région M. Gilbert Carrère. Les contrôles des eaux distribuées par le réseau de la communauté urbaine n'ont fait apparaître aucune anomalie. La teneur « dosable » en PCB (pyralène) n'a pas été mise en évidence dans la nappe phréatique, après un prélèvement effectué à deux cents mètres en aval du point de pollution.

On devrait connaître lundi les résultats définitifs de la pollution atmosphérique enregistrée

après les deux sinistres qui avaient entraîné la précipitation de suies abondantes sur un petit périmètre. Seules mesures de précaution maintenues : l'éloignement provisoire de huit personnes dont les habitations sont riveraines du transformateur incendié et la demande des autorités d'éviter la consommation de l'eau des puits privés situés à proximité.

Le poste haute tension devait être prochainement détruit. Seule une procédure d'enquête judiciaire préalable semble retarder cette mesure. Le parquet de Lyon diligentera une procédure si les premières expertises font apparaître des manquements graves aux règles de sécurité. Enfin, l'usine de production de produits laitiers — essentiellement des yaourts — située à proximité du transformateur, qui avait détruit sa production des deux jours sensibles (lundi et mardi derniers), a repris une activité normale après un contrôle des services vétérinaires.

C.R.

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE WIMBLEDON

Romantisme sur court

L'Allemand de l'Ouest Boris Becker doit affronter, dimanche 6 juillet, le Tchèque Ivan Lendl en finale des Internationaux de tennis de Grande-Bretagne. Pour en arriver là, Becker a facilement battu le numéro deux français Henri Leconte, tandis que le champion de Roland-Garros a été sévèrement accablé par le Yougoslave Slobodan « Bobo » Zivojinovic.

WIMBLEDON
De notre envoyé spécial

Henri Leconte pliait sous le poids de son sac lorsqu'il a pénétré sur le central de Wimbledon pour disputer les demi-finales des internationaux contre le tenant du titre, Boris Becker. Avant d'être fait ses bagages ? Etais-il déjà ailleurs ? En tout cas, il n'était pas là. Il était absent, déconnecté. C'était son anniversaire, le vingt-troisième. Becker lui a fait sa fête, la deuxième. Comme l'an passé, en quarts de finale. Mais, cette fois, on ne peut même pas dire que Leconte est sorti de la partie à un moment quelconque. C'est plutôt qu'il n'y est pas entré.

La tension de l'enjeu était-elle trop forte ? Les fusibles, en tout cas, ont fondu. Le bras gauche ne répondait plus. Une première balle de service, le plus souvent dans le bas du filet, une incapacité à contrôler l'engagement adverse : sur le gazon, cela ne pouvait pas durer. Mais au bout d'un break, après même avoir eu une balle de set quand Becker servait pour le gain du dixième jeu. Mais cela a été la seule occasion de break de toute la partie. En revanche, Becker, qui avait sensiblement levé le pied à ce moment, avait été en position de le faire au troisième et au quatrième jeu.

L'ennui, dans cette défaite, ce n'est pas tant que le Français ait perdu. En soi, il n'y a rien de déshonorant à s'incliner devant le garçon qui est vraisemblablement le meilleur du monde actuellement sur herbe. L'ennui, c'est que Leconte n'avait même pas l'air mécontent de sa prestation. Mauvais au service, faible en retour, il n'a montré aucune pugnacité dans l'échange. Une fois, au quatrième jeu du deuxième set, il a mené 15/30 sur le service de Becker. Il a alors réussi un coup droit au bout d'une course terrible. Mais il n'y eut pas de seconde fois. Pourquoi se serait-il « défoncé » en effet ? En arrivant

ici en demi-finales, comme à Roland-Garros, j'ai confirmé ma place dans les dix premiers mondiaux. » Bienheureux Henri. Cela suffit manifestement à son bonheur. Hélas !

Avant ce match, les Anglais, qui avaient été époustouffés par les prestations préliminaires de Leconte, ne comprenaient pas pourquoi celui-ci n'était pas plus populaire en France. En réalité, le numéro deux national réussit les coups les plus imprévisibles, mais il ne tenta rien d'impossible. Il a l'audace rare, parcimonieuse. Il laisse passer certaines balles avec l'intelligence d'un charlaïste regardant les TGV. Et cela fait la différence avec un Noah, et surtout un Becker. Car ce jeune guerrier tenniste, tout droit sorti d'une légende wagnérienne, a de la chance. Il en faut pour qu'un service retienne le cadre de la raquette retombe en lob plein ligne derrière le serveur, comme cela est arrivé à Leconte au quatrième jeu du dernier set qu'il a d'ailleurs perdu.

Mais, plus encore, il a un cœur énorme qui lui permet de dribbler l'adversité. Ainsi, quand il a donné à Leconte cet unique break de break au troisième set, il a égalisé en réalisant un plongeon de 3 mètres. Epoustouffant ! C'est cela, le romantisme sur court, la nuance entre les bons joueurs et les stars. Et sur ce coup-là, Becker est définitivement une star.

En revanche, Ivan Lendl, qu'il doit retrouver dimanche en finale, a été sévèrement accablé par le Yougoslave Slobodan Zivojinovic, qui

lui a imposé l'épreuve des cinq sets, comme l'Américain Tim Mayotte en quarts de finale. C'est, d'ailleurs, la grande différence entre les deux matches de vendredi. Car l'ancien poulailler du manager roumain Ion Tiriac n'a pas rendu les armes devant le numéro un mondial. Bien au contraire ! En romchonnant, mais surtout en matraquant son service, il a poussé le Tchèque à jouer dans ses ultimes retranchements. Ce fut une passionnante course-poursuite après le score.

Lors de l'ultime confrontation, dimanche, Becker pourra peut-être remercier « Bobo », son pote, exilé avec lui à Monaco, d'avoir ainsi mis à rude épreuve les nerfs de Lendl. D'autant que, comme à Paris il y a un mois, le Tchèque ne parait pas tiraillé par la faveur du public anglais. Habituellement réservé, celui-ci a pris ouvertement fait et cause contre Lendl lors d'un incident d'arbitrage qui a privé Zivojinovic d'une balle de break dans le quatrième set. Mais, depuis qu'il a battu l'Américain McEnroe à New York l'an dernier, Lendl, seul véritable joueur tout terrain, sait aussi surmonter ce genre d'adversité.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

DU VENDREDI 4 JUILLET

SIMPLE MESSEURS

(Demi-finales)

Becker (RFA, 6) b. Leconte (Fr., 9), 6-2, 6-4, 6-7 (4-7), 6-3; Lendl (Tch., 1) b. Zivojinovic (Youg., 4), 6-2, 6-7 (5-7), 6-3, 6-7 (1-7), 6-4.

Tour de France cycliste

Thierry Marie dans un fauteuil

Le jeune Normand Thierry Marie, vingt-trois ans, professionnel depuis la saison passée, s'est approprié le premier maillot jaune du Tour de France. Il a remporté le prologue, vendredi 4 juillet, dans les rues de Boulogne-Billancourt devant le Belge Vandererden et le Français Bernard Hinault, à 2 secondes, en réalisant sur 4 600 mètres une moyenne de 51,578 kilomètres à l'heure.

Pour cet exercice bref — il n'a duré que 5 mn 21 s — mais nécessitant un effort intense, Thierry Marie utilisait un vélo très spécial. Au cadre plongeant, aux roues lenticulaires et au guidon en corne de vache, qui amélioreraient l'aérodynamisme, il avait ajouté un aileron arrière. Comme sur les voitures de sport, était-il autorisé à le faire ? La question provoqua l'embarras des commissaires. On ne sait plus très bien, aujourd'hui, ce qui est réglementaire et ce qui ne l'est pas. Trop de libertés ont été prises avec les textes depuis que Francisco Moser,

recordman du monde de l'heure, a imposé aux dirigeants de l'Union cycliste internationale sa bicyclette révolutionnaire.

Ainsi, les roues lenticulaires sont admises alors que le carénage est interdit. Or les roues lenticulaires, qui cachent leur véritable identité sous une définition hypocrite, ne sont pas autre chose que des roues pleines, dont carénées.

Avec une apparence bonne foi, Thierry Marie se défend, quant à lui, d'avoir voulu tricher : « Je n'ai pas modifié mon vélo pour le rendre plus performant, dit-il. J'ai simplement adapté un accessoire supplémentaire — imaginez une sorte de porte-bagages — pour maintenir mes reins et bien consolider ma position, car je pédale très à l'arrière. » Il a en somme gagné, dans un fauteuil. Le jury a bien voulu admettre cet argument, au demeurant fort plausible.

JACQUES AUGENDRE.

EN BREF

● Les morts de nourrissons après vaccination. — A la suite de l'enquête sur les décès de cinq nourrissons dans les heures qui avaient suivi une vaccination par vaccin Tétracoq de l'Institut Mérieux (Le Monde daté 22-23 juin), la direction générale de la santé indique que « l'expertise clinique et anatomopathologique a montré que trois sur cinq des nourrissons décédés étaient porteurs de lésions témoignant d'un processus infectieux, probablement viral. Ces lésions ont été mises en évidence par l'examen anatomopathologique, mais les enfants décédés ne présentant pas de symptômes, au moment de la vaccination, permettant de diagnostiquer une infection grave. En conséquence, la responsabilité des médecins ayant vacciné ces enfants ne saurait être engagée ».

● Premiers enfants nés après congélation d'ovule. — Sur le premier cas au monde de jumeaux (un garçon et une fille) sont nés le 4 juillet à Adelaide (Australie) après que les ovules nécessaires à leur fécondation aient été conservés par congélation (Le Monde du 21 décembre 1985 et du 25 avril 1986). Cette technique, critiquée dans les milieux spécialisés à cause des risques pour l'embryon, est mise en œuvre par le docteur Christopher Chen (Flinders Medical Center d'Adelaide).

RECTIFICATIF. — Dans l'article sur l'oscillation australe paru dans le dernier « Monde Sciences » (daté 3 juillet), nous avons attribué par erreur à l'Association française de géophysique un congrès de géographie physique.

Arabes et islamologues serrent les rangs

Tous les ans a lieu dans une ville des Etats-Unis la réunion du MESA

(Middle East Studies Association), qui tient de la foire du livre, du séminaire de réflexion et du bureau de placement : les membres de l'association (environ quatre mille Américains et étrangers) s'y retrouvent pour s'informer de ce qui se fait, se publie dans leurs disciplines respectives, faire connaissance, proposer leurs manuscrits, etc. Pour la première fois, les arabistes et les islamologues travaillant en France se sont retrouvés en grand nombre, à l'instar de ceux du MESA, pendant trois jours, du 30 juin au 2 juillet, à La Beaume, près d'Aix-en-Provence.

Les organisateurs — André Raymond, directeur de l'IREMAM (1), Jean Leca, professeur à la Fondation nationale des sciences politiques et directeur scientifique de Maghreb-Recherche, et Jean-Claude Vatin, directeur du CEDEJ (2) au Caire — ont accueilli près de trois cents personnes. Cette affluence atteste le besoin éprouvé par les arabistes, les iranologues, les turcologues et les autres islamologues de sortir de leurs ghettos respectifs. Ils ressentent aussi la nécessité de s'unir pour défendre leur domaine global, qui est menacé. En effet, et paradoxalement, c'est au moment où l'islam a connu l'actualité que les pouvoirs publics tendent à réduire les postes de chercheurs et mettent fin aux activités de certains centres comme le département de l'enseignement de l'arabe au Caire, qui est pourtant considéré, sur le plan de la pédagogie, comme l'un des meilleurs du monde. Deux motions votées à l'una-

nimité ont été adressées aux pouvoirs publics.

Quelque cent cinquante communications ont été faites dans une trentaine d'ateliers. A l'issue des travaux, les participants ont décidé la création d'une vaste association qui se propose de regrouper en France les quelque mille deux cents chercheurs, enseignants et spécialistes du domaine arabo-islamique, la communauté la plus importante en nombre dans ce secteur après celle des Etats-Unis. Le bureau provisoire de l'Association française pour l'étude du monde arabe et musulman (3) a d'ailleurs pris contact avec d'autres organisations comme l'Association française des arabistes et l'Association pour l'étude du monde musulman en vue d'établir une coopération organique.

PAUL BALTA.

(1) L'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, constitué début mai, regroupe cinq équipes : celle du CRESEM (Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes), du CEROAC (Centre d'études et de recherches sur l'Orient arabo-islamique), du GREPO (Groupe de recherche et d'études sur le Proche-Orient), du LAPMO (Laboratoire d'anthropologie sur les zones berbères et sahariennes) et l'EAMA (Espace et aménagement dans le monde arabe).

(2) Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale.

(3) Provisoirement à l'IREMAM, 3-5, av. Pasteur, 13100 Aix-en-Provence.

Un rayon de soleil, sortez les vélos!

43 69 00 00

ALLO METEO

Tous les jours, tout le temps.

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

(*) 3 zones de base accessibles : Paris et zone A PT

EXPOSITIONS

Quinze ans de « dossiers » au musée du Louvre

Les entre-deux de Pierre-Paul Prud'hon

« La Justice et la Vengeance divine poursuivant le Crime », tel est le titre élémentaire qui fait l'objet du nouveau dossier du département des peintures, au musée du Louvre. Une œuvre complexe à la charnière de deux siècles, qui jette un clair-obscur sur son peintre, Pierre-Paul Prud'hon.

Voici quinze ans, le département des peintures du Louvre inaugure la série de ses « dossiers » avec le *Bain turc* d'Ingres. Il s'agit de prendre un tableau significatif dans les collections du musée et d'en reconstituer, par l'étude et par l'image, la genèse, la vie, la postérité. Avec les variations inhérentes aux faveurs et aux passions du public, la formule a connu un succès constant, mérité. Sérieuses mais toujours d'accès facile, didactiques sans être ennuyeuses, ces expositions ont en outre révélé la richesse et la complexité du travail des conservateurs, peu apparentes d'ordinaire sur les discrètes étiquettes du musée. La peinture, quant à elle, dévoilant la somme de travail et d'inspiration que masque l'aisance ou le génie de l'artiste, est devenue plus accessible. Beaucoup plus, en vérité, qu'au Grand Palais, dans ces vastes expositions qui célèbrent un peintre ou une école ou leur éparpillant les petites et les grandes œuvres dans le musée d'art.

Mieux : tel artiste secondaire, ou que l'histoire de l'art n'a pas encore réhabilité, peut trouver dans ces dossiers l'occasion de plaider sa cause. C'est bien le cas de Prud'hon, pass-

blement sorti de la conscience collective et remis en selle par la Justice et la Vengeance divine poursuivant le Crime (1806). Un tableau lui aussi injustement oublié, mais il est vrai que la Justice, selon Prud'hon lui-même, n'est pas divine, seule la vengeance bénéficie de ce principe d'éternité.

Pierre-Paul Prud'hon est né en 1758 à Cluny sous le nom moins sophistiqué de Pierre Prudon, que lui a donné son père, tailleur de pierre. Grâce à l'appui d'amateurs éclairés, comme le baron de Joursanvault, il apprend son métier à Dijon puis à Paris avant d'obtenir le Prix de Rome des Beaux-Arts de la République. Ce prix, sans avoir le prestige de son homonyme national, va lui permettre de passer trois ans dans la capitale, italienne. Marié, mal, et remarqué avec une femme qui finira tragiquement, Prud'hon a une vie et une carrière fondées sur le principe de « l'entre-deux ».

Entre deux siècles (il meurt en 1823), entre la « tyrannie davidienne » et l'enthousiasme des romantiques, entre Josephine, l'ingrète, dont il a laissé pourtant un somptueux portrait (1805), et Marie-Louise, qui en fait son conseiller artistique. Entre Canova encore, son ami à Rome, et l'admiration de Gérard, son copiste occasionnel. Entre sa réputation de « peintre de l'amour et de la grâce » et la célébrité exclusive de sa presque unique œuvre tragique, cette fameuse Justice et Vengeance divine... Et, entre toutes ces choses, pourtant, Prud'hon est parvenu à associer sa réputation, celle du plus grand peintre de sa génération, nous dit M. Sylvain Lévesque, auteur émérite du catalogue, à l'histoire de la Justice, à l'histoire de la vengeance, à l'histoire de la génération, qui est celle de M^{me} Vigée-Lebrun et de Boly et se



Entre deux siècles, entre David et ses principaux élèves... Ah, cet entre-deux !

S'en sort-il au moins, avec l'œuvre grandiose qui fait l'objet de ce dossier du Louvre ? Oui, puisqu'il aura fallu choisir, pour schématiser, entre deux projets initiaux. Encore est-ce le commanditaire, le préfet de Paris Fréchet, qui décide ce qui sera en définitive le thème et l'allure de l'œuvre. Cette aventure, qui aura pu se terminer par un glacial et ter-

rible *Thémis* et *Nemesis*, est abondamment illustrée au Louvre, et a fait l'objet d'une enquête quasi policière restituant la lente élaboration du tableau.

Où, il s'en sort, puisqu'il évite quant à lui de réfléchir sur les places respectives que la Justice et la Vengeance doivent occuper en ce bas monde. Les voici, dans l'œuvre achevée, côte à côte dans les airs, sans souci de présence, l'air noble assu-

rément, mais prêtes à assumer des rôles sensiblement différents de ceux désignés par le titre. La Justice expéditive et l'expédition punitive, voilà assurément ce que semblent être leurs vraies fonctions dans cette exquise allégorie.

Quant au crime, il a la tête de l'emploi, sans qu'il soit même besoin de lui faire présenter ses papiers. Il s'agit en effet de Caracalla, tel que les bustes antiques en ont légué les traits, repris au dix-huitième siè-

cle par un ami de Prud'hon, le sculpteur Nicolas Bommier. Cependant, Caracalla n'ayant guère que son frère sur la conscience, le peintre a accentué sa supposée férocité, lui donnant un charmant regard fixe et fuyant, aimablement illuminé par la sombre torche de la Justice. Ainsi obtient-on une « expression de cruauté bestiale » du meilleur effet.

Reste la victime, jeune corps livide et semé, et qui rappelle assez exactement la description faite par Prud'hon lui-même d'un Ajax et d'un Patrocle antique : « Il faut que je vous parle, écrit-il de Rome à son premier maître François Desvoves, d'un groupe d'Ajax qui soutient un jeune guerrier mort. (...) Pour le faire », en parlant du jeune guerrier, je n'ai jamais vu de sculpture aussi grandiose et grassement faite, et qui sente autant la belle nature comme le torse et les cuisses de ce jeune homme. (...) C'est une chose qu'on ne peut se lasser d'admirer. » On notera toutefois que le rôle de l'assassin est tenu par l'adulte dans toute sa force et sa maturité, et celui de la victime par le jeune homme « fragile », de la fragilité tout au moins que lui prête l'allégorie. Qui tiendrait en 1986 les rôles d'un tableau similaire ?

La Justice, la Vengeance (divine), le Crime, la Victime, voici donc quatre personnages réunis pour les besoins du Palais de justice. C'est en somme le pendant laïc du Cain et Abel sur l'imagerie chrétienne. Pour être secondaires, cette « histoire » et l'allégorie qu'elle supporte sont encore très présentes lorsqu'on regarde aujourd'hui l'œuvre. On ressent assez nettement le décalage entre les lois, les peines, la morale contemporaine et celles qu'évoquent implicitement cette œuvre commandée à un ancien robespierriste, l'année même de la publication du code Napoléon (1804), et achevée deux ans avant celle du code pénal (1810).

Qu'à cela ne tienne, il reste la peinture elle-même, son « fait » comme disait Prud'hon. L'intelligence de sa composition, parfaitement analysée par ce dossier, son art de la lumière, sa force de conviction : ce « retable laïc » devait d'ailleurs si bien remplir son office — frapper l'imagination et inspirer la terreur — que les accusés, dit-on, sautaient tremblants ou s'évanouissaient à sa vue. En 1815, la Restauration mit bon ordre à ce laisser-aller émotionnel, et envoya tant la Justice que la Vengeance (divine) mendier leur entrée à la porte du Louvre.

Hélas, si la Vengeance a gardé intacte sa fraîche dignité, la Justice, elle, a lentement déperdi malgré la protection du vieux musée, et la voici à jamais défigurée : les matières utilisées par Prud'hon, pour préparer sa peinture et qui en accélèrent le séchage, sont en effet aujourd'hui la cause d'une lente, monstrueuse et presque symbolique altération. Avant que les scientifiques du Louvre n'aient trouvé un remède à ce phénomène sans doute continu, et pu restaurer ce tableau auto-dévoré, seule une copie exécutée (mais inachevée) par Prud'hon lui-même, nous restitue l'intégrité de l'œuvre, peu avant 1821. Elle est venue au Louvre de Saint-Omer, comme nombre d'autres documents sont venus parfois de fort loin, pour compléter l'exposition, ainsi les dessins préparatoires prêts par le Getty Museum (Los Angeles). Une maison de plus pour venir au Louvre méditer sur la cruauté et la désinvolture (divine) du Temps.

FREDERIC EDELMAIN.
* Musée du Louvre, Pavillon de Flore, jusqu'au 1^{er} septembre. Catalogue : 55 F.

MUSIQUE

Le 27^e Festival des arts populaires à Marrakech

Tambours et crotales

Chaque année, on célèbre dans les ruines ocre du palais Badia, à Marrakech, les musiques et les danses, les rituels, la quasi-totalité de la tradition rurale du Maroc.

Le Maroc multiplie les manifestations, les rencontres, les projets culturels ; après le colloque sur la culture marocaine à Taroudant (le Monde daté 22-23 juin), le 27^e Festival national des arts populaires, qui vient de s'achever à Marrakech, précède un autre festival dans la même ville en juillet (1). Un autre encore en août à Asilah. Et d'autres en octobre à Agadir, puis Rabat... Ils ont quitté leur village, ils ont laissé leurs terres, leurs moutons, leurs chèvres ; ils arrivent du Nord et du Sud, des montagnes du Rif et des confins du désert, avec leurs gaudouilles, leurs fusils, leurs bijoux, leurs pipeaux à sept trous, des tambourins dont il faut chauffer la peau... pour montrer pendant dix jours leurs chants et leurs danses dans les ruines du palais Badia.

Chaque année en juin, le Festival national des arts populaires rassemble depuis seize ans la plupart des musiques traditionnelles du Maroc. Formidable opportunité de voir — ou vérifier — la vitalité d'une culture populaire rurale, qui n'est pas seulement arabe ou berbère, mais dans laquelle on trouve une infinité d'influences, celle de l'Afrique noire, des traces gréco-latines, judéo-ambes, asiatiques même. Pistons et mobylettes. La foule s'engouffre chaque soir sous la voûte, passe devant la garde provinciale, s'installe parmi les ruines au milieu du tintamarre inouï des crâpeaux ! Trente-six troupes, quelques huit cents musiciens, chanteurs et danseurs — beaucoup plus que l'année dernière — pour un spectacle de quatre heures qui va s'achever à 1 ou 2 heures du matin. Il y a les *Akhidous* si dignes, si pudiques, avec leur balancement simple, presque poétique, les Oujdas, guerriers souples et mobiles, mur en perpétuel mouvement, les Tasskionines, dont le buste tressaille, le Figuig, le Hah, le Hassada... Il y a cette étrange danse de Tassint, rituel de mariage au symbolisme clair. L'homme avec un poignard, la jeune fille, mains ouvertes, épaules frémissantes, qui avance, recule. L'homme suit ou fuit. Une marche plutôt qu'une danse, qui s'accélère avec le rythme, s'achève avec le poignard passé au cou de la jeune fille, et l'homme qui se met lentement à genoux.

Le problème de ce festival : offrir, en raccourci, des cérémonies qui durent souvent toute une nuit. Comment imaginer que les Gnaouas, confrérie religieuse prestigieuse, dont l'univers sonore vient des anciens esclaves amenés d'Afrique noire au seizième siècle, sont capables de guérir — avec leurs rythmes répétitifs, tambours et crotales de fer assourdissants, tension montante jusqu'à la transe — des maladies physiques et mentales ? On les a tout juste aperçus ! Même, chose avec les soixante musiciens du Moyen Atlas, dirigés par un vieillard génial, malicieux, cabotin, qu'on aurait bien suivis jusque dans leur montagne.

Il est évident que, transportés sur une scène — même superbe — ces danses archaïques ou codées, souvent religieuses, perdent de leur signification, sont un peu réduites à l'état d'échantillons folkloriques. Même si l'on se dit qu'on peut aller sur place vivre la vérité de ces musiques, n'est-il pas dommage de ne pas leur donner ici plus d'espace (une heure ou deux, ou même une nuit) ? Quitte à faire venir moins de troupes ?

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) Festival pour la jeunesse (reggae, rock, jazz, etc.) du 4 au 13 juillet à Marrakech.

Don Giovanni à Aix-en-Provence

Profits et pertes

Don Giovanni, de Mozart, a ouvert le Festival d'Aix-en-Provence. Mais ce n'est pas l'originalité de la mise en scène ni la qualité de l'interprétation qui vont sauver ce Don Juan-là de l'enfer.

Est-ce d'avoir vu et entendu « mille et tre » *Don Giovanni* et de l'avoir découvert dans les années 50 sous la baguette de Hans Rosbaud dans les décors légendaires de Casandrea, cette ville italienne qui nous paraissait un quartier d'Aix-en-Provence ? Toujours est-il que nous n'avons jamais retrouvé ici ces impressions d'antan et que le nouveau *Don Giovanni* mis en scène par Gilles Bourdet et Alain Milanti ne nous convient pas davantage que ceux de Jean-Pierre Vincent naguère.

Ce furent pourtant les chanteurs de la *Finta Giardiniera* au festival de 1984, mais il y a loin d'une œuvre de jeunesse quasi inconnue de Mozart à ce chef-d'œuvre illustré tant de tant de grandes réalisations ont battu et rebattu les moindres détails.

L'ensemble de la mise en scène est assez classique, plutôt anecdotique, mais sans force ni véritable invention. Le rideau de scène inspiré d'une bacchanale de Rubens avec un gros Silène nu et, sur les côtés, trois cabinets particuliers superposés annonçant une fête licencieuse dont il n'y a guère de traces. Toute l'œuvre se passe dans la cour d'un carieux palais rustique et gigantesque aux murs de bois blond avec une galerie courant à mi-hauteur (décor de Laurent Peduzzi) dont l'utilisation n'est pas toujours très judicieuse ni vraisemblable.

On notera que le catalogue est devenu un fichier plus moderne et que l'idéologie sécuritaire a doté Don Giovanni de quatre sbires en noir inquiétants qui disparaissent en général quand on aurait besoin d'eux et ne sont même pas capables de porter les bagages qui encombrement Leporello... Parmi les détails un peu ridicules, signaux d'adoubement de Don Ottavio en chevalier avec une cuirasse, une hallebarde et des ornements, pendant l'air « Il mio tesoro ».

Tout cela pourrait passer par profits et pertes avec une grande interprétation musicale, ce qui n'est pas le cas. La qualité du jeune orchestre de l'Opéra de Lyon n'est pas en cause : seulement la direction de

Stéphane Soltesz, d'une pâleur affligeante, ennuyeuse, et qui ne peut galvaniser une distribution honorable mais sans véritables personnalités.

Malgré une voix claire, bien timbrée, Gino Quilico est un Don Giovanni sec, sans dimension intérieure, simplement jeune et brutal, loin du personnage. Il ne nous paraît l'aise que lorsqu'il joue le rôle de son valet.

Celui-ci (Jean-Philippe Lafont) a une tout autre saveur, mais souffre de ne pas côtoyer un patron d'une autre puissance. Avec lui, on remarque surtout l'élvire de Mariette Kemmer, voix belle et touchante, qui rappelle un peu Suzanne Danco, et son personnage a un caractère vrai. Frank Lopardo tire le meilleur parti du personnage assez fatot d'Ottavio, Suzanne Murphy chante avec émotion et style, malgré un timbre un peu mat et une couleur bloquée dans tous les registres, tandis que Sean Rea est un Commandeur complètement correct. Nos souvenirs enjolivent-ils le passé ? Non, il suffit de réécouter l'enregistrement de Rosbaud en 1956 pour retrouver la grandeur qu'atteignit Mozart au Festival d'Aix-en-Provence.

JACQUES LONCHAMPT.
* Prochaines représentations les 8, 10, 18, 23 et 26 juillet (21 h 15).

Mort du musicologue

Jean Massin

Le musicologue Jean Massin est mort vendredi 4 juillet. Il était âgé de soixante-huit ans.

[Historien et musicologue, journaliste et producteur de radio et de télévision, Jean Massin formait un étonnant couple de passionnés et d'érudits de la musique avec son épouse Brigitte. Avec elle, il a produit de nombreuses émissions consacrées aux grands compositeurs classiques sur France-Culture et à la télévision, et publié des ouvrages sur Beethoven et Mozart chez Fayard. Il dirigeait une équipe de spécialistes aux éditions Ménéciat-Temps actuels, afin de produire par la main ceux qu'il appelait les « pions de la musique » et de leur présenter une *Histoire de la musique occidentale*.

Auteur de nombreux autres livres (*Histoire de la musique de Monteverdi à Varèse*, chez Ménéciat) et études historiques (*Robespierre, Mozart, Almanach de la Révolution française*) au Club français du livre, Jean Massin avait animé en 1984 un magazine mensuel sur TF 1 : « Sur les chemins de la musique... »]

LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

HANNAH ET SES SOEURS



CANNES 1986 - HORS COMPETITION

WOODY ALLEN MICHAEL CAINE
MIA FARROW CARRIE FISHER
BARBARA HERSHEY LLOYD NOLAN
MAUREEN O'SULLIVAN DANIEL STERN
MAX VON SYDOW DIANNE WUEST

Produit par JACK ROLLINS, CHARLES H. JOFFE, STEVEN MORSEAU, CAROL D. PRINCE
Scénario par JACK ROLLINS, CHARLES H. JOFFE, ROBERT GREENGLASS, WOODY ALLEN
Réalisation par JACK ROLLINS, CHARLES H. JOFFE, ROBERT GREENGLASS, WOODY ALLEN

Le Peintre
« La Justice et la Vengeance divine poursuivant le Crime », tel est le titre élémentaire qui fait l'objet du nouveau dossier du département des peintures, au musée du Louvre. Une œuvre complexe à la charnière de deux siècles, qui jette un clair-obscur sur son peintre, Pierre-Paul Prud'hon.

Villeurbanne : premières analyses rassurantes après l'alerte au pyralène

Après les deux alertes successives, la ville de Villeurbanne a été déclarée « zone à risque » pour la présence de pyralène. Les premières analyses effectuées après la double alerte du département de la Haute-Savoie ont permis de constater que la ville n'est pas contaminée. Les analyses effectuées après la double alerte du département de la Haute-Savoie ont permis de constater que la ville n'est pas contaminée.

Arabes et islamologues serrent les rangs

Les Arabes et les islamologues serrent les rangs pour défendre la culture arabe et islamique. Ils ont organisé une série de conférences et de débats pour sensibiliser le public à l'importance de cette culture.

Allo Météo
Rendez-vous tous les jours à 12h et 18h sur France 1 et France 2.
Prévisions météo pour toute la France.

Communication

Informations « services »

En Guadeloupe TDF retire sa plainte contre Canal 10

Télédiffusion de France (TDF) a retiré, le 4 juillet, sa plainte en référé contre Canal 10, une télévision privée qui émettait sans autorisation depuis le 25 février sur la majorité de l'archipel guadeloupéen. M. Michel Rodriguez, qui a déjà lancé Radio-Jumbo à La Dominique, un roman-photo en Guadeloupe et Radio-Bis, revendeur au groupe de M. Robert Hersant, avait toujours voulu faire de Canal 10 « une télévision complémentaire de RFO ». La popularité de sa télévision - six heures d'émissions quotidiennes (de qualité irrégulière) et un projet de production locale d'une heure par jour - avait fait de M. Michel Rodriguez « le plus choyé de l'île », y compris par certaines personnalités politiques. En retirant sa plainte, TDF donne satisfaction à la population et au patron de Canal 10.

En revanche, la plainte déposée par TDF contre Canal 4, une autre télévision privée, qui a commencé d'émettre sur vingt-quatre heures à partir du début du Mondial, et qui appartient à M. Fohed, un commerçant d'origine libanaise, a été maintenue. (Corresp.)

Bernard Lecomte quitte « Médiaspouvoirs » pour « l'Express »

Bernard Lecomte, rédacteur en chef du trimestriel Médiaspouvoirs édité par le groupe Bayard-Press, intègre l'Express, le 1^{er} septembre, comme grand reporter au service « monde ». Bernard Lecomte restera toutefois membre du comité éditorial de Médiaspouvoirs. Agé de trente-six ans, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues orientales, Bernard Lecomte est entré à la Croix en 1977. Spécialiste de l'URSS et des pays de l'Est, il couvrit notamment pour la Croix les deux voyages du pape en Pologne. C'est lui qui invita le premier Lech Waléza à se rendre en France en 1980. Bernard Lecomte a collaboré à Radio-France Internationale, Radio-Montecarlo, Historia, etc., et a écrit les *Giscardiens*, avec Christian Sauvage (Albin Michel, 1978). Il a été nommé rédacteur en chef de Médiaspouvoirs en juillet 1985, lorsque cette revue succéda à Presse-Actualités.

Une commission de travail aux NMPP. — Une commission de travail a été créée aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), dont le capital est détenu à 51 % par des coopératives de journalistes et à 49 % par le groupe Hachette. Celui-ci désigne en outre, statutairement, le directeur général des NMPP, qui est actuellement M. Jean-Etienne Cassagnol. Cette commission de travail est chargée de réexaminer et d'actualiser les règles de majorité et les règles de fonctionnement qui régissent les décisions prises par les coopératives et par Hachette.

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT
dans son travail de réinsertion sociale, donnez-moi, vêtements, appareils de chauffage, électricité, outils, livres et tout objet encore utilisable en espérance... son camion viendra à votre domicile.
APPELEZ : 45-83-54-40

LE COMITÉ DE LECTURE, C'EST VOUS !
Envoi du catalogue gratuit
« AUTOÉDITÉS »
Sur demande à SALVEDIS (M)
BP 33 - 38160 Saint-Marcellin

maroquinerie-bagages
cadeaux
LANCEL
un choix naturel

Paris • Opéra • Rd-P1 des Champs-Élysées • Palais des Congrès
• 43 rue de Rennes • 26 rue Vernet • 156 rue de Rivoli
• Parly 2 • Velizy 2 • Créteil-Saïet • Ajaccio • Bayonne • Bordeaux
• Cannes • Lyon • Montpellier • Nice • Nîmes
• Orléans • Perpignan • Rennes • Rouen • St-Etienne • Strasbourg.

Liberté

Il n'y en a eu que pour elle. Pour fêter dignement ses cent ans, Miss Liberty emplit les pages des journaux, envahit les écrans de télévision. Apothéose vendredis soir, où le statue de Bartholdi a éclairé les trois chaînes françaises : gala sur TF1, dans un grand hôtel parisien ; journal de 19-20 heures sur FR3, en direct de l'île des Cygnes ; rediffusion sur A2 d'un documentaire d'Alain Decaux, « Une statue nommée Liberté », tourné il y a dix ans.

Document qui, non seulement, n'a pas pris une ride, mais qui a été projeté dans l'actualité. Combien de téléspectateurs auront remarqué, dans le générique de fin, le nom discret du promoteur de son ? Un certain Aurélien Corné, l'un des membres de l'équipe d'Antenne 2, toujours aux mains des chutes, pour qui la liberté est plus qu'un vain mot.

Samy Ketz Grand Prix du correspondant de guerre 1986

Le premier Grand Prix du correspondant de guerre a été décerné, le 4 juillet, à Samy Ketz, directeur du bureau de l'Agence France-Presse à Beyrouth. Ce prix doté d'une somme de 10 000 francs, récompensera, chaque année, un journaliste français ou étranger, de presse écrite ou audiovisuelle qui, pour exercer son métier dans des sites conflictuels, a accepté des risques. Placé cette année sous le signe de Jean-Paul Kauffmann et des otages du Liban, le prix a été attribué par un jury de journalistes présidé par M. Yves Courrière.

Né en 1950 à Paris, Samy Ketz est entré à l'AFP en 1975, au service spécial. Envoyé à Beyrouth lors de l'entrée de l'armée israélienne au Liban en 1982, il a ensuite été nommé directeur adjoint, puis directeur du bureau de l'AFP à Beyrouth.

Le *Bigaro* en kiosque. — Après le *Monstru*, *Libération* et autres *Cité* déclinés, les kiosques affichent depuis le 4 juillet un nouveau journal périodique, le *Bigaro*, qui contient, comme l'indique, des informations rigoureusement fausses, mais drôles ! Alain Péréfy donne le ton dans son éditorial en proposant de vaincre le chômage par « la déconditionnement féminin. Dieu ayant créé la femme pour être mère et non pour travailler ». Un reportage sur un nouveau service du ministère de l'Intérieur, le BDU (Bureau de déconditionnement utile), est illustré par les souvenirs troublants d'un certain Lecomte. La rubrique « Vie au féminin » s'autorise un spécial mode « Tcha-tcha 86 : jouez la transformation ». L'humour se glisse dans les *Bigaro*, *Bigaro* !, dans les échos (M. Lottard « pressenti pour mettre en scène la Vallée en carton »), les programmes de télévision, avec les avis de Dominique Limite, etc. Tout est faux, excepté la publicité, qui a permis à l'agence Citation (sans le groupe Jaloux, cette fois) de réaliser et de vendre l'exemplaire 20 F.

Le SNJ-CGT s'oppose à toute mesure de licenciement à l'AFP. — Le Syndicat national des journalistes CGT a qualifié d'« insupportable » les mesures de licenciement ou de suppression d'emploi qui, selon lui, devraient être annoncées au conseil d'administration de l'Agence France-Presse le 8 juillet. Le SNJ-CGT estime que 10 % des 2 000 salariés de l'AFP seraient menacés par ces mesures. Toutes les organisations syndicales de l'agence avaient conclu, le 6 juin, un « pacte d'unité » dans lequel ils refusent « toute atteinte aux salaires, aux droits sociaux, à l'emploi et aux conditions de travail ».

EN BREF

AUDIOVISUEL

TRICHLOMETEUR. — Sur quinze mille monteurs, un sur cinq travaille régulièrement (c'est-à-dire environ huit mois par an). Conscient des difficultés de la profession et de la nécessaire adaptation aux nouvelles techniques, six jeunes femmes, monteuses professionnelles, ont créé une agence - la première en France - mettant à la disposition des réalisateurs et des producteurs, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des professionnels qualifiés pour effectuer leurs montages. L'agence s'occupe également des problèmes annexes : réservations de salles et de régie.

CONCOURS

INSTITUT NATIONAL DES TECHNIQUES DE LA DOCUMENTATION. — Les épreuves d'admissibilité du concours d'entrée à l'Institut national des techniques de la documentation (INTD), pour la formation des cadres supérieurs de la documentation en un an à plein temps, auront lieu à Paris les 18 et 19 septembre prochains. Les épreuves d'admission (oral) auront lieu le 9 octobre pour soixante-dix places à pourvoir dans la prochaine promotion.

Les titulaires d'une maîtrise ou d'un titre équivalent ainsi que les cadres ayant au moins trois ans d'activité peuvent retirer les dossiers d'inscription à l'INTD. Les droits d'examen sont fixés à 150 F.

PHILATÉLIE

A nos lecteurs
Plusieurs lecteurs nous écrivent ou nous téléphonent pour regretter la disparition de notre rubrique philatélique hebdomadaire. Qu'ils se rassurent, cette rubrique n'est que suspendue et, dès la rentrée, nous leur fournirons les informations qu'ils demandent dans ce domaine.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4262 HORIZONTALEMENT

I. Un goût prononcé pour la bière. Blonde des plus troublantes. — II. Propriétaire ou locataire d'un bâtiment. On le boucle en arrivant. — III. S'exprime à haute voix dans un sens, passé sous silence dans l'autre. Sont au courant. Foin ! Jardin suspendu. — IV. Avec elle, c'est notre peau qui est en jeu. Cassés, font l'objet d'une réduction. Exclamation. — V. Passe souvent en courant. Apostrophe et romain. Variété d'escargot. — VI. Très sévère ou très épanouie. Travail de batterie. — VII. Héritage parental. A donc une fâcheuse tendance à grossir. — VIII. Sujet de méditation. Manière d'être. Avoir pour règle de contester tous les règlements. — IX. Un tiers en trop. Chemin de « traverses ». Mesure. — X. Coupe vibrant du trop. Service d'ordre. On le dit obtus quand il est ouvert. — XI. Symbole chimique. Pourrait qualifier une allumette. — XII. Donne du prix à la vie et peu d'intérêt à l'argent. — XIII. Une des neuf sœurs. Jouent un double jeu. — XIV. Personnel. Donner un coup de fer. Colonnes de bars. — XV. Spécialiste du « piano ». Brut ou brutal. Villa italienne.

VERTICALEMENT
1. Gîte à la nuit. Point de rencontre pour des amateurs de ballon. Est au bord des larmes. — 2. Ville et golfe de Grèce. Se comporte donc comme un « mouton » ou une « brebis ». — 3. Initiation aux armes ou une arme pour initiés. Régime à basses calories. Négation. — 4. Un homme qui aime bien les gourdes. Une addition qui se fait à l'aide d'une division. — 5. Se glisse parfois dans le trépas de l'ortie. Article d'importation. — 6. Ferme un voic d'accès. Sont bien élevés après avoir été dressés. — 7. Espèces de dragons. Classe de petits. — 8. Voir à moitié. Un animal qui pique. Usé

Solution du problème n° 4261
Horizontalement
I. Testament. — II. Escalator. — III. Loire. Été. — IV. Epée. Grèce. — V. Ferré. Nés. — VI. Cause. — VII. Rue. Hie. — VIII. B. Lema. — IX. Quai. Séné. — X. Psi. Net. — XI. Estafette.

Verticalement
1. Tibérienne. — 2. Esop. Ubu. — 3. Scierie. Apt. — 4. Tâter. Lisa. — 5. Ale. Belle. II. — 6. Ma. Airs. — 7. Eclaircissement. — 8. Notées. Anat. — 9. Treacé. Été.

Les épreuves d'admissibilité comprennent la synthèse d'un dossier de presse, une épreuve de langue obligatoire et une épreuve de langue facultative. On peut s'inscrire jusqu'au 11 juillet et du 1^{er} au 12 septembre.

★ INTD, 1, rue Montgolfier, 75003 Paris.

PRIX

SÉRIEUX S'ABSTENIR. — Dans le cadre du huitième Festival de dessin humoristique amateur, qui se tiendra du 1^{er} au 17 août à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), un concours est ouvert aux dessinateurs amateurs de dix-huit ans minimum. Chaque concurrent devra envoyer avant le 20 juillet à l'Office de tourisme un ou plusieurs dessins (cinq maximum) d'un format 21 x 28,7 cm à l'encre noire sur papier blanc (couleurs exclues). Le thème est libre. Les œuvres sélectionnées par le jury (présidé par Jacques Faizant) seront exposées. De nombreux prix en espèces ou en nature seront attribués aux lauréats.

★ Office de tourisme, Syndicat d'initiative, 1, avenue de la Chaux-d'Amour, 64600 Anglet. Tél. : 59-63-77-61.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 juillet 1986 :
DES DÉCRETS
• N° 86-801 du 24 juin 1986 portant publication des amendements de 1983 à la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

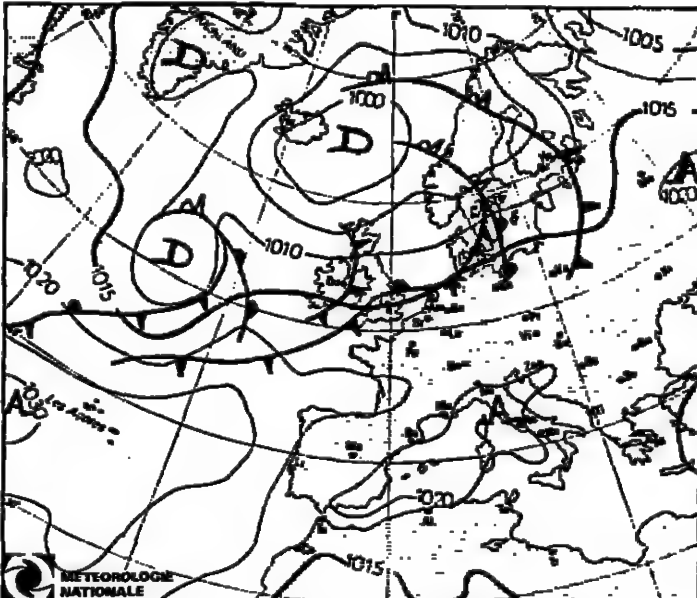
• N° 86-802 du 1^{er} juillet 1986 relatif aux marchés passés au nom des sociétés d'habitations à loyer modéré.

DES ARRÊTÉS
• Du 17 juin 1986 concernant le rendement à l'hectare de certains vins à appellation d'origine contrôlée de la récolte 1985.

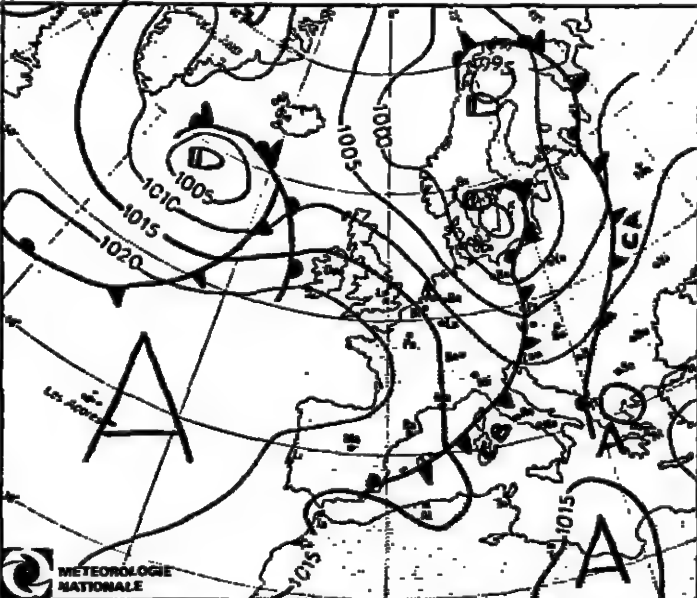
• Du 26 juin 1986 portant approbation de la convention conclue le 25 mars 1985 entre l'ordre des avocats au barreau de Paris et le barreau de Bruxelles.

UNE CIRCULAIRE
• Du 2 juin 1986 relative à la commission départementale de la sécurité routière.

MÉTÉOROLOGIE

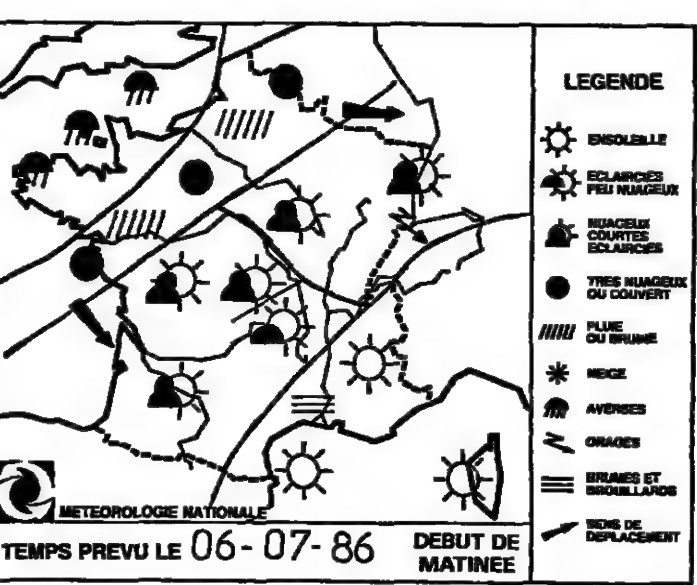


SITUATION LE 5 JUILLET 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 JUILLET À 0 HEURE TU

Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 juillet à 0 heure et le dimanche 6 juillet à minuit.
Une perturbation active va traverser notre pays dans la journée de demain. A l'avant, une évolution orageuse se déclenchera dès la mi-journée. A l'arrière, pénétration de masses d'air plus fraîches et instables.
Dimanche matin, le ciel sera généralement très nuageux, excepté sur la Provence-Côte d'Azur et la Corse, où il fera beau. Une zone pluvieuse, située le matin des pays de Loire au Bassin parisien, au Nord et aux Ardennes, traversera rapidement notre pays, pour se situer en soirée des Pyrénées au pourtour méditerranéen, aux Alpes et à la Corse.
Généralisation du vent d'ouest à nord-ouest modéré avec établissement du mistral et de la tramontane en soirée.



TEMPS PRÉVU LE 06-07-86 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima		Temps observé	
le 4-7-1986 à 6 h TU et le 5-7-1986 à 6 h TU		le 5-7-1986 à 6 heures TU	
FRANCE		TOURS	27 13 C
ALGER	29 16 S	LYON	26 18 C
BARCELONE	29 16 S	LIÉGEOIS	24 14 N
BORDAUX	28 14 N	MARSEILLE	34 20 S
BRETAGNE	28 14 N	MARRAKECH	35 25 S
BREST	28 14 N	MEXICO	26 12 B
CAB	29 16 S	MILAN	31 19 S
CAR	29 16 S	MONTREAL	21 9 A
CHERBOURG	29 16 S	MOSCOW	20 10 C
CLERMONT-FERR	26 13 C	NAGASAKI	22 16 N
COCHIN	27 14 C	NEW-YORK	25 14 S
GENÈVE	27 14 C	OSLO	25 15 C
HAÏPHONG	31 17 S	PARIS	26 19 S
HAÏPHONG	31 17 S	PRAGUE	22 17 N
HAÏPHONG	31 17 S	REIMS	26 19 S
HAÏPHONG	31 17 S	ROUEN	26 19 S
HAÏPHONG	31 17 S	STANLEY	18 11 S
HAÏPHONG	31 17 S	TOKYO	23 20 C
HAÏPHONG	31 17 S	TUNIS	31 23 N
HAÏPHONG	31 17 S	VANGUARDIA	32 17 N
HAÏPHONG	31 17 S	VERNE	30 20 S
HAÏPHONG	31 17 S	VIENNE	31 21 S

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Régions

RETOUR A LILLE

« NORD ÉCLAIR » ET LE PLURALISME

Le point de vue de la direction...

Le pluralisme de la presse ne vait-il à disparaître ? Il existe encore dans notre région du Nord, au contraire de ce que l'on observe dans la plupart des autres provinces. Vous le soulignez dans le supplément spécial du 20 juin sur le Nord. Mais l'ensemble des commentaires que vous avez consacrés dans ce numéro à la presse régionale ne contribuent guère à consolider ce pluralisme. *Nord Éclair* y est, en particulier, traité avec beaucoup de légèreté, voire de condescendance, ainsi que l'a déjà relevé Jules Clauwaert dans notre journal du 22 juin.

Légèreté : dans le sondage que vous publiez sur l'audience des quotidiens du Nord, vous ne faites aucune allusion aux zones de diffusion distinctes de ces quotidiens, ce qui lui ôte beaucoup de sa signification. Rassemblant dans un même tableau les bonnes opinions recueillies sur des journaux différemment implantés, vous rapprochez l'incomparable.

Condescendance : vous expédiez en quelques lignes l'une des expériences les plus intéressantes vécues dans la presse écrite depuis la Libé-

ration. Pour se moderniser, *Nord Éclair*, journal démocrate et social d'inspiration chrétienne, a passé avec le groupe Hersant, voici onze ans, un accord tout à fait original qui prend en compte la double réalité de l'entreprise de presse : une entreprise soumise aux lois du marché mais qui produit, par ailleurs, une marchandise pas tout à fait comme les autres, l'information, symbole et vecteur de démocratie. Ainsi, depuis 1975, l'équipe rédactionnelle de *Nord Éclair*, dépendante pour ses moyens des résultats de l'entreprise, a-t-elle exercé sa pleine responsabilité sur le contenu du journal, dans la fidélité aux options originelles. L'accord signé en 1975 a été loyalement appliqué.

An demeurant, je ne doute pas de l'estime en laquelle vous tenez *Nord Éclair*, puisque pas moins de cinq collaborateurs du journal ont signé des articles dans votre supplément sur Lille. Au moins puis-je vous remercier de cet hommage-là.

ANDRÉ FARINE,
directeur général
de Nord Éclair Edition.

... et de la rédaction

La convention créant la SA Nord Éclair Edition, lors de la cession du journal au groupe Hersant, a permis au titre de sauvegarder son indépendance rédactionnelle et sa personnalité dans un contexte économique difficile et où le pluralisme est menacé, sinon supprimé partout.

Dans cette structure, les journalistes, quoique minoritaires, disposent de moyens d'intervention non négligeables. Nous avons notamment participé de plein droit à la désignation du directeur de la rédaction ; nous intervenons au quotidien sur le contenu par le biais du conseil de rédaction et sur les options fondamentales au sein du conseil d'administration où nous nous retrouvons face aux représentants des fondateurs du journal et à ceux du groupe Hersant.

Nous sommes attachés à la personnalité économique de la rédaction constituée en société autonome et pour laquelle nous revendiquons des moyens matériels supplémentaires, notamment ceux d'une relance vigoureuse et d'une diversification indispensable.

RÉGIS VERLEY,
président de l'Association
des journalistes de Nord Éclair.

« Lille ville au futur ». *Le Monde* a publié sous ce titre, dans ses éditions datées du 20 juin, un supplément de douze pages. Certains de nos lecteurs, lillois ou autres, nous ont fait connaître leurs réactions sur tel ou tel des articles publiés à

cette occasion. Nous leur donnons la parole. Notre correspondant Jean-René Lore revient sur un projet qui intéressera tous les visiteurs de la métropole du Nord : l'équipement hôtelier de la ville, qu'il était urgent de remettre en chantier.

LA FIN DE LA PÉNURIE HOTELIÈRE

Pluies d'étoiles dans le centre de la ville

LILLE, ville de congrès. Ces quatre mots ont pris depuis quelques années forme de slogans dans la capitale des Flandres. Celle-ci dispose, en effet, d'un outil remarquable depuis l'ouverture du Palais des congrès et de la musique en mai 1983 : un investissement de poids (145 millions de francs) réalisé à l'initiative de la municipalité après la faillite du projet d'un promoteur privé, en plein cœur de la ville. Un atout pour « se placer » sur le marché national et international des congrès.

D'ailleurs, après deux ans et demi de fonctionnement, Maurice Chénal, directeur de cet équipement, pouvait se vanter d'une cinquième place au palmarès 1985 des villes de congrès en France (normis Paris et... Nice qui n'avait pas encore ouvert son centre de congrès). Il est vrai que la présence de Pierre Mauroy à Matignon lui avait permis un départ à l'arraché. Les taux de fréquentation permettaient à chaque exercice de présenter des comptes excédentaires (compte non tenu des remboursements d'emprunts contractés pour la construction du palais et pris en charge par la ville). Le Nouveau Siècle accueillait ainsi 40 000 congressistes-jours en 1983, 60 000 en 1984, 51 000 en 1985 ; des chiffres qu'il faut multiplier par trois et même davantage pour prendre en compte les spectacles organisés dans cet ensemble, qui est également « palais de la musique ». On arrive ainsi, pour l'an dernier, à un total de 160 manifestations et à plus de 180 000 personnes accueillies.

Pourtant, en dépit de cette réalisation séduisante, la ville fait par certains aspects figure de sous-développée, tout au moins aux yeux de la clientèle de congressistes potentielle anglo-saxonne. Regrettable pour une ville qui veut jouer la carte de sa position géographique au cœur de l'Europe du nord-ouest. Lille pré-

sente, en effet, ce paradoxe d'offrir un palais des congrès en plein centre et de pouvoir visiter son caractère de ville très vivante le soir, avec ses rues piétonnes et ses places animées ; mais d'envoyer dormir bon nombre de ses hôtes à la périphérie, à quinze ou vingt minutes du centre, voire bien davantage quand elle accueille des rassemblements de mille

heures, masque en fait un déséquilibre profond et des distorsions importantes entre le parc hôtelier lillois et le parc situé en périphérie : Lille-centre regroupe ainsi 80 % des chambres « une étoile » mais seulement 20 % des chambres « trois étoiles » (les 256 chambres du Royal, du Carlton et du Bellevue). Et si pour les deux étoiles l'équilibre

lais des congrès, pas davantage d'ailleurs qu'à la mesure de ses ambitions de ville-carrefour européenne. Mais Lille met les bouchées doubles et va rattraper son retard en quelques années. « On va construire en deux ans plus d'hôtels que depuis dix ans », explique Alain Bourdon, directeur de l'office du tourisme.

Une dizaine d'établissements non-



Le Palais des congrès et de la musique.

vingt-cinq ou deux mille personnes dont certains doivent alors aller loquer jusqu'à Douai, Cambrai ou Dunkerque.

Cette métropole d'un million d'habitants qui forme l'agglomération de Lille, Roubaix, Tourcoing compte soixante-trois établissements hôteliers réunissant un total de 2 700 chambres. La moitié environ se situe dans Lille intra-muros. Mais ce partage, qui peut paraître

paraît mieux préservé (52 %-48 %), il cache lui aussi une différence dans la nature des établissements : dépendant de chaînes hôtelières, les « deux étoiles » situés en périphérie ont été construits dans les dix dernières années, alors que ceux implantés en centre-ville sont de conception plus traditionnelle, même si certains ont consenti d'importants efforts de modernisation.

De ce fait, Lille ne dispose pas d'un parc hôtelier digne de son pa-

veaux devraient ouvrir leurs portes d'ici à 1987, dont quatre dans le seul centre-ville où on n'en a pas construit depuis près de cinquante ans. La carte hôtelière lilloise va s'en trouver rééquilibrée.

Les galeries de l'Opéra

L'investissement le plus spectaculaire sera sans doute la construction, par le groupe Accor, d'un « trois étoiles » au cœur de la ville, face au palais des congrès : 120 chambres de luxe programmées en trois étoiles pour des raisons de surtaxation. Le même groupe a lancé un second projet, tout aussi ambitieux : un Ibis « deux étoiles » à proximité immédiate de la gare, qui ouvrira, comme le précédent, au début de l'année prochaine avec ses cent cinquante et une chambres.

Un autre établissement « deux étoiles » est programmé (ouverture fin 1986) dans l'immeuble actuellement en construction des futures galeries de l'Opéra, qui accueillera dans quelques mois toute une série de magasins de luxe, à deux pas de la Grand-Place.

Enfin, quatrième projet en centre-ville, un socio-hôtel (Urbanclub) de 90 chambres « deux étoiles » financé par le secteur de l'économie sociale (Ircantec, GMF, caisse des dépôts...). A cela vont s'ajouter des ouvertures d'hôtels nouveaux (Campanile, Climat de France, indépendants) en périphérie. D'autres projets existent, notamment la construction d'un « deux étoiles » ou d'un « trois étoiles » à l'emplacement de l'ancienne Bourse du travail, tout près de la Préfecture.

Pour faire face à cette concurrence nouvelle, l'hôtellerie traditionnelle lilloise va devoir revoir son fonctionnement et même son look. Certains établissements ont déjà entrepris de se moderniser. Lille se prépare à vivre sa révolution hôtelière.

JEAN-RENÉ LORE.

LE VAL AU CRIBLE

Très cher, trop cher ?

CERTES, le VAL est technologiquement très réussi. Il faut cependant remarquer que le pilotage automatique a été expérimenté avec succès dans les années 50 par la RATP. Celui-ci assure d'ailleurs la conduite des métros parisiens aux heures de pointe, le conducteur n'agissant que la fermeture des portes.

Ce que je ressens, c'est qu'une volonté louable d'améliorer les transports en commun lillois s'est superposée une opération de prestige. Tous les Lillois sont effectivement très fiers de leur métro. Il suffit par exemple de voir le soin avec lequel ont été décorées les stations pour le comprendre.

Mais le réseau de transport urbain de Lille ne se limite pas qu'à une seule ligne de VAL. Il existe notamment de nombreuses lignes de bus. Là, le bilan semble moins satisfaisant.

faissant : véhicules archi-combustibles et fréquences médiocres, voire inadmissibles (jusqu'à un bus à l'heure). Moi-même, désirant emprunter un bus, j'ai attendu pendant plus de vingt minutes pendant lesquelles sont passés deux véhicules... complets. Cela avait lieu à la station Leclerc desservie par les lignes n° 1 et 2. Comme d'autres personnes, j'ai dû rejoindre à pied la ligne du VAL, située à quelques kilomètres de là. J'ai l'impression que le réseau de bus paye pour son petit frère le VAL. Celui-ci coûterait-il plus cher qu'on nous le dit ?

Ce n'est pas tout : il existe une ligne de tramways, le Monzy, qui relie les communes de Roubaix et Tourcoing à Lille. Celle-ci est sur la quasi-totalité de son tracé en site propre, c'est-à-dire dissociée de la circulation routière, ce qui lui permet d'assurer un service impeccable. « Malheureusement », c'est un tramway. Il est donc prévu de remplacer celui-ci en partie et à grands frais par une ligne de VAL en tunnel, alors qu'il aurait suffi d'acheter des tramways neufs afin d'améliorer encore les services rendus. C'est beau, la logique !

J.-J. FLEURY,
(Neuilly-sur-Seine.)

Champion toute sécurité

SANS personnel dans les stations ni dans les rames, voilà le VAL, premier métro qui a réussi à trancher un problème de sécurité essentiel : aucun voyageur n'a accès à la voie. Les rames s'arrêtent au centimètre près devant des portes palières placées sur le quai — comme pour les ascenseurs — qui ne s'ouvrent et ne se ferment que lorsque le train est stoppé correctement à quai.

Ces dispositifs interdisent à tout voyageur de s'engager dans le tunnel, de tomber par mégarde ou malversation sur la voie, de se jeter sous le train pour se suicider, ou de jeter des objets.

Dans les métros actuels, autres que le VAL, de nombreuses erreurs dues au débouché direct du quai sur la voie provoquent des accidents et empoisonnent le travail des exploitants.

Ces incidents angoissent certains usagers qui redoutent des scènes dramatiques et entretiennent une réputation d'insécurité qui diminue la fréquentation du métro — sans parler des retards subis par les voyageurs. Les accidents coûtent à la collectivité de la même manière qu'un mort ou un blessé sur la route.

La RATP, pour elle-même, ne pouvant assurer « l'arrêt au but »

avec une précision suffisante avait à l'époque creusé dans certaines stations une « fosse anti-suicide » mais n'a pas généralisé ces dispositions.

Le métro de Lyon, en construction, aura la même précision d'arrêt au but que le VAL, mais ses responsables n'envisagent pas la mise en œuvre de cet équipement préventif, qu'ils préfèrent remplacer par un dispositif loia d'assurer la même sécurité. Ce dispositif détecte, par analyse d'image prise par une caméra de télévision, la présence d'un corps étranger sur la voie, et dans ce cas commande l'arrêt du train.

L'arrêt d'un train n'étant pas instantané, tout voyageur ou objet tombant sur la voie à l'arrivée du train sera broyé comme si le détecteur n'existait pas.

Il est évident que ce système sophistiqué n'assurera qu'un service très partiel et que la technique de prévention du VAL, éprouvée et satisfaisante, est la seule que l'on puisse admettre pour épargner des vies humaines et des frais d'exploitation.

A ce niveau, la question est politique plus que technique.

GILDA LEMAITRE,
(Aix-en-Provence.)

L'HOMME ET LES VILLES

MICHEL RAGON

7000 ans d'architecture, de philosophie, de politique et d'aventure
20 x 28 cm — 250 p. — 250 fr. — 220F

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

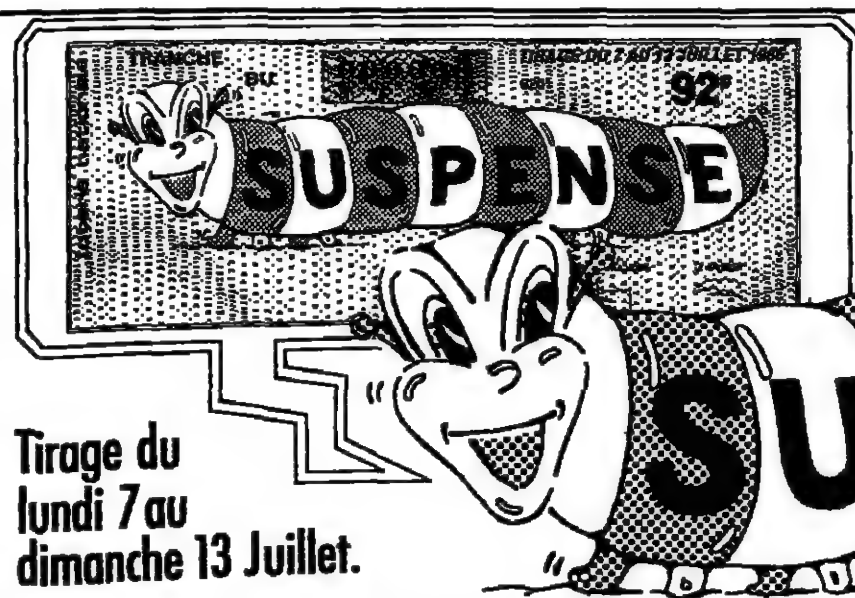
Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicités :

45-55-91-82, poste 4196



UN SEUL BILLET POUR LA SEMAINE.
DU SUSPENSE TOUS LES JOURS.

Billets en vente jusqu'au 7 Juillet.

loterie nationale

مكتبة أمية، لأصل

هنا نحن الأصل

Economie

Le Monde • Dimanche 6-Lundi 7 juillet 1986 13

L'accord euro-américain sur les importations de céréales en Espagne

Le maïs de la discorde

Défendu par M. Guillaume, l'accord euro-américain sur les importations de céréales en Espagne est vivement critiqué par MM. Chaban-Delmas et François-Poncet, qui se sont adressés au premier ministre.

Pas averse de symboles, l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM), qui avait déjà qualifié de « véritable Munich » l'accord euro-américain sur les importations de céréales en Espagne, a organisé, le 4 juillet, une manifestation au pont de Grenelle, à Paris. Objectif : offrir la réplique de la statue de la Liberté le jour de la Fête de l'indépendance des Etats-Unis, à savoir 2 tonnes de maïs. Elles ont été déversées sur la chaussée. Fallait-il, comme le soutient le ministre de l'Agriculture, ou ne fallait-il pas, comme le proclament les producteurs de céréales, faire la part du grain en offrant aux Etats-Unis la possibilité d'exporter pendant six mois du maïs et du sorgho en Espagne, en faisant comme si la règle de la préférence communautaire était mise entre parenthèses, bien que ce pays soit maintenant depuis six mois dans la Communauté ?

La réponse n'est pas évidente. Si l'on s'agitait de l'apprécier au

plan technique comme au plan politique ce qu'il est raisonnable d'accorder aux Etats-Unis, et de comparer les mérites respectifs de la négociation globale et de l'accord partiel, les arguments des uns et des autres mériteraient intérêt. Mais cette affaire prend une dimension politique, et des divergences apparaissent dans la majorité. Après avoir écrit à Jacques Delors, président de la Commission européenne, c'est au premier ministre Jacques Chirac que le président de l'Assemblée nationale Jacques Chaban-Delmas, l'ancien ministre Jean François-Poncet et les parlementaires aquitains de la majorité viennent de demander « l'instauration de ne pas souscrire à un accord qui priverait l'agriculture du Sud-Ouest, dont la production de fruits et de légumes est gravement menacée par la concurrence espagnole, de la seule compensation qu'elle peut espérer et qui risquerait de constituer un dangereux précédent ».

« Nous rappelons, poursuit M. Chaban-Delmas, que notre région a été sévèrement pénalisée par la décision des deux précédents gouvernements de supprimer le plan Grand Sud-Ouest, et qu'en conséquence elle affronte sans réelle préparation la protection des risques que l'élargissement com-

porte, notamment pour son agriculture. Les réserves que vous avez énoncées et si fortement exprimées à l'encontre de l'élargissement bécot nous autorisent à espérer que vous ne resterez pas insensible à notre appel ».

Cet argument de l'élargissement mal préparé est aussi utilisé par M. Guillaume... mais pour justifier cette fois la nécessité de l'accord avec les Etats-Unis. Il y a certes dans l'adresse des parlementaires aquitains une préoccupation régionale, puisque les producteurs de maïs concernés, les seuls dans le Sud-Ouest de la France, mais force est de constater qu'il y a un flottement dans la majorité sur cette affaire, qui n'aurait rien de bon quant à la poursuite des négociations avec les Etats-Unis. Il y a, sous-jacent, le vieux clivage entre les nationalistes guillots et les atlantistes. On y retrouve même l'alliance objective des premiers avec le Parti communiste qui, par la voix de M. Lajoinie, demande au ministre de l'Agriculture de refuser cet accord qui « constitue une nouvelle capitulation de l'Europe devant les exigences des Etats-Unis ». L'agence soviétique Tass n'est pas en reste, qui parle de « reculade » de la CEE pour un compromis « qui ne résout pas le fond du conflit ».

La coalition gouvernementale ne va certes pas sauter pour quelques centaines de milliers de tonnes de maïs, mais cette question des rapports transatlantiques est suivie avec inquiétude dans les milieux politiques et ministériels.

Dans la sphère agricole, on assiste à un retournement des positions : M. François Guillaume, qui n'a jamais été tendre pour ses collègues centristes, joue les conciliateurs avec Washington quand, par exemple, les dirigeants des producteurs de blé haussent le ton, de manière inhabituelle, en écrivant : « Une fois de plus, la politique du gros bâton aura payé. Les Européens se sont inclinés. Ils ont en principe une ligne de défense fixée au 31 décembre, date de la fin des négociations au Gatt. On verra alors si la défaite est une vraie déroute et si l'Europe et la France ont sacrifié leurs productions céréalières et une bonne part de leur agriculture. Pourquoi parler de coresponsabilité ou de quotas ? C'est un débat hypocrite si par ailleurs des concessions exorbitantes viennent condamner l'avenir. » C'est un ton qu'aurait affectionné l'ancien président de la FNSEA, mais, depuis, le ministre doit suivre une ligne fixée à Matignon.

JACQUES GRALL.

REPÈRES

Chômage

Légère baisse aux Etats-Unis

Le chômage a diminué de 0,2 % en juin aux Etats-Unis par rapport à mai, revenant à 7,1 % de la population active. Selon les chiffres officiels, 8,40 millions de personnes étaient au chômage en juin, soit 111 000 de moins qu'en mai. Le mois dernier, 109,6 millions de personnes avaient un emploi civil, soit 563 000 de plus qu'en mai.

Dans l'industrie, 55 000 emplois ont été perdus le mois dernier. Les industries pétrolières et gazières, affectées depuis plusieurs mois par la baisse des prix du pétrole, ont réduit leurs effectifs de 150 000 personnes. Ce secteur a perdu 320 000 emplois depuis mars 1982.

Le bâtiment, qui, depuis le début de l'année, a soutenu l'activité économique, a supprimé en juin 30 000 postes de travail, mais les 4,9 millions d'ouvriers du bâtiment représentent 300 000 emplois de plus qu'en juin 1985. En revanche, le secteur des services a créé en juin 145 000 emplois, après 200 000 en mai.

dont le bail prend pour référence l'indice du premier trimestre. Rappelons que les loyers des appartements vacants sont indexés depuis le 1^{er} janvier 1986. Quant aux « dispositions transitoires » prévues dans le plan Méhaignerie, elles ne pourront être appliquées que lorsqu'elles auront été votées par le Parlement et publiées au Journal officiel.

Paiements courants

Excédent en avril

La balance des paiements courants, selon les premières estimations officielles, dégagé, au cours du mois d'avril, un excédent de 162 millions de francs en chiffres bruts, après un déficit de 2,1 milliards de francs en mars.

Le commerce extérieur (en données brutes de paiements) a été déficitaire de 4,9 milliards. Les opérations de négoce ont été excédentaires de 780 millions de francs. L'excédent des services et autres biens et services atteignait 5,5 milliards. Le déficit des transferts unilatéraux s'est élevé à 1,2 milliard de francs.

En données corrigées des variations saisonnières, la balance des paiements courants enregistre un déficit de 787 millions en avril, après 1,9 milliard en mars.

La balance des paiements courants des quatre premiers mois de l'année, en données brutes, est déficitaire de 4 milliards de francs, contre 17,5 milliards de francs pour la période correspondante de 1985. En données corrigées des variations saisonnières, elle est excédentaire de 5,1 milliards, contre un déficit de 8,2 milliards de francs pendant les quatre premiers mois de 1985.

Loyers

En hausse de 3,51 %

L'indice trimestriel du coût de la construction de l'INSEE publié au Journal officiel du 4 juillet s'est établi à 855 pour le premier trimestre de 1986, en hausse de 3,51 % par rapport à celui de l'année précédente (826). Cette hausse est applicable pour la révision annuelle ou pour le renouvellement de tous les loyers

Un plan pour l'emploi

Le gouvernement veut relancer les TUC

(Suite de la première page.)

Chômeurs de longue durée, ceux-ci seraient appelés à effectuer des travaux pour les collectivités locales. Celles-ci, par convention avec l'Etat, s'engageraient à verser un complément d'indemnités ou des prestations en nature, un peu à la manière des TUC (travaux d'utilité collective).

La reprise d'anciennes recettes

Avantage de la mesure qui pourrait toucher 100 000 personnes en année pleine : elle ne coûterait rien à l'Etat ni à l'UNEDIC, et améliorerait les statistiques du chômage. Inconvénients :

de services rendus, aux côtés de bien d'autres activités d'entraide. Cela devrait favoriser le développement de « sous-emplois ».

Côté replâtrage, on trouve essentiellement la relance de deux dispositifs. D'abord, les TUC, pour lesquels on se fixerait un objectif encore plus ambitieux qu'actuellement (210 000 à 250 000 bénéficiaires contre 185 000 en mai dernier). Pour cela, on envisage d'en améliorer le volet formation, trop souvent sacrifié. Ensuite, on s'apprête à relancer les stages de formation pour les chômeurs de longue durée, interrompus faute de financement depuis février 1985. Très onéreuse : 3 milliards de francs pour la précédente campagne — la formule a permis à 40 % des sta-

sonnes, on supprimerait les « délais de carence » pendant lesquels aucune allocation n'est versée. M. Philippe Séguin s'est prononcé pour cette mesure.

En échange, on abaisserait le plafond de ressources pour les allocations de solidarité, ce qui aurait pour effet de réduire de 6 % à 7 % le nombre des bénéficiaires. Toutefois, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat, y serait opposé : l'opération ne serait pas sans conséquence sur le système de revenu minimum pour les personnes sans ressources, qu'il souhaite étendre avec l'aide des collectivités locales.

Quant aux projets à long terme, ils ne sont jamais que la remise au goût du jour d'idées déjà évoquées ici ou là. Par exemple, on aimerait bien rapprocher l'ANPE, chargée du placement, des demandeurs d'emploi, et l'UNEDIC, gestionnaire des chômeurs pour les indemnités : entre les deux institutions, il y a des synergies à développer. En outre, puisqu'une réforme de l'ANPE a été annoncée, on la ferait en confiant la tutelle de cet organisme aux partenaires sociaux, à l'exemple de l'Office fédéral du travail allemand. L'ANPE, comme l'UNEDIC, serait placée sous contrôle paritaire après une négociation qui viendrait alimenter la politique contractuelle.

Après tout, pour observer les défenseurs de ce schéma, le placement est une responsabilité publique peu différente de la gestion d'un chômeur pratiquée par l'UNEDIC. Les partenaires sociaux seraient tout à fait capables de s'en occuper et réaliseraient peut-être la mobilisation pour l'emploi que certains désespèrent de voir se concrétiser.

Au-delà, ce rapprochement permettrait certainement de faire avancer un projet ancien et séduisant. Sauf en de rares cas, l'entrée en stage de formation entraîne actuellement la suspension provisoire de l'indemnisation par l'UNEDIC. Pendant la durée du stage, le chômeur est rémunéré par l'Etat, qui finance également la formation. Pourquoi, s'interroge certains, ne pas maintenir le paiement des allocations UNEDIC pendant le stage, l'Etat ne supportant dès lors que le coût de la formation proprement dite ? Cette nouvelle répartition des charges, en soulageant l'Etat, lui permettrait de multiplier, pour une même dépense, le nombre de bénéficiaires de stages.

On pourrait amplifier l'effet de la mesure par le rapprochement de l'ANPE et de l'UNEDIC. Les partenaires sociaux, gestionnaires de l'UNEDIC, ont toujours voulu la séparation des comptes par crainte d'être entraînés dans le financement indirect d'une politique de l'emploi. Si des garanties leur étaient données, et s'ils étaient gestionnaires de l'ANPE, ils pourraient changer d'avis, espère-t-on.

Tel qu'il se dessine, le plan emploi est dicté par une préoccupation majeure. Plus le temps passe, plus le gouvernement s'inquiète des « effets de substitution » que pourrait provoquer, sur les autres catégories de travailleurs ou de chômeurs, les mesures prises en faveur des jeunes. Les chefs d'entreprise pouvant être tentés de se séparer des plus vieux salariés pour profiter des avantages liés à l'embauche des jeunes. Il s'agit donc de corriger les risques les plus graves et de rééquilibrer un programme de traitement social.

ALAIN LEBAUDE.

Les petits métiers

Depuis quelques jours, M. Philippe Séguin a commencé à lancer publiquement l'idée d'accorder, dans le cadre des réductions d'impôt pour 1987, des avantages fiscaux pour de petits emplois, occupés de façon intermittente ou au « noir » notamment dans le cadre familial. Le ministre a notamment évoqué le projet devant les élus locaux de l'Aquitaine, réunis dimanche 29 juin à Dax. Vendredi 4 juillet M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, a pris le relais. Il s'agit de déduire du revenu imposable une partie des salaires ou des charges sociales payés pour ces travaux.

L'objectif est double. Premièrement : « gorifier » un peu les mesures en faveur des familles. Car malgré le supplément — considérable — de recettes obtenu pour la Sécurité sociale par M. Séguin, les sommes disponibles restent limitées ; en facilitant l'emploi de personnel domestique — garde d'enfants ou de personnes âgées — on peut aussi aider les familles en particulier celles où les femmes travaillent à l'extérieur. Deuxièmement : essayer par ce biais de créer des emplois, en incitant des ménages, qui aujourd'hui n'utilisent pas ce genre de services, à y faire appel à leur tour. « Les ménages peuvent aussi créer des

emplois », dit-on au ministère des affaires sociales.

Mais l'idée n'est pas facile à mettre en pratique. Pour que la mesure incite vraiment à créer des emplois et ne serve pas seulement à blanchir des travaux actuellement effectués « au noir », il faut placer la barre assez haut, donc accepter de perdre des sommes non négligeables pour le fisc, ce que l'administration de la rue de Rivoli ne voit pas d'un bon œil. A cela s'ajoutent les réticences habituelles des services fiscaux à l'égard de réductions d'impôt non traditionnelles.

D'autre part, on redoute que ces mesures servent surtout aux catégories sociales favorisées qui seules utilisent aujourd'hui ce type de services. On discute donc ferme entre la Rue de Grenelle et la Rue de Rivoli sur le niveau d'exonération accordé : celui d'un SMIC, d'un tiers ou d'un demi-SMIC, et l'on multiplie les simulations.

D'autant qu'il faut éviter de faire concurrence à des professionnels existants : il faut donc essayer de circonscrire assez clairement les activités concernées. Ce qui n'est pas facile, puisqu'il s'agit précisément de tâches assez mal définies aujourd'hui.

G. H.

elle ne viendrait pas en aide aux plus démunis, les chômeurs non indemnisés, et cela pour des raisons financières.

La deuxième solution, à laquelle le ministre des affaires sociales tient beaucoup, est moins avancée. Elle consiste sous un intitulé vague — « Les activités de voisinage » — et consisterait en une exonération des charges sociales pour certaines petites tâches effectuées actuellement « au noir ». Le travail domestique, la distribution des journaux ou même le portage du pain pourraient entrer dans cette catégorie

giales de retrouver un emploi. Si l'on parvient à dépasser 40 000 bénéficiaires en 1986, on se fixe un objectif de cent mille pour 1987 (chômeurs de longue durée de moins de vingt-cinq ans exclus).

Côté corrections légères, il est question d'intervenir sur les allocations spéciales de solidarité, financées par l'Etat et versées sous conditions de ressources aux personnes ayant épuisé leurs droits à l'assurance-chômage, ou n'ayant pas obtenu de prolongation. Dans ce dernier cas, qui touche deux mille à trois mille per-

Le tourisme économique

Une autre France à découvrir

Intéresser les Français à leur économie, valoriser les entreprises aux yeux des étrangers, tel est le pari de l'association Une autre France à découvrir (1), qui propose une liste de mille deux cents établissements à visiter. L'organisation, née il y a un an, regroupe des représentants des partenaires sociaux et des touristes-opérateurs. Pour mener à bien son opération, elle a dû vaincre bien des réticences : les chefs d'entreprise méfiant n'osant ni ouvrir une usine ancienne ni dévoiler les secrets de sa technologie, et les syndicats restant sceptiques. En France, le travail n'est pas valorisé comme dans des pays industriels tels que l'Allemagne fédérale, le Japon ou les Etats-Unis, où le tourisme d'entreprise est largement pratiqué.

Pourtant, le tourisme économique a déjà fait ses preuves dans certains secteurs. Des entreprises y trouvent un intérêt économique direct, en proposant un produit à la vente : usines de chocolat (certains établissements de Poulenc vendent directement 25 % de leur production), caves de Roquefort (170 000 visiteurs par an) ; d'autres doivent justifier leur existence dans l'environnement : c'est ainsi que les centrales

nucéaires (400 000 visiteurs par an) se sont banalisées aux yeux des Français. Deux à trois millions de personnes parcourent déjà chaque année les usines Peugeot à Sochaux, le port autonome de Strasbourg, les Salines du Midi. Dans le Languedoc-Roussillon, les villages d'entreprises rivalisent avec les scènes de Nîmes.

La documentation sur ces nouveaux sites touristiques était dispersée et désuète. L'association l'a codifiée et centralisée. Elle propose ainsi aux agences de voyages, aux touristes français et étrangers une documentation sur le matériel recensant les établissements à visiter.

Trente mille nouvelles entreprises vont être informées et sollicitées au cours des mois à venir. Des circuits à haute technologie seront aussi proposés aux professionnels français et étrangers. Mais il faut noter que les guides touristiques jouent déjà le jeu en citant et présentant dans leur édition de 1986 les principales entreprises ouvertes au public.

M. C. R.

(1) Association Une autre France à découvrir. Direction du tourisme, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45-75-62-16.

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

● RFA : baisse de la production industrielle en mai. — La production industrielle en RFA a baissé de 1,9 % en mai par rapport à avril en données corrigées des variations saisonnières. Il y avait un grand nombre de jours fériés et de ponts en mai. En un an (mai 1986 comparé à mai 1985), la production industrielle a augmenté de 2,7 %.

Sur une période de deux mois, la production a augmenté de 2 % (avril-mai par rapport à février-mars). Elle a augmenté de 5 % en avril-mai 1986 par rapport à avril-mai 1985.

● PRIX : Hausse de 0,2 % en juin en RFA. — Les prix de détail ont progressé de 0,2 % en juin, selon les chiffres provisoires publiés par l'Office fédéral de statistiques de Wiesbaden. Par rapport à juin 1985, les prix ont toutefois baissé en RFA de 0,2 %, souligne l'Office.

● NEUVES-MAISONS : huit blessés dans l'explosion d'un four électrique. — Huit ouvriers ont été blessés, dont un gravement, lors d'une explosion, le 4 juillet, du four électrique de l'aciérie de Neuves-Maisons (Maurthie-et-Moselle). L'accident serait dû à une entrée d'eau qui, au contact des électrodes du four, l'aurait fait exploser.

Transports

● GRANDE-BRETAGNE : le TGV à la casse. — L'équivalent britannique du TGV français, l'APT (Advanced Passenger Train), va être envoyé à la casse avec ses dix voitures. Les chemins de fer du Royaume-Uni ont pris cette décision, le 3 juillet, après les déboires des quatre prototypes électriques ou à turbine à gaz qui ont coûté 43 millions de livres (460 millions de francs). Ce train aurait dû atteindre la vitesse de 255 km/h, mais sa suspension s'est révélée catastrophique pour le confort de passagers qui souffraient, à bord, du mal des transports. Il avait été retiré du service en 1985. — (Reuters.)

● ERRATUM. — Le pouvoir d'achat des salaires mensuels nets a baissé de 0,6 % par an en moyenne entre octobre 1981 et octobre 1985 et non entre octobre 1982 et octobre 1985, comme une erreur nous l'a fait écrire dans nos dernières éditions datées du 4 juillet, page 24, dans le « repère » évoquant les trois années de baisse du pouvoir d'achat en France.

Social

● CHANTIERS DE NORMANDIE : 248 EMPLOIS SUPPRIMÉS. — La direction des Chantiers mécaniques de Normandie (CMN) a annoncé, le 4 juillet, la suppression de 245 emplois en raison de la faiblesse du plan de charge. Cette diminution des effectifs serait réalisée sur le biais de 187 licenciements, le reste des allègements consistant en mises en préretraite et en conversions de temps complets en temps partiels.

● Camions Mercedes en Chine. — Daimler-Benz va transformer sa technologie en Chine, pour la construction d'une usine de poids lourds, a annoncé la firme allemande le 4 juillet. La Chine, qui essaie de substituer une production locale aux importations de véhicules, espère fabriquer huit mille camions par an dans cette usine, d'après l'agence Chine Nouvelle.

ENTREPRISES

Regroupement de l'industrie pharmaceutique suédoise

La société Suédoise Pharmacia a annoncé, vendredi 4 juillet, le rachat des laboratoires pharmaceutiques Leo pour la somme de 3,3 milliards de couronnes (autour de FF). Le nouveau groupe comptera six mille trois cents employés. Avec un chiffre d'affaires annuel estimé à 4,5 milliards de couronnes, il sera pratiquement aussi grand que le numéro un actuel de l'industrie pharmaceutique suédoise, Astra. Ce rapprochement renforce la position de Volvo dans le secteur puisque le constructeur automobile contrôlera à peu près 21 % de Pharmacia. Une tentative similaire de restructuration de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique suédoise avait échoué au début de l'année. Après bien des péripéties, Volvo avait décidé de rompre l'accord de principe conclu avec la société de biotechnologies Fermenta, dirigée par M. Rolf Eklund. Celui-ci se déclare aujourd'hui « profondément déçu ». « On m'a volé mes idées », dit-il, la restructuration va se faire. Mais, sans moi... »

Rhône-Poulenc se renforce dans le film polyester au Brésil

La filiale française de la chimie va investir 34 millions de dollars (240 millions de francs) pour construire au Brésil une unité de films polyester pour emballage, d'une capacité de 10 000 tonnes par an. En renforçant son potentiel industriel sur ce créneau d'activité en Amérique du Sud, l'entreprise française vise à obtenir une dimension internationale capable ultérieurement de lui permettre d'attaquer le marché d'Amérique du Nord (90 % de la production sera exportée). Rhône-

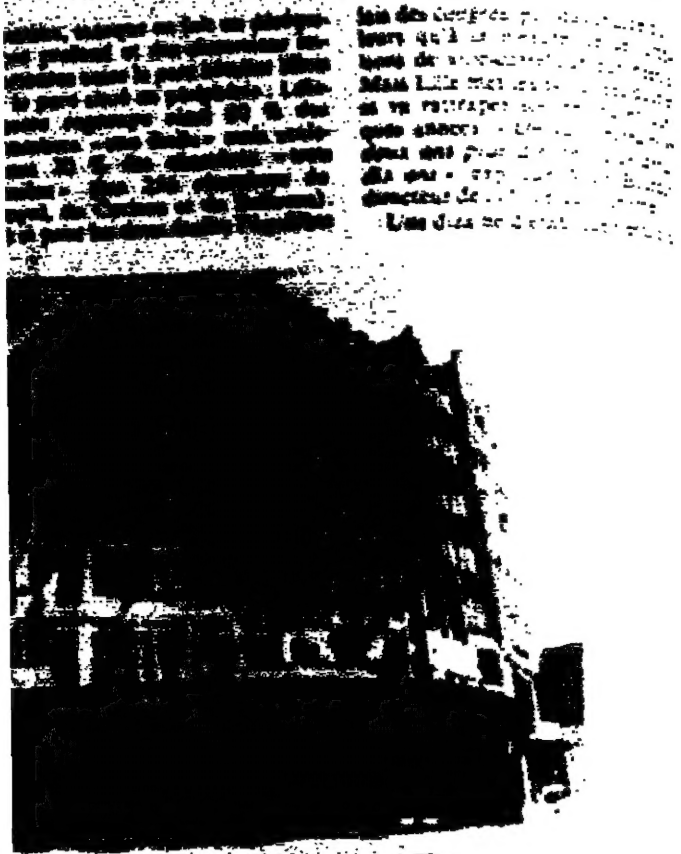
Poulenc se classe déjà au cinquième rang mondial dans le film polyester

avec une capacité de 30 000 tonnes par an.

● Camions Mercedes en Chine. — Daimler-Benz va transformer sa technologie en Chine, pour la construction d'une usine de poids lourds, a annoncé la firme allemande le 4 juillet. La Chine, qui essaie de substituer une production locale aux importations de véhicules, espère fabriquer huit mille camions par an dans cette usine, d'après l'agence Chine Nouvelle.

LES HOTELIERS

la centre de la ville



Le centre de la ville est devenu un lieu de rencontre pour les hôteliers. Ils se réunissent pour discuter des tendances du marché, des nouvelles réglementations, et des stratégies de développement. Les hôtels de prestige jouent un rôle central dans l'économie locale, attirant des touristes et des investisseurs.

une sécurité

La sécurité est une préoccupation majeure pour les hôteliers. Ils doivent garantir la sécurité de leurs clients, de leurs employés, et de leurs biens. Cela implique des mesures strictes de contrôle d'accès, des protocoles d'urgence, et des investissements dans des technologies de sécurité. Les hôtels de luxe sont souvent soumis à des normes de sécurité plus élevées que ceux de moindre gamme.

Pour la semaine. LES JOURS.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

SERAIT-CE déjà l'été indien ? Calendrier à la main, les boursiers se sont repris à espérer cette hausse d'été que d'anciens appellent de leurs vœux après la purge de mai-juin. Le fait est que les beaux jours ont refait leur apparition sous les lambris du palais Brongniart. Non seulement le volume d'activité a dépassé, pour la première fois depuis bien longtemps, la barre du milliard de francs, mais la clientèle étrangère a recommencé à gravir l'escalier central à la Bourse de Paris. En haut de l'affiche, le score était sans appel : cinq séances de gains consécutifs avec des écarts appréciables (2,6 % jeudi) et une hausse de plus de 5,5 % pour l'ensemble de la semaine qui fait craindre à quelques esprits chagrins que « le marché remonte trop vite ».

De ont pourtant raison. « Après une phase de forte baisse et à rythme rapide, d'importants ajustements de position ont été opérés sur les valeurs françaises et la position de place a dénoté de motifs », rappelle un habitué de la rue Vivienne. « La cote s'en est trouvée assainie, et le fond du marché reste solide. Certes, on peut encore baisser de quelques points au cours de la période estivale, mais les cours devraient rebondir », assure-t-il en manifestant toutefois une certaine prudence, compte tenu de l'attitude que pourrait adopter l'étranger.

« Depuis deux jours, on le sent très présent sur le marché », affirme tel autre professionnel qui a cru reconnaître l'accent américain au détour des colonnes et s'enthousiasme jusqu'à évoquer la présence — discrète — d'éléments de l'empire du Soleil levant. Il est vrai qu'à Wall Street l'indice Dow Jones, qui culmine à des niveaux record, paraît fermement installé au-dessus de la barre des 1 900 points. Pendant ce temps, Tokyo panache ses chemises de crête, et les Bourses européennes affichent encore une insolente santé.

Si l'on veut bien laisser de côté le cas du marché madrilène, qui s'est envolé avec une hausse de 120 % en un an, l'Italie n'est pas mal lotie avec une progression spectaculaire de 95 %, suivie par la Suède (80 %), la Finlande et la Belgique avec un gain de 60 % environ. Avec une hausse de 35 % en moyenne, Francfort et Amsterdam fixent les limites de leurs ambitions, et la France (+ 60 %) n'a aucun mal à se distinguer. « Paris a toujours connu des mouvements montueux », rappelle à juste titre un boursier ordonné qui tient ses archives à jour. L'actuel mouvement de hausse du dollar ne devrait qu'accentuer ce phénomène.

L'Allemagne fédérale, qui est un très gros exportateur industriel vers les États-Unis est naturellement plus sensible à la baisse du dollar que peut l'être la France, par exemple, un pays plutôt importateur », souligne un professionnel, pour expliquer l'attrait de Paris face à Francfort. La glissade du billet vert incite les fonds américains qui gèrent des sommes colossales à se tourner de plus en plus vers l'étranger, constate justement le Centre d'observation et de perspectives sociales (COPS) dans une étude qu'il

Un bon fond

vient de consacrer aux projets d'investissements des pension funds américains.

Malgré Paris à sa fierté. Compter sur les autres ? Pourquoi pas, mais nous avons tout de même quelque 20 milliards de francs sous forme de coupons qui tombent dans notre escarcelle en ce mois de juillet, tient-on à faire remarquer. Certes, rétorque tel autre, mais il suffit de quelques émissions importantes, témoin les certificats d'investissement de la BNP et du Crédit lyonnais lancés dans une conjoncture difficile et qui, depuis, évoluent en clopinant, pour « éponger » une partie importante de ces liquidités. Heureusement, pour l'heure, c'est surtout la « réticence des vendeurs » qui saute aux yeux.

Tonton signe...

A ces éléments techniques favorables à la Bourse s'ajoute un climat politique moins crispé. « Tonton signe... », entendez par là que François Mitterrand a signé la loi sur la privatisation en acceptant la promulgation de la loi d'habilitation qui autorise le gouvernement à agir par ordonnances dans le domaine économique et social, laquelle a été publiée au Journal officiel le 3 juillet dernier. Bien plus qu'un clin d'œil à Jacques Chirac, cette décision est interprétée comme la volonté de l'Élysée de ne pas gêner Matignon maintenant que le Conseil constitutionnel a, sur plusieurs points, mis l'accent sur les nécessaires garde-fous à respecter.

Rassurés sur ce sujet, les boursiers ont repris leurs petites affaires en délaissant ces « actions de commis » (des titres hautement spéculatifs) qui leurs ont valu quelques déboires récemment. Au bénéfice des valeurs de distribution, d'armement et à dominante technologique, tandis que l'étranger jetait encore son dévolu sur Peugeot, Michelin, Thomson-CSF, Lafarge-Coppée, L'Oréal... Au « hit parade » hebdomadaire, Pechelbron, CFDE et Chorgens SA se partagent les trois premières marches du podium avec des hausses de 16 % à 20 %. Téléphonique électrique et CGIP ont été également bien en cour. On notera à propos de cette dernière que le reclassement de « papier » opéré dans le cadre de l'accord conclu avec le groupe De Benedetti et Valéo a été facilité par la suspension de cotation des actions de l'équipementier automobile français le 4 juillet. Une mesure provisoire ; les cotations reprendront le 7 juillet prochain.

Malgré certains titres domo encore du socci au palais Brongniart. L'annonce d'un premier semestre 1986 déficit-

Semaine du 30 juin au 4 juillet

taire pour Pechain est jugée préoccupante, et on s'interroge aussi sur l'avenir d'Orléans après la décision directoriale de « gérer l'existant » sans aborder franchement une modernisation que l'on croyait indispensable. Au fil des valeurs, c'est la SCREG qui retient encore l'attention avec une chute des cours de 23 %. « L'action ne vaut plus rien », affirme un professionnel, alors qu'elle cotait encore 40 francs vendredi. « Mais c'est le droit de souscription qu'il faut surveiller », ajoute-t-il en faisant allusion aux opérations complexes d'augmentation de capital auxquelles recourt cette entreprise, reprise par Bouygues.

Naturellement, ce sont encore Fives-Lille et Générale de fonderie qui suscitent des commentaires. La commune de fonderie n'a toujours pas digéré la désillusion avec laquelle les responsables de la première entreprise ont pu se prévaloir en mai dernier de quelque 10 millions de francs de bénéfices pour NASA Electronique, filiale à 60 % de Fives-Lille, un résultat qui se transformait quelques semaines plus tard en une perte de 70 millions de francs aggravée par autant d'abandons de créances. On savait que l'évolution de NASA était difficile à entrevoir, mais, à ce niveau, ce n'est plus de myopie mais d'une cécité totale dont les dirigeants de cette entreprise ont fait preuve.

Pour la Générale de fonderie qui a vu ses effectifs au niveau du groupe dégringoler de onze mille trois cents personnes fin 1981 à environ six mille aujourd'hui la cause est entendue : la Compagnie internationale de chauffage est cédée à Nord-Est, société holding à caractère industriel du groupe Farib, lequel est également directement engagé dans la Générale de fonderie. Cela au nom d'une synergie entre les deux affaires, Nord-Est possédant sa propre activité de fabrication de radiateurs. Une fois que sera créée l'activité de robinetterie (les discussions se poursuivent avec des partenaires qui ne sont pas nécessairement entravés, financiers ou à la direction), il ne restera plus à la Générale de fonderie qu'une activité de holding financier coiffant des participations minoritaires dans les entreprises cédées, quelques autres bricoles et trois sociétés industrielles spécialisées dans la climatisation, la fonderie et le chauffage électrique.

Là encore, on peut reprocher à des dirigeants de ne pas avoir prévu à temps la déconfiture de telle ou telle de leurs sociétés (dans le cas présent du groupe Fievet), mais au moins faudrait-il les inciter à ne pas oublier qu'ils ont des actionnaires et que ceux-ci seront certainement reconnaissants à la société de les prévenir à temps de ces retournements de situation... L'action Générale de fonderie sera rayée du marché à règlement mensuel à partir du 23 septembre prochain et transférée au comptant : ce que certains interprètent comme l'étape précédente d'une future inscription au seul marché horn-côte.

SERGE MARTL

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En hausse

En dépit du repli observé jeudi, à la veille du 4 juillet consacré à la fête de l'indépendance qui revêt cette année un éclat particulier, le marché new-yorkais a continué à progresser, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles clôturant la mini-semaine boursière à 1 900,57 points. Les statistiques relatives au chômage ont peu influencé le Big Board alors que les pronostics établis par le Wall Street Journal et selon lesquels la croissance économique des États-Unis pour les six mois en cours sera supérieure à celle du premier semestre 1986, ont plutôt réconforté la communauté financière. La remontée éventuelle des taux d'intérêt et du dollar n'est guère escomptée dans la mesure où l'annonce d'un lourd déficit commercial en mai dernier (plus de 14 milliards de dollars) continue plutôt un élément d'attention.

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
Alcoa	38	38 1/8
AT&T	25 3/8	24 1/8
Boeing	62 1/8	64
Chase Man. Bank	44 3/4	44 3/8
De Pont de Nemours	83	82 1/8
Eastman Kodak	58 1/4	57 3/4
Exxon	61	60 3/4
Ford	35 1/8	34 5/8
General Electric	80 5/8	80 1/8
General Motors	76 3/4	77 7/8
Goodyear	35	33 1/4
IBM	167 1/4	169
ITT	54	58 1/8
Mobil Oil	31 3/8	31
Pfizer	71	72 3/4
Schlumberger	32 7/8	33
Texas	30 1/8	30 7/8
UAI Inc.	54 7/8	52
Union Carbide	21 1/4	24 1/8
US Steel	20 1/2	20 3/8
Westinghouse	53 1/2	53 1/8
Xerox Corp.	55	56

(*) Fête nationale le 4 juillet.

LONDRES

Hésitant

Appuyé en début de semaine par la performance record de Wall Street, et par le retour des investisseurs après les démissions d'actions de Morgan Grenfell et Thames TV, le Stock Exchange a par la suite viré à la baisse, après les résultats décevants de GEC (électriques), qui a enregistré la première diminution de son bénéfice annuel depuis dix-neuf ans, les pauvres déboites et Bourse de Morgan Grenfell et l'éclat de l'OPA de Dixons sur Woolworth.

Les compagnies pétrolières ont été déprimées par l'ajournement sans résultat positif de la conférence de l'OPEP à Brioni et l'affaiblissement consécutif des cours du pétrole.

Indices - FT - : industrielles : 1356,5 contre 1354,4 ; mines d'or : 196,3 contre 198,5 ; fonds d'Etat : 91,66 contre 90,84.

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
Beecham	418	435
Bovril	334	315
Brit. Petroleum	285	278
Charter	270	261
Courtauld	300	297
De Beers (*)	630	650
Free gold	7 5/8	7 5/16
Glaxo	10 1/4	10 3/8
Gl. Univ. Stores	13 5/8	13 3/8
Imp. Chemical	996	100 1/8
Shell	482	476
Unilever	17 13/64	17 51/64
Vickers	470	478
War Loan	39 5/8	39 5/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Morosité

La Bourse a été morose cette semaine. A l'exception d'une brève reprise mercredi, les cours n'ont cessé de baisser pour terminer sur une chute d'environ 2 % en une seule séance, vendredi. En fin de semaine, plusieurs indices ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. L'indice de la Commerzbank a atteint vendredi 1867,4 points contre 1951,6 points le vendredi précédent.

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
ABG	304	291
BASF	267	257
Bayer	297	282
Commerzbank	309	295
Deutschebank	783	741,50
Hoechst	267	255,50
Karstadt	351	347
Mannesmann	212	187
Siemens	434	413
Volkswagen	535,50	472

TOKYO

La hausse, toujours

La Bourse de Tokyo a vécu une semaine de hausse avec le soutien des investisseurs privés, l'indice Nikkei enregistrant de nouveaux records. Le Nikkei a terminé la séance de samedi à 17 595,36 yens, contre 17 500,43 yens la précédente semaine.

L'indice général a avancé d'une semaine à l'autre de 1 350,14 points à 1 355,31 points. Il avait progressé de 5,58 points la précédente semaine.

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
Akai	490	460
Bridgestone	706	747
Canon	1 620	1 597
Fuji Bank	1 570	1 590
Honda Motors	1 170	1 130
Matsushita Electric	1 470	1 370
Mitsubishi Heavy	482	490
Sony Corp.	3 380	3 720
Toyota Motors	1 570	1 590

Matériel électrique

services publics

	4-7-86	Diff.
Alstom-Alsthom (7)	431	+ 27,50
CIT-Alcatel (1)	2 155	- 5
Crouzet	378	+ 20
Générale des Eaux	1 365	+ 79
IBM	1 030	- 65
Intermédiaire	1 920	+ 65
ITT (7)	400	+ 38
Legrand (5)	4 200	+ 431,25
Lyonnais des Eaux	1 480	+ 165
Matra (3)	2 236,50	+ 256
Merlin-Gérin	3 385	+ 195
Motus-Lavie-Sonor	896	+ 54
Maillet	88,10	+ 4,90
PM Leblanc (4)	620	+ 65
Radiotechnique (8)	900	+ 15
SEB	569	+ 29
Siemens	1 975	+ 50
Schlumberger	2 236,50	+ 5,30
Signaux	535	+ 100
Télécom (6)	3 430	+ 465
Thomson-CSF	1 360	+ 100

(1) Coupon de 70 F; (2) coupon de 16,50 F; (3) coupon de 57 F; (4) coupon de 13 F; (5) coupon de 31,25 F; (6) coupon de 35 F; (7) coupon de 1,50 F; (8) coupon de 15 F.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
Or fin (100 g)	78 220	78 100
Or fin (10 g)	7 822	7 810
Pièces françaises (20 fr.)	320	320
Pièces françaises (10 fr.)	320	320
Pièces françaises (5 fr.)	320	320
Pièces françaises (2 fr.)	320	320
Pièces françaises (1 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,5 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,2 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,1 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,05 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,02 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,01 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,005 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,002 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,001 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,0005 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,0002 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,0001 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,00005 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,00002 fr.)	320	320
Pièces françaises (0,00001 fr.)	320	320

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
ABG	304	291
BASF	267	257
Bayer	297	282
Commerzbank	309	295
Deutschebank	783	741,50
Hoechst	267	255,50
Karstadt	351	347
Mannesmann	212	187
Siemens	434	413
Volkswagen	535,50	472

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
ABG	304	291
BASF	267	257
Bayer	297	282
Commerzbank	309	295
Deutschebank	783	741,50
Hoechst	267	255,50
Karstadt	351	347
Mannesmann	212	187
Siemens	434	413
Volkswagen	535,50	472

	Cours 27 juin	Cours 30 juin
ABG	304	291
BASF	267	257
Bayer	297	282
Commerzbank	309	295
Deutschebank	783	741,50
Hoechst	267	255,50
Karstadt	351	347
Mannesmann	212	187
Siemens	434	413
Volkswagen	535,50	472

Produits chimiques

	4-7-86	Diff.
BASF	830	- 12
Bayer	915	- 35
Hoechst	929	- 14
Imp. Chemical	107,50	- 1,50
Institut Mérieux	4 300	+ 300
Labovision Biotin (2)	1 545	+ 54
Norsk Hydro	149	- 8
RTZ (1)	64,55	+ 0,75
Roussel-Uclaf (1)	1 520	+ 56,50

(1) Coupon de 21,50 F; (2) coupon de 24 F.

Mines, caoutchouc, outre-mer

	4-7-86	Diff.
Charter	27,60	- 0,5
Geophysique	204	+ 11,1
Imfil	64	- 4,5
INCO	89,60	- 2,90
Michelin	3 050	+ 240
Min. Penarroya	41,50	- 4,8
RTZ (1)	64,55	+ 0,75
ZCI	1,23	+ 0,02

(1) Coupon de 1,60 F.

Bâtiment, travaux publics

	4-7-86	Diff.
Auxil. d'entrepr. (4)	1 450	+ 39
Bouygues	1 285	+ 75
Ciments Français (3)	699	+ 65,50
Dumez	1 395	+ 105
DTM	375	- 3
J. Lefebvre	788	- 34
Lafarge	1 340	+ 59
Maisons Phénix	236	+ 6
Poliet et Chausson (2)	1 530	+ 23,10
SCREG (1)	40	+ 28,10
SEB	82	+ 3,40

(1) Droit de 12 F; (2) droit de 83 F; (3) coupon de 16,50 F; (4) coupon de 10 F.

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	4-7-86	Diff.
Bail Ekipement	621	+ 15
Banque (Cie)	1 143	+ 79
Cetelem	1 509	+ 17
Chargers SA	1 245	+ 182
CFP	1 740	+ 170
CFI (6)	519	+ 29,50
Eurafrance	2 895	+ 72
Hélin (La)	640	+ 28
Imm. PL-Monaco	882	+ 37
Locafiance	690	+ 33
Locindus (2)	1 050	+ 1
Midi	6 020	+ 440
Midland Bank (4)	523	+ 59,50
OFP	1 470	- 70
Pais de France (1,36,3,7)	870	- 72
Pédabail (5)	1 565	+ 19,60
Schneider	375	+ 15,60
UCB	745	+ 21

(1) Coupon de 6 F; (2) coupon de 56 F; (3) coupon de 15 F; (3b) droit de 55 F; (3c) droit de 163 F; (4) coupon de 7,50 F; (5) coupon de 84,60 F; (6) coupon de 9,50 F.

Métallurgie

construction mécanique

	4-7-86	Diff.
Alpi	385	+ 35
Av. Dussanli-B. (2)	1 280	+ 104,30
Chiers-Challion (3)	55,90	+ 0,30
De Dietrich (5)	1 500	+ 28
FACOM (1)	1 485	- 43
Fives (4)	291	- 14
Marine Wenzel	391	+ 23
Pemholt	1 500	+ 70
Peugeot SA	592	+ 106
Podiat	65,50	+ 0,70
Sagem (4)	2 864	+ 59
Saifon	525	+ 19
Valouree	87	+ 6,30

(1) Coupon de 32 F; (2) coupon de 29,30 F; (3) coupon de 1,80 F; (4) coupon de 36 F; (5) coupon de 28 F.

Valeurs diverses

	4-7-86	D
Accor	443,20	+ 38,20
Agence Havas	1 780	+ 15
Arjomari (4)	1 807	+ 59
Bic	623	+ 33
Bis (3)	1 342	+ 87
CGIP	1 140	+ 155
Club Méditerranée	578	+ 23
Enilor (1)	2 800	+ 228
Europe 1	1 388	+ 64
Hachette	2 800	+ 100
L'Air guide	809	+ 30
L'Oréal (2)	3 746	+ 36
Navigation Mixte	1 128	+ 12
Nord-Est	182	+ 20
Presses de la Cluse	200	+ 10
Sanofi	733	+ 10
Skis Rossignol	1 345	+ 10

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

En déclin prévisible : l'utilisation du billet vert

La situation générale s'est indubitablement améliorée cette semaine sur le marché international des capitaux ainsi qu'en témoigne l'évolution du rendement de l'emprunt-phare à trente ans du Trésor américain qui s'est replié à environ 7,10 % alors qu'il y a encore peu il s'approchait rapidement de la barre fatidique des 8 %. La majorité des opérateurs attendent à un nouvel abaissement du taux de l'escompte américain, soit des élections japonaises qui se déroulent ce week-end. Malgré cette encourageante perspective, l'euro-activité dans le secteur libellé en dollars américains reste stagnante.

La trop grande instabilité du dollar explique l'utilisation croissante des autres monnaies. Sur l'équivalent de près de 114 milliards de dollars d'émissions internationales lancées durant les six premiers mois de cette année, seulement 58 milliards, c'est-à-dire 51 %, ont vu le jour sous forme de dollars des Etats-Unis. Le yen, avec l'équivalent de 11,4 milliards de dollars, soit 10 % du total émis, s'est révélé la seconde devise du marché international des capitaux,

suivi de près par le franc suisse (9,50 %) puis par le deutsche mark (8,70 %) et le livre sterling (6,5 %) et l'ECU (4,3 %).

A elles seules, les devises européennes, y compris le franc suisse, ont servi de support à près d'un tiers du volume international émis pendant le premier semestre de 1986. Ce développement est appelé à s'accroître encore davantage au cours des douze mois à venir par suite de l'ampleur des excédents de la balance des comptes extérieurs que vont, à eux seuls, dégager cette année la Suisse, l'Allemagne, le Benelux et la France. Ils devraient atteindre l'équivalent de 110 milliards de deutschemarks, selon une étude publiée cette semaine par le National Westminster Bank. Ces excédents devraient être employés à trois fins principales : rembourser les dettes en dollars des pays européens (20 milliards de deutschemarks) ; financer les déficits des nations européennes affectées par la chute du prix du pétrole ou par un déficit structurel (8 milliards) ; et prêter hors d'Europe (32 milliards).

Le Crédit lyonnais innove

L'exception à la règle dans le secteur à taux fixe libellé en dollars a été le Crédit lyonnais. Pour ce faire, la banque française a utilisé une nouvelle formule ou la technique du règlement différé : elle a libéré, traditionnellement, de sept ans, le montant de l'opération s'élevait à 200 millions de dollars, répartis en deux tranches égales dotées d'un coupon annuel de 7,75 %. Mais l'une, de règlement immédiat, est offerte à un prix de 100,75, tandis que l'autre, à libération différée, est proposée à un prix de 101,125. Le règlement total de la première tranche devra s'effectuer le 20 août prochain. A cette date, par contre, seulement 5 % de la seconde tranche devront être acquittés par les acheteurs, le solde n'étant requis qu'un an plus tard, le 20 août 1987.

Cette structure présente un double avantage pour les investisseurs. Elle leur permet de jouer la détente des taux et assure une plus grande liquidité ultérieure : la tranche à libération partielle, c'est-à-dire un meilleur marché secondaire, parce que les deux volets seront entièrement fongibles. Le produit de la transaction dirigée par la banque américaine Morgan Stanley, en association avec le Cré-

dît lyonnais lui-même, servira à refinancer des euro-emprunts antérieurs à un bien meilleur coût. Les fonds destinés à la présente opération feront, en effet, l'objet d'un « swap » qui permettra au Crédit lyonnais d'obtenir des dollars dont le taux d'intérêt variable sera de plus de 50 points de base inférieur au Libor.

Dans l'immédiat, le secteur des émissions internationales libellées en deutschemarks continue d'être échauffé.

Deux euro-emprunts en deutschemarks se sont, toutefois, très bien comportés cette semaine. Le premier, à taux fixe, émis par la Banque mondiale, qui est venue offrir 500 millions de deutschemarks sur dix ans à partir d'un prix de 99,25 % assorti d'un coupon annuel de 6 % pour procurer un rendement brut à échéance de 6,10 %. Très bien reçu, la transaction de la Banque mondiale s'est placée sans encombre.

Pour sa part, le Crédit foncier de France a préféré se tourner vers le secteur à taux d'intérêt variables pour lever 300 millions de deutschemarks sur dix ans. L'opération qui sera garantie par la France, portera un intérêt semestriel qui sera l'addition d'une marge de 5 points de base (0,05 %) à la moyenne des taux offerts et

demandés sur les dépôts en euro-deutschemarks à six mois. A tout cela, qui est déjà fort maigre pour les prêteurs, s'ajoute le fait que les euro-obligations Crédit foncier seront préalablement émises à un prix de 100,30. La prime de 0,30 % par rapport au pair, signifie que ce sont les investisseurs qui, en outre, acquitteront tant la commission bancaire de 0,20 % que les frais d'introduction à la Bourse de Francfort, qui s'élèveront à 0,10 %. On ne peut dire qu'il s'agit là d'un cadeau pour les prêteurs. En dépit, toutefois, de ces conditions très avantageuses, la proposition du Crédit foncier a débouché sur un vil succès. L'attrait exercé par les émissions dont le risque est à caractère souverain, a pour effet de renvoyer aux oubliettes toute autre considération.

Les euro-emissions à taux fixe en ECU et en franc français n'attirent guère plus d'acheteurs que celles libellées en dollars. Comment s'en étonner ?

Conscient de marcher sur des œufs, le comité chargé de surveiller l'évolution du marché de l'euro-franc français a, une fois de plus, préféré jouer la prudence d'autant plus que l'intérêt étranger pour le papier français est actuellement très faible. Le calendrier de juillet a donc été limité à une poignée d'euro-emprunts nouveaux. De plus, il a été recommandé aux emprunteurs de ne pas chercher des durées trop longues. Michelin dont on ne sait trop bien si son opération ressort du calendrier de juin ou de celui du mois en cours, a, en début de semaine, lancé une euro-emission de 750 millions de francs d'une durée de sept ans. Offerte au pair, elle a, en fin de compte, bénéficié d'une demande très raisonnable grâce à son coupon annuel de 8,25 %. Celui-ci paraissait, lors du lancement, presque générique. Heureusement que la clairvoyance conjuguée de emprunteurs et de banques chefs de file de la transaction, à savoir Lazard et le CCF, avait fait choisir le taux au lieu d'un 8,125 %.

« Il s'agissait d'un presque rien », comme le dit la chanson. Ce prescelle rien combiné avec une très belle signature, a, cependant, fait tout.

Dans la foulée de Bifendum, la Banque hypothécaire du Danemark, sous la garantie du gouvernement danois, Sumitomo Corporation et un emprunteur du secteur public français sont les trois débiteurs autorisés à solliciter le marché de l'euro-franc français ce mois-ci.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Marée descendante pour le dollar

Le « dérapage » attendu du dollar ne s'est pas fait attendre : il s'est produit dès cette semaine, essentiellement au profit du yen, qui se retrouve au voisinage de son plus haut cours historique atteint le 12 mai 1986, 159,90 yens pour un dollar. Cela, en dépit des interventions de la Banque du Japon pour plusieurs milliards de dollars. Il s'est produit sans attendre les élections nipponnes, comme si les opérateurs avaient voulu prendre les devants, jouant une nouvelle baisse du billet vert. A Tokyo, les exportateurs ont même commencé à spéculer sur le dollar pour se couvrir, sans doute, contre un glissement ultérieur de la devise américaine.

Il faut dire que, devant l'accumulation de nouvelles défavorables en provenance de l'économie des Etats-Unis, la foi dans le dollar, ou tout au moins dans ses parités actuelles, commence à vaciller. Déficit record de la balance commerciale, très faible hausse des indicateurs économiques, mais diminution des commandes en mai, diminution des ventes de maisons individuelles et, à la veille du week-end, réduction du nombre des emplois dans l'industrie : en dépit des déclarations officielles, tout laisse à penser que la croissance risque de rester « molle », de l'autre côté de l'Atlantique.

Par ailleurs, les pouvoirs publics, qui, y a encore une quinzaine de jours, par la voix de M. Baker, secrétaire au trésor, paraissaient vouloir s'accommoder des taux de change

du moment, semblent estimer que la baisse n'est pas encore suffisante. En milieu de semaine, M. Fred Bersten, ancien sous-secrétaire au trésor et directeur de l'Institut des relations économiques internationales, annonçait, à Tokyo, que le dollar, après un palier à 160 yens, fléchirait jusqu'à 120-130 yens d'ici la fin de la décennie. Il a estimé que le « billet vert » finirait par baisser de 10 % à 15 % par rapport aux autres monnaies, y compris le dollar canadien et le won sud-coréen. De son côté, M. Yoh Kurosawa, vice-président de l'Industrial Bank of Japan, a déclaré qu'un repli du dollar en dessous de 150 yens était possible dans les six mois qui viennent, ajoutant que le « niveau de survie » pour les entreprises japonaises se situe entre 170 et 180 yens pour un dollar.

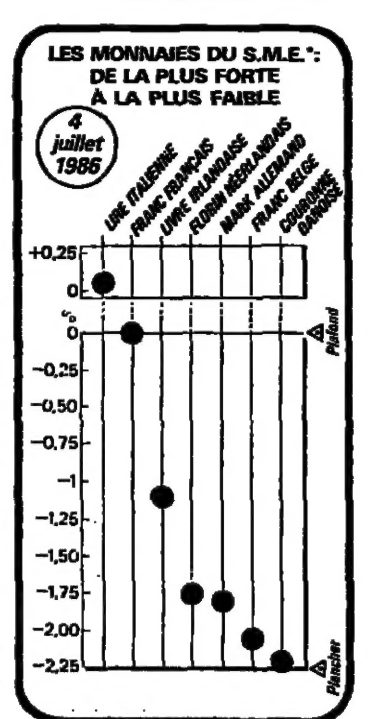
En tout cas, la montée du yen cette semaine n'est pas de nature à améliorer les chances de M. Yasuhiro Nakasone, premier ministre sortant, qui voudrait bien revenir. Outre la sévère réduction des bénéfices des grands exportateurs et les difficultés croissantes qu'elle occasionne aux petits, la hausse qui se poursuit depuis le 22 septembre 1985 a entraîné pour les compagnies d'assurance japonaises des pertes de change de près de 4 milliards de dollars (632 milliards de yens) sur leurs placements à l'étranger, essentiellement aux Etats-Unis, converties, il est vrai, par des plus-values sur la cession d'une partie de leur

portefeuille boursier au Japon même. Le yen a même par rapport à toutes les monnaies, battant son record à Paris à 4,32 F pour 100 yens.

Le mark s'est redressé un peu au sein du système monétaire européen, aux dépens du franc français, s'élevant à Paris, de 3,19 F à 3,1975 F. Pour expliquer ce raffermissement, on met en avant la faiblesse persistante de la couronne danoise et du franc belge, et aussi, dit-on, les nouvelles mesures d'assouplissement du contrôle des changes annoncées par MM. Chirac et Noir.

Ce qui impressionne le plus, c'est l'annonce d'une levée totale de ce contrôle dans les prochains mois, y compris la suppression de la sacrosainte interdiction faite aux résidents de détenir des comptes en devises en France, et celle faite, depuis la guerre, aux banques françaises, de prêter des francs aux non-résidents, de manière à éviter de fournir des munitions à toute spéculation contre le franc. Un bel acte de foi dans la solidité de notre monnaie, que rien ne menace à moyen terme, selon l'Institut privé de conjoncture IPECODE pour lequel la stabilité du franc paraît « assurée pour longtemps ».

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 JUIN AU 4 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.A.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc belge	Florin	Yen
Londres	1,540	1,540	14,398	26,723	46,485	2,267	46,374	0,0076
New-York	1,525	1,525	14,173	26,307	45,386	2,214	46,167	0,0076
Paris	16,718	16,718	393,93	319,75	15,620	283,87	2,653	1,6674
Bruxelles	16,726	16,726	394,07	319,84	15,620	283,87	2,653	1,6674
Zurich	2,751	2,751	25,634	25,634	81,795	4,000	72,629	1,1914
Frankfurt	3,314	3,314	31,743	31,743	4,853	86,795	1,652	1,652
Bruxelles	3,371	3,371	31,743	31,743	4,853	86,795	1,652	1,652
Amsterdam	68,583	68,583	4,403	25,217	26,408	18,168	2,982	1,982
Bruxelles	68,583	68,583	4,403	25,217	26,408	18,168	2,982	1,982
Amsterdam	3,777	3,777	3,495	35,294	117,6	117,6	1,645	1,645
Milan	201,38	201,38	149,18	214,75	146,86	33,525	69,64	1,645
Tokyo	247,57	247,57	157,58	215,17	146,86	33,525	69,64	1,645
	252,42	252,42	162,40	223,40	151,925	34,637	65,513	1,0911

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 juillet, 4,328 F contre 4,258 F le vendredi 27 juin.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

En attendant Godot

Tous les marchés financiers attendent Godot, comme dans la célèbre pièce de Samuel Beckett, à savoir une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Qui en prendra l'initiative ? Les Etats-Unis, où les nouvelles de l'économie ne sont pas bonnes ? Selon M. Henry Kaufman, célèbre gourou de Wall Street, les taux vont « continuer de baisser » d'ici à la fin de l'année dans ce pays, avant de se raffermir légèrement l'année prochaine.

Dans une déclaration à la chaîne de télévision CBS, il a prévu une diminution du taux d'escompte fédéral au cours des deux prochains mois, et peut-être une deuxième réduction d'ici à la fin de 1986, ajoutant qu'il voyait une nouvelle hausse des cours à Wall Street, indiquant qu'à son avis le niveau de 2 000 pour l'indice Dow Jones serait dépassé relativement facilement (il est à 1 900 à l'heure actuelle, à son sommet historique).

Au Congrès, on a entendu le président de la sous-commission de politique monétaire internationale du Sénat, M. John Heinz, inviter M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, à procéder sans plus attendre à une réduction du taux d'escompte, imité par M. Robert Dole, chef de file de la majorité républicaine de ce même Sénat. A vrai dire, M. Volcker est toujours resté insensible aux pressions, d'où qu'elles viennent, Maison Blanche ou Congrès, mais il est possible que, cette fois-ci, devant la mollesse de la croissance de l'économie américaine, il fasse un geste. Le fort déclin du premier ou attendra-t-il les partenaires des Etats-Unis, très sollicités pour jouer les locomotives ? A Tokyo, le gouverneur de la Banque centrale refuse de modifier sa politique, même après les élections législatives du 6 juillet. Pour lui, il n'est pas question d'abaisser le taux d'escompte, notant qu'en raison d'une forte demande intérieure il n'y avait pas lieu de redouter une crise de l'économie.

En Allemagne, même son de cloche. La Banque fédérale ne va ni baisser ses taux directeurs, fixés à 3,5 % pour le taux d'escompte et à 5 % pour le taux Lombard, ni les relever, comme la rumeur en avait couru il y a quelques jours, a déclaré, le 3 juillet, son président,

M. Karl Otto Poehl, dans une conférence de presse donnée à l'issue de la réunion du Conseil national de la banque. Bien que, de l'étranger, on appelle presque chaque jour la Banque fédérale à baisser ses taux, il n'y a, pour cela, « aucune marque ni aucune raison d'un point de vue d'économie intérieure », a réaffirmé M. Poehl.

En revanche, la Banque fédérale ne prendra aucune mesure restrictive qui aurait pour effet de ralentir la croissance de la masse monétaire, trop rapide en avril et en mai. M. Poehl a révélé que cette croissance était moins rapide désormais, revenant de 7 % en rythme annuel à 6,5 % pour un objectif de 3,5 % à 5 %. L'une des explications de ce ralentissement est le reflux de capitaux extérieurs, entrés en Allemagne avant le réajustement du système monétaire européen début avril et ressortis après.

M. Poehl a refusé de commenter la possibilité d'une réduction éventuelle des taux d'intérêt américains et japonais. « Nous ne nous préoccupons pas de ce qui se passe ailleurs », a-t-il ajouté.

Epuant le refus de l'Allemagne de relancer davantage son économie, la fédération patronale du bâtiment a annoncé que les commandes nouvelles enregistrées dans ce secteur en avril dernier étaient supérieures de 11,3 % en termes réels à celles d'avril 1985, ce qui laisse prévoir la sortie du tunnel pour ce secteur, très déprimé depuis trois ans.

On en est là. En attendant, les taux à long terme fléchissent aux Etats-Unis, ce qui ouvre le marché des obligations. Cet optimisme se communique à Paris, où les cours du MATIF à l'échéance de décembre poursuivent leur lente remontée (112,75 contre 111,80).

Même la reprise des adjudications mensuelles du Trésor, sous forme d'obligations assimilables (OAT), n'a pas trop affecté le marché. Celui-ci a « digéré » assez correctement la dernière en date de ces opérations, qui a eu lieu sous la forme d'une nouvelle tranche à taux nominal de 7,50 %, échéance juillet 1996. Les soumissions ont été de 29,4 milliards de francs. Il a déjà été adjugé

pour 6,5 milliards de francs, au prix pondéré de 98,37 %, soit un rendement moyen de 7,76 % contre 7,83 % pour l'adjudication de 26 milliards de francs du 10 avril dernier et 8,26 % pour celle de 12,8 milliards de francs du 3 avril.

De l'avis général, le taux final de 7,76 % a été « très tiré », avec un succès un peu forcé, dit-on, par quelques « gros mains », à moins que le marché n'anticipe absolument une nouvelle baisse des taux.

En tout cas, le bon accueil réservé à cette adjudication a un peu redonné le bison du Trésor, qui porte toujours le poids des 26 milliards de l'émission du 10 avril, pas encore entièrement casés.

Sur le marché financier, on a noté, en fin de semaine, le lancement de deux emprunts de la BFCF, 4 milliards de francs au total, dont une tranche à taux fixe à treize ans, 7,90 % nominal et 8,20 % réel, avec possibilité d'amortissement anticipé au gré de l'émetteur à partir de 1993, et une tranche à taux variable (95 % du TMO) à dix ans. L'accueil a été très mitigé, surtout en raison des possibilités de remboursement anticipé, que les souscripteurs n'affectionnent guère.

D'une manière générale, le marché obligataire, quoique convalescent, n'est pas bon, et attend un signe patent de baisse des taux. Rappelons qu'au 30 juin il avait collecté depuis le début de l'année 209 milliards de francs, 25 % de plus que pendant la même période de l'an dernier. C'est beaucoup, c'est trop, disent certains. Notons enfin que, selon les statistiques de TGF (technique de gestion financière), l'en cours des SICAV court terme a augmenté de 3,4 milliards de francs en juin, atteignant 279,3 milliards de francs avec des modifications assez sensibles. Les SICAV dites monétaires (plus de 75 % de leurs actifs en bons du Trésor, billets de trésorerie, rémises, créances hypothécaires) ont progressé de 21,8 milliards de francs, aux dépens des SICAV régulières (pour leurs performances) et des SICAV dites sensibles. Il faut y voir une plus grande prudence des gestionnaires, désormais attentifs au risque de pertes en capital sur toute remontée des taux.

F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le café en chute libre

Qu'il s'agisse de l'arabica (coté à New-York) ou du robusta (coté à Londres et Paris), le café est, depuis le début de 1986, le produit de spéculation le plus volatil du marché. Le 3 juillet, la tonne de robusta s'échangeait outre-Manche pour 1 632 livres, touchant ainsi son plus bas niveau des neuf derniers mois. En janvier, au plus fort de la sécheresse brésilienne, qui a détruit la moitié de la prochaine récolte, 1986-1987 (celle-ci est estimée à 14,7 millions de sacs de 60 kilos, contre 29 millions de sacs pour l'actuelle campagne 1985-1986), elle valait encore plus de 3 000 livres.

Devant cette situation paradoxale, les opérateurs ne savent plus à quel saint de Bahia se vouer. « Les cours sont de 400 livres inférieurs à ceux de l'an dernier, alors que le Brésil, premier producteur mondial, dispose de moitié moins de marchandise », s'étonnait récemment un professionnel britannique. La

recrudescence du café tient en réalité à l'affolement général qui a saisi les négociants et les torréfacteurs de l'hiver dernier, à mesure que le soleil grillait les « cerises » du Paraná et du Minas Gerais. Craignant une pénurie, ils ont rapidement constitué de gros stocks, aidés par les Etats concurrents du Brésil, trop heureux d'écouler à bon prix leur café. Dès avril, la torréfaction, jugeant ses réserves suffisantes, a nettement ralenti ses achats ; le coût du stockage pesant de surcroît sur ses liquidités. La peur a, pour un temps, cessé de le gêner.

Les spéculateurs, tels des insectes attirés par la lumière, avaient aussi la flamme de janvier. Mais, devant la soudaine désaffection des professionnels, ils ont à leur tour pris la poudre d'escampette et accentué par leurs ventes le repli des cotations. Les pays producteurs concurrents du Brésil ont aussi contribué à ce retournement.

Un nouveau tableau de cotation

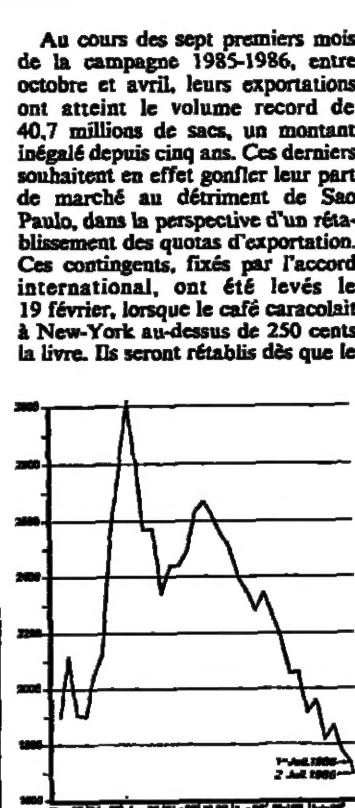
PRODUITS	COURS DU 04-07
Café (Londres) Trois mois	913 Livres/tonne (+1)
Aluminium (Londres) Trois mois	737 Livres/tonne (-23)
Nickel (Londres) Trois mois	2 510 Livres/tonne (-180)
Sacré (Paris) Août	1 220 Francs/tonne (-19)
Café (Londres) Septembre	1 698 Livres/tonne (+82)
Cacao (New-York) Septembre	1 791 Dollars/tonne (+30)
Mé (Chicago) Septembre	245,25 Cents/tonne (-630)
Mé (Chicago) Août	182,75 Cents/tonne (-630)
Soja (Chicago) Août	143 Dollars/tonne (-120)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine à l'autre.

A compter de cette semaine, notre tableau de cotations portera sur neuf produits, choisis pour leur importance dans le commerce mondial des métaux, des denrées, des céréales et des dérivés. Le cuivre, l'aluminium et le nickel ont été ainsi retenus comme représentatifs de l'activité industrielle et commerciale dans le secteur des « non-ferreux ».

La France détient, en outre, une forte position comme producteur sur ces trois métaux. Le café, le cacao et le sucre sont de loin les trois denrées faisant l'objet des échanges les plus importants, de même que le blé et le maïs pour les céréales. Le tournesol de soja a été préféré aux huiles et aux graines, car c'est sous cette forme que les plus grosses quantités de soja pénètrent en France.

Les cotations prendront pour référence le marché directeur de chaque produit (Londres pour le cuivre, etc.). Dès lors qu'une matière première n'est incluse dans le tableau enregistré une variation notable, celle-ci sera signalée.



Le café a, semble-t-il, touché le fond... estimant ces jours-ci un professionnel. Après le chaud, le froid lui redonnera peut-être un coup de fouet. Avec l'hiver brésilien, les risques de gèlées existent. Ils subsistent jusqu'à la dernière semaine d'août.

ERIC FORTINO.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En début de semaine, le marché américain a été marqué par une forte volatilité. Le S&P 500 a terminé à 2 000,50, en hausse de 10 points. Le Nasdaq a terminé à 1 100,00, en hausse de 20 points. Le Dow Jones a terminé à 2 000,00, en hausse de 10 points.

Le marché américain a été marqué par une forte volatilité. Le S&P 500 a terminé à 2 000,50, en hausse de 10 points. Le Nasdaq a terminé à 1 100,00, en hausse de 20 points. Le Dow Jones a terminé à 2 000,00, en hausse de 10 points.

Le marché américain a été marqué par une forte volatilité. Le S&P 500 a terminé à 2 000,50, en hausse de 10 points. Le Nasdaq a terminé à 1 100,00, en hausse de 20 points. Le Dow Jones a terminé à 2 000,00, en hausse de 10 points.

Le marché américain a été marqué par une forte volatilité. Le S&P 500 a terminé à 2 000,50, en hausse de 10 points. Le Nasdaq a terminé à 1 100,00, en hausse de 20 points. Le Dow Jones a terminé à 2 000,00, en hausse de 10 points.

Le marché américain a été marqué par une forte volatilité. Le S&P 500 a terminé à 2 000,50, en hausse de 10 points. Le Nasdaq a terminé à 1 100,00, en hausse de 20 points. Le Dow Jones a terminé à 2 000,00, en hausse de 10 points.

Le marché américain a été marqué par une forte volatilité. Le S&P 500 a terminé à 2 000,50, en hausse de 10 points. Le Nasdaq a terminé à 1 100,00, en hausse de 20 points. Le Dow Jones a terminé à 2 000,00, en hausse de 10 points.

Le marché américain a été marqué par une forte volatilité. Le S&P 500 a terminé à 2 000,50, en hausse de 10 points. Le Nasdaq a terminé à 1 100,00, en hausse de 20 points. Le Dow Jones a terminé à 2 000,00, en hausse de 10 points.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	RÉGIONS
3 Chili : les « poblaciones » de Santiago entrent dans leur mois. 4 Afrique du Sud : troisième attentat depuis l'état d'urgence. - Italie : la crise gouvernementale.	6 Le débat sur la communication au Sénat : l'opposition dénonce les inégalités entre les chaînes privées et publiques. - Les dissensions du FN. - Point de vue : le rôle du Conseil constitutionnel, par Jean Foyer.	7 Virginie, cinq ans, violée et noyée dans la soirée du 26 juin. - Carrefour du développement : un avis de recherches pour Yves Chaillet. 8 Les débuts de l'avion Rafale. - Le Tournoi de Wimbledon.	9 Quinze ans de « dossiers » au Louvre : les entretiens de Pierre-Paul Prud'homme. - « Don Giovanni » à Aix-en-Provence. - Le 27 ^e Festival des arts populaires à Marrakech. 11 Communication.	13 Agriculture : le maïs de la dis-corde. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Retour à Lille 12 SERVICES Programme des spectacles ... 10 Mots croisés 11 Journal officiel 11 Météorologie 11

Dans le neuvième arrondissement de Paris

Un jeune homme est mortellement blessé par un CRS

Un jeune homme âgé de vingt-huit ans, Loïc Lefèvre, peintre carrossier, domicilié à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a été tué par un policier dans la nuit du 4 au 5 juillet, rue de la Victoire, à Paris (9^e arrondissement). Il était un peu plus de 1 heure du matin lorsqu'une 2 CV de couleur verte, immatriculée dans les Vosges (7421 QE 88), roulant apparemment à vive allure et venant de la droite, a croisé un fourgon de CRS, l'obligeant à freiner brusquement.

Les policiers, qui voulaient contrôler le véhicule, l'ont alors pris en chasse. A bord de la 2 CV, deux jeunes gens ont tenté de prendre la fuite en direction du boulevard Haussmann. Ils se sont ainsi engagés en sens interdit dans la rue de Mogador.

Le conducteur, serrant de près le trottoir, cherchait à éviter les véhicules arrivant en sens inverse, mais a fini par heurter une R5 et par percuter une borne métallique. Le passage de la 2 CV est alors sorti de la voiture en passant par le toit ouvert. Un gardien de CRS, descendant de son fourgon, l'a poursuivi, armé d'un fusil. Une centaine de mètres plus loin, le jeune homme est tombé : c'est à ce moment, alors qu'il était à terre et sans arme, que le policier a tiré à deux reprises, l'atteignant mortellement dans le dos.

Plusieurs impacts ont été relevés sur le corps de la victime. Les deux projectiles ont traversé le corps de part en part, pour l'un, sectionnant

quatre doigts de la main gauche, et, pour l'autre, se fichant dans l'avant-bras droit. Le gardien de CRS a ensuite appelé ses collègues, qui avaient interpellé le conducteur de la 2 CV. Pendant plus de deux heures, ce quartier très animé la nuit, avec ses salles de spectacle, ses nombreux restaurants et ses prostituées, a été bouclé par les forces de sécurité. L'ami de la victime et le conducteur de la R5 ont été emmenés par les policiers. Une fois les constatations faites et le corps enlevé, les traces de sang sur le trottoir ont été lavées par les policiers.

L'enquête a été confiée à l'inspection générale des services. De bonne source, on apprend que le policier qui a tiré affirme qu'il croyait que le jeune homme se servait d'une arme.

Ce policier, âgé de trente ans, qui appartient à la CRS 54 de Marseille, a déclaré qu'au moment où il atteignait la rue de la Victoire, le jeune homme s'est retourné vers lui et aurait alors fait un geste en portant la main à la hanche, dégageant son blouson. Le CRS aurait alors aperçu un objet noir qu'il a pris, dit-il, pour une arme. C'est pourquoi il aurait tiré, le jeune homme lui faisant face, debout. Près du corps de la victime, une bombe lacrymogène noire a, en effet, été retrouvée.

Mais on lira ci-dessous les témoignages donnés au Monde par quatre jeunes gens. Ils sont clairs : à aucun moment, le jeune homme n'a eu d'attitude menaçante. Il ne s'est pas retourné et n'a pas sorti d'arme. Le policier a tiré alors que le jeune homme, disent les témoins, était à terre.

Ag. L.

M. Charles Pasqua : « S'il y a des fautes, elles seront sanctionnées »

Le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, évoquant la mort d'un jeune automobiliste tué par un policier à Paris, a déclaré, samedi 5 juillet, que, « s'il y a des fautes, elles seront naturellement sanctionnées ». Mais il a précisé : « En contrepartie, s'il y a eu une présentation maladroite des faits, je n'hésiterai pas à saisir la justice chaque fois que cela sera nécessaire ».

Cette bavure policière a été évoquée par le ministre au comité central du RPR : « Nous y verrons plus clair lorsque nous serons en possession du rapport de l'inspection des services », a-t-il déclaré en arrivant à la réunion.

Les investissements financiers américains

Une manne pour l'étranger

« Sans l'étranger, Paris reste une Bourse de province », nous confiait récemment un familier de la corbeille. Il est vrai que ses trois années de lune de miel, la Bourse de Paris les doit autant aux mesures dédictées par les pouvoirs publics en faveur du pôle financier qu'aux achats répétés des investisseurs étrangers, notamment nord-américains. Et si le flot venait à se tarir ? Ce demandait-on avec effroi il y a quelques semaines lorsque le marché parisien, fortement secoué par deux ou trois séismes coups de table, craignait par-dessus tout de fléchir la frousse à l'Oncle Sam.

Heureusement, il n'en est rien. C'est du moins ce que pense le Centre d'observation et de perspectives sociales (COPS) à partir d'une étude toute récente menée auprès de vingt-cinq fonds de pension américains parmi les plus importants et dont le contenu sera bientôt rendu public. Il ressort de cette enquête réalisée en juin dernier aux Etats-Unis que, d'une façon générale, les investissements à l'étranger de ces organismes, qui représentent actuellement environ 1,5 % de leurs actifs seulement, devraient atteindre au moins la barre des 5 %, certains d'entre eux n'hésitant pas à la franchir.

Il s'agit, par exemple, du Pension Reserves Investment Management Board de Boston, qui gère 1,25 milliard de dollars, du Los Angeles City Employees Retirement System (2 milliards de dollars), ou encore du Los Angeles County Employees Retirement City System (5,5 milliards de dollars).

Les derniers seront les premiers... En effet, si l'on en croit le COPS, le Los Angeles County Employees, qui jusqu'à présent n'avait pas misé un cent sur les Bourses nord-américaines, est prêt à présent à y investir jusqu'à 15 % de ses actifs. A titre de comparaison, il faut savoir que les fonds de pension américains gèrent quelque 1 800 milliards de dollars. Or l'augmentation de leurs investissements à l'étranger depuis le début de l'année 1985 n'a représenté que 5 milliards de dollars environ. On peut donc en conclure, d'après les estimations faites par les propres dirigeants de ces organismes,

que les fonds de pension investiront environ 80 milliards de dollars « hors les murs » au cours des deux ou trois prochaines années. En affinant cette analyse, on peut constater que ce sont les fonds de pension des Etats et des municipalités qui ont investi le moins à l'étranger jusqu'à présent en raison de leurs règles de fonctionnement très strictes. Actuellement, ils représentent plus du quart des 1 600 milliards de dollars précédemment évoqués mais seulement 5 % des actifs investis à l'étranger par ces fonds.

A l'avenir, « leurs investissements à l'étranger pourraient être multipliés par dix alors que ceux des fonds de pension des sociétés ou des autres institutions ne seront multipliés que par trois », assure cet organisme. A la lecture de ce pronostic, on imagine déjà les boursiers parisiens se frotter les mains à l'idée de cette manne qui devrait s'abattre sur les places européennes. Mais prudence... C'est le Japon qui va profiter principalement de ces investissements ainsi que le reste du Pacifique. Pourquoi ? Tout simplement parce que « les fonds de pension américains appliquent presque tous une règle stricte qui leur interdit d'investir dans une société cotée qui possède 10 % ou plus d'une société européenne ». En Grande-Bretagne et en RFA, les deux tiers des sociétés, dans un cas, et la moitié d'entre elles, dans l'autre, sont éliminées par cette règle. Les sociétés françaises sont moins concernées mais quelques très grosses valeurs de la cote seront touchées.

Par contre, moins de 5 % des sociétés japonaises sont dans ce cas car il existe déjà des règles locales limitant ce type d'investissement. D'où l'intérêt pour l'Empire du Soleil-Levant. Mais, soyons rassurés : l'impact de ces capitaux en goguette « sera suffisant pour soutenir les Bourses européennes dans une expansion continue ». Ce facteur de hausse est considérable et « va bouleverser les habitudes du marché à long terme », affirme docement le COPS.

SERGE MARTI

Coup de semonce des industriels

Les deux géants américains de la publicité ont perdu d'importants budgets

Valse des budgets de publicité aux Etats-Unis depuis les grandes concentrations qui ont donné naissance à ce que les Américains appellent des « mega-agences » de publicité : Saatchi & Saatchi rachetant Ted Bates Worldwide et trois grandes agences (BBDO International, Doyle Dane Bernbach et Needham Harper Worldwide) se recombinant pour donner le groupe Omnicom. Les grands annonceurs n'ont pas semblé trouver à leur goût ces fusions, qui entraînent les budgets publicitaires de leurs produits dans une aventure qu'ils n'ont pas choisie et qu'ils ne maîtrisent pas.

Les uns derrière les autres, les industriels retirent des budgets aux deux nouveaux « grands » pour les confier à d'autres agences. Advertising Age, hebdomadaire américain de publicité, a recensé ces mouvements : Saatchi & Saatchi/Ted Bates aurait ainsi perdu en deux mois 358 millions de dollars de budgets, n'en gagnant que 103 millions par ailleurs, soit une perte nette de 255 millions de dollars, et Omnicom aurait perdu 205 millions de dollars, n'en regagnant que 88 millions, soit une perte de 117 millions de dollars.

Les annonceurs en question ont nom Colgate, RJR Nabisco (premier groupe agro-alimentaire américain) ou Warner-Lambert (produits d'hygiène et de beauté)... Ce dernier a ainsi rompu avec Ted Bates une collaboration vieille de trente ans. Nul doute que les industriels tiennent ainsi à réaffirmer leur indépendance vis-à-vis des agences de publicité et leur volonté de rester maîtres de leur politique publicitaire, produit par produit. Ils appré-

cient mal de voir certaines de leurs marques rejoindre des produits concurrents dans le giron d'un même groupe publicitaire, malgré le soin pris par les mega-agences de conserver des structures distinctes. Charbonnier veut rester maître chez lui.

Le grand gagnant de ces mouvements est Young and Rubicam, l'un des derniers encore première agence américaine et mondiale (en perpétuelle lutte pour la première place avec le Japonais Dentsu) et que les grandes fusions d'avril et de mai derniers avaient rejeté à la troisième place aux Etats-Unis : il a engrangé 294 millions de dollars de nouveaux budgets, n'en perdant que 40 millions, soit un gain net de 254 millions de dollars. Les responsables de Young and Rubicam se montrent tout à fait satisfaits de la stratégie de concentration de ses grands concurrents, estimant que la création des mega-agences améliore sa propre image de marque.

La perte de plus d'un demi-milliard de dollars de budgets par les deux nouveaux grands de la publicité est sans doute plus qu'un coup de semonce. Elle doit faire réfléchir les agences qui seraient tentées de suivre l'exemple des mega-agences à l'efficacité d'une stratégie du gigantisme.

JOSÉE DOYÈRE.

En Chine

Dévaluation de 15,8 %

Pékin (AFP). — La Chine a procédé à une dévaluation d'environ 15,8 % de sa monnaie, selon les cotations publiées ce samedi 5 juillet par l'agence Chine nouvelle.

Le tableau des changes de l'agence chinoise révèle que le yuan a chuté d'environ 15,8 % par rapport aux monnaies de dix-huit pays avec lesquels la Chine réalise l'essentiel de ses échanges commerciaux.

Par rapport au dollar, le taux du yuan s'établit désormais à 27 cents, contre 31 cents précédemment, soit 3,69 yuans pour un dollar. Cette dévaluation est la plus importante jamais décidée par Pékin, selon les milieux financiers. La monnaie chinoise avait toutefois progressivement perdu 40 % de sa valeur au cours des années 1984 et 1985.

Baisse des taux d'intérêt du « consensus »

L'OCDE a annoncé, vendredi 4 juillet à Paris, une baisse de 1,4 point à dater du 15 juillet, de l'ensemble des taux d'intérêt minimum des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien financier public.

Ces taux d'intérêt font l'objet, au sein de l'OCDE, d'un accord appelé « consensus ». Ils sont révisés tous les six mois. Ainsi, par exemple, les taux pour les pays relativement pauvres passent à 7,40 %.

« La baisse qui interviendra le 15 juillet, a précisé l'OCDE dans un communiqué, aura pour effet de ramener les taux d'intérêt minimum à des niveaux proches de ceux auxquels ils s'établissaient au moment de l'entrée en vigueur du « consensus » en juillet 1976 ».

Le numéro du « Monde » daté 5 juillet 1986 a été tiré à 478 261 exemplaires

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 28 années d'expérience. Une visite s'impose. 208, avenue du Maine, Paris (14^e) 45-40-57-40 - RP Alsace

A B C D E F G

Quatre témoignages

Jean-Luc Daniel, vingt-huit ans, journaliste à Que Choisir ?

« Vers 1 heure du matin, une 2 CV vert pomme avec deux jeunes passagers tourne assez brusquement à l'angle de la rue Meyerbeer pour s'engager dans la rue Halévy. Venant de la droite, elle coupe le chemin à un fourgon de CRS, qui pile. La 2 CV s'arrête au feu rouge suivant. Le fourgon s'arrête à sa hauteur. Le feu passe au vert et le fourgon vient se mettre en épi devant la 2 CV. Les CRS commencent à descendre, la voiture démarre alors, tourne à gauche dans le boulevard Haussmann. Les CRS remontent dans leur fourgon, mettent la sirène et prennent la Citroën en chasse. Celle-ci prend la rue de Mogador, en sens interdit. »

Jérôme, trente-cinq ans, graphiste, et Nicolas Oudin, trente-quatre ans, maquetiste : « Remontant la rue de Mogador, nous nous retournons en entendant la sirène. Nous voyons une 2 CV remontant à contre-courant du feu, rapidement poursuivie par un véhicule de CRS. Le conducteur tente de monter sur le trottoir pour éviter une voiture R5 qui vient en sens inverse. Mais la 2 CV se retrouve bloquée, les

deux roues sur le trottoir, accrochée à un arceau métallique. Le fourgon CRS pile juste derrière et les CRS commencent à sortir. Le passage de la 2 CV, qui roulait décapotée, sort par le toit et se met à courir. Il a les cheveux longs, une veste en jean, un air « loublard ». Il court lourdement, de grosses chaussures aux pieds. Un CRS le suit, pendant toute la course, à une distance de 2 ou 3 mètres au plus. Il tient son fusil à l'horizontale. La poursuite ne se fait pas dans l'effort, mais à une allure moyenne, sans cri. Nous suivons l'action. Les deux hommes s'engagent sur la droite dans la rue de la Victoire. Quelques secondes s'écoulent avant que nous entendions deux coups de feu nettement séparés. Nous ne voyons pas la scène. Mais nous regardons le CRS qui, un moment après, sort de la rue de la Victoire, son fusil canon en l'air, calé sur la hanche. Il paraît très calme et appelle ses collègues. Puis, en nous avançant un peu nous voyons le corps étendu sur la chaussée. Nous sommes très surpris car, au vu de l'attitude du CRS, nous avions cru qu'il avait seulement tiré en l'air et que le passage de la 2 CV avait pu s'enfuir. »

Max Dantès, vingt-six ans, courtier en assurance Ili a vu, lui, la scène des coups de feu. « Après avoir entendu la sirène, j'aperçois le jeune homme en train de courir pour échapper à un CRS dont le fusil vise le dos du fuyard. La CRS tente de le déséquilibrer d'un coup de crosse, mais il échoue. Il ordonne au jeune homme de s'arrêter, mais sans succès. Dans la rue de la Victoire, le jeune homme court sur le macadam et essaie de s'engager entre deux voitures. Il n'y parvient pas et tombe à la hauteur de ces deux véhicules. La CRS s'arrête. Il baisse le canon de son arme vers le jeune homme à terre (et que je ne vois pas, car il est masqué par les voitures). Mais je vois très bien le CRS. Il tire à deux reprises vers le bas, son arme à la hanche. Très calmement, sans affolement. Puis le CRS hésite un peu. Il revient alors sur ses pas et appelle ses collègues à l'aide d'un sifflet. »

« Je ne comprends pas. Le jeune homme était à terre. Le CRS l'avait à portée de la main. Pourquoi a-t-il tiré ? »

Témoignages recueillis par ERICH INCYAN.

La préfecture de police : le CRS s'est estimé en légitime défense

La préfecture de police de Paris a publié samedi, en fin de matinée, le communiqué suivant : « Cette nuit, à 0 h 45, une patrouille de CRS en mission de sécurité générale remarque une 2 CV qui circule boulevard Haussmann, tous feux éteints et de manière dangereuse. »

Or des instructions ont été données et répétées ces derniers jours pour que les forces de police et de gendarmerie apportent une vigilance particulière aux infractions à la circulation routière, qui causent chaque année des dizaines de morts et des milliers de blessés, en particulier la nuit à Paris.

La patrouille tente d'intercepter cette voiture dangereuse, qui essaie de lui échapper en heurtant le véhicule de police, en brûlant plusieurs feux et en s'engageant enfin rue de Mogador dans un sens interdit, où elle percuta de face un véhicule roulant dans le sens de la circulation. Néanmoins, l'interpellation a eu lieu.

Le conducteur de la 2 CV s'enfuit. Au cours de la poursuite, il se retourne vers un gardien CRS en sortant de dessous son blouson un objet que le gardien prend pour une arme. Le fonctionnaire de police s'estime en légitime défense et tire deux fois sur l'homme, l'atteignant à la poitrine et à l'annulaire gauche. L'objet s'avère être une bombe à gaz paralysant. Quant à l'autre passager, malheureusement en état d'ébriété, il a été interpellé.

Une enquête est immédiatement ouverte par l'IGS pour déterminer, grâce notamment aux expertises balistiques, les circonstances précises de cette affaire. Le conducteur et le passager de la 2 CV étaient déjà connus pour leurs antécédents judiciaires. Les témoins éventuels de l'affaire de la nuit dernière sont invités à se faire connaître dans les meilleurs délais à l'inspection générale des services de la préfecture de police, en appelant le 42-60-33-22 (poste 34-62).

La momie dévoilée

La diva est allongée, nue, dans un studio de Lyon. Sous les projecteurs de cinéma, entourée de colonnes bleues, de miroirs blancs, elle montre une moue dédaigneuse. Les bandelettes, les linéoles, les sangles qui la protégeaient de l'injure du temps lui ont été enlevées.

La momie vient de servir à une première expérience à laquelle, autour du professeur d'égyptologie J.-C. Goyon (université Lyon-II), ont participé une équipe de médecins, de botanistes, de membres du musée Guimet et du Musée des tissus, de Lyon.

Sortie des réserves du musée Guimet, la momie a d'abord été examinée au scanner de l'hôpital Edouard-Herriot, puis autopsiée. Les images ainsi obtenues ont fait voir aux chercheurs une coupe transversale très précise, une vue globale de l'état de la momie sans détériorer celle-ci, faisant apparaître ses lésions aux vertèbres et la position exacte des paquets contenant ses viscères.

En effectuant une autopsie complète, l'objectif de l'équipe pluridisciplinaire était de mettre en évidence, de saisir, les gestes chirurgicaux qui accompagnaient le rite funéraire. Si les textes ne man-

quent pas sur la fonction religieuse de l'embaumement, l'acte de l'opérateur, « le couteau noir », demeure inconnu. L'autopsie a permis de vérifier que la phase chirurgicale était menée avec une grande connaissance du corps humain.

L'étude des tissus a mis fin aussi au mythe des momies enroulées dans du bitume. Le corps était en fait enduit de résines végétales mélangées, qu'il faut encore déterminer. Chacun est reparti avec ses échantillons, ses poussières, ses cristaux, afin d'approfondir les analyses.

Quelques données lèvent un peu le voile de l'anonymat. Décédée de mort naturelle, vers la cinquantaine, l'homme souffrait d'arthrose. Sa taille était de 1,72 m. Il a peut-être vécu en Haute-Egypte, sous le règne de Ptolémée IV, vers 230 avant notre ère.

En septembre, deux films seront diffusés, l'un pour les étudiants, l'autre pour le grand public.

La momie « recollée », mais non réembaumée, est retournée dans les réserves du musée Guimet.

BRUNO CAUSSÉ.

Zimbabwe

Jimmy Carter « insulté »

Harare (AFP). — L'ancien président démocrate américain Jimmy Carter a décrit, vendredi 4 juillet, comme « une insulte contre son pays et contre lui-même » un discours d'un ministre zimbabwéen qui avait provoqué le même jour le départ de plusieurs diplomates occidentaux d'une réception. Ce discours du ministre des affaires étrangères, M. Witness Mungweni, lu en son nom par le ministre de la jeunesse, des sports et de la culture, M. David Karimanzira, à la réception offerte par l'ambassade des Etats-Unis à l'occasion de la fête nationale américaine, critiquait en termes vifs les pays occidentaux pour leur opposition à des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Il les accusait notamment de vouloir protéger leurs investissements et leurs bénéfices en Afrique du Sud.

L'ÉTÉ

À L'AISE
POUR BIEN PASSER
VOTRE ÉTÉ, LES BONS
« TUYAUX », LES
BONNES ADRESSES
SONT DANS
GAULT-MILLAU
MAGAZINE.
INDISPENSABLE POUR
MIEUX VIVRE LE
TEMPS DES
VACANCES.

Chez votre marchand de journaux.